

ÉTUDE
SUR
LE RÉGIME AGRICOLE
DES ANTILLES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 11 Mars 1916, à 1 h. 1/2

PAR

P. BERNISSANT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LESEUR, professeur
Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
PERREAU, professeur

PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

ÉTUDE
SUR
LE RÉGIME AGRICOLE
DES ANTILLES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 11 Mars 1916, à 1 h. 1/2

PAR

P. BERNISSANT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LESEUR, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS (5°)

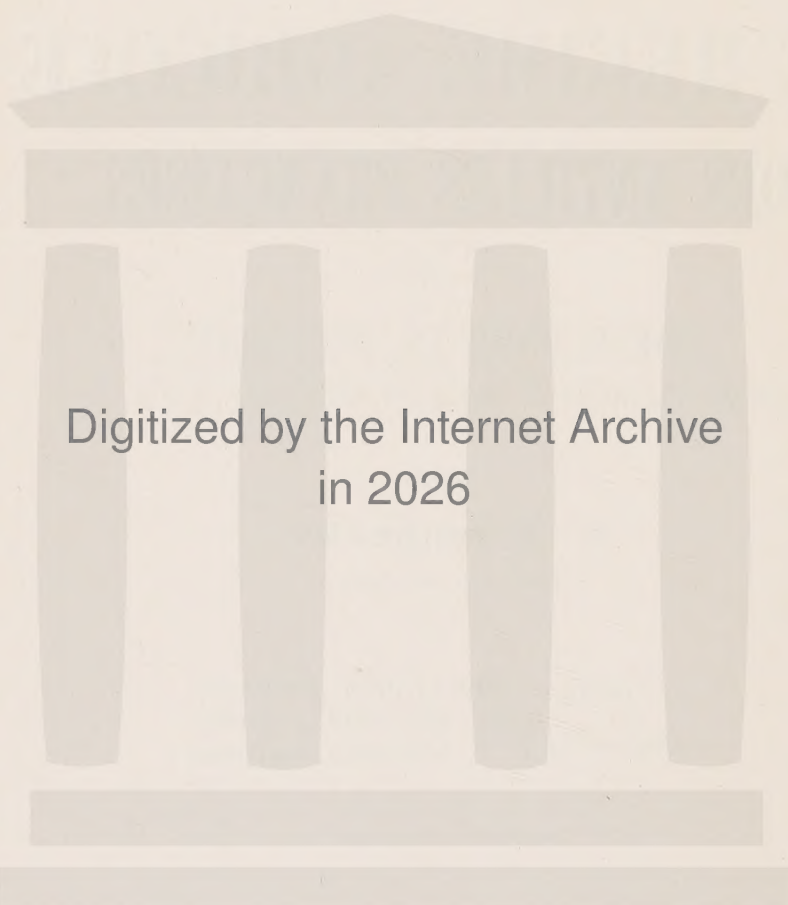
M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550414_0034

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- Bouton (Pr. P.-Jacques). — *Relation de l'Etablissement des Français depuis l'an 1635 en l'isle de la Martinique*. Paris, M.D.CXL.
- Boyer de Peyreleau. — *Les Antilles françaises, particulièrement la Guadeloupe, depuis leur découverte jusqu'au 1^{er} janvier 1823*. Paris, 1825, 3 vol.
- Basset. — *Les Antilles françaises*. Paris, 1886.
- Ballet (Jules). — *La Guadeloupe, Basse-Terre, 1894-1902*, 5 vol (2 t. en 4 vol. in-8. B. N. LK¹³ 1446).
- Brodeau. — *Coutume de Paris*. Paris, 1658, 2 t.
- Chanvalon. — *Voyage à la Martinique* (1751).
- Chemin du Pontès. — *Les Petites Antilles*. Paris, 1909.
- Cochin. — *Abolition de l'Esclavage*. Paris, 1861, 2 vol.
- Congrès des anciennes colonies, 1909 (*Rapports*).
- Chazelles (De). — *Etude sur le système colonial*. Paris, 1860.
— *La question monétaire et commerciale*. Paris, 1860.
— *Emancipation : Systèmes anglais et français*. Paris, 1845.
- Cail (J.-F.) et Cie. — *Mesures pour changer la situation de nos colonies des Antilles*. Paris, 1860.
- Crisenoy (De). — *Etude sur la situation économique des Antilles françaises*. Paris, 1860.
- Dampierre (Jacques de). — *Les Sources de l'Histoire des Antilles françaises (1492-1664)*. Paris, 1904.
- Dutertre. — *Histoire générale des Isles Saint Christophe, Martinique, Guadeloupe et autres dans l'Amérique* (1654), 1 vol.

- Dutertre — *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*.
3 vol. (2 premiers de 1667, le 3^e de 1671).
- Dessalles. — *Histoire générale des Antilles*. Paris, 1847-48, 5 vol.
— *Des colonies par rapport à la France et à l'organisation du travail*. Paris, 1848.
- Durand-Molard. — *Codes de la Martinique, Saini-Pierre*, 1807,
5 vol.
- Dernis. — *Histoire abrégée des Compagnies de commerce établies en France depuis 1626* (B. N. manuscrits fonds. frs. 8036).
- Duval. — *Les colonies et la politique coloniale de la France*.
- Deschamps. — *Histoire de la question coloniale. Les colonies pendant la Révolution*. Paris, 1898.
- Daubrée (Paul). — *Question coloniale au point de vue industriel*. Paris, 1841.
- Exploits et Logement des Français dans l'isle de la Gardeloupe (Extrait de la *Gazette de France*, année 638, p. 89-92. — V. Margry).
- Frasaus (Le chevalier de). — *Considérations sur les causes de dépérissement des colonies des Antilles*. Paris, 1822.
- Foville (De). — *Le morcellement*. Paris, 1885.
- Gaffarel. — *Les colonies françaises*. Paris, 1899, 2 vol.
- Huc. — *La Martinique*.
- Henry (René). — *La Petite propriété rurale en France*. Paris, 1895.
- Labat. — *Histoire générale des isles Saint-Christophe, Martinique, Guadeloupe et autres*.
- Labat. — *Nouveau voyage aux isles d'Amérique*. Paris, 1722, 6 vol.
- Lacour. — *Histoire de la Guadeloupe, 1635-1830, Basse-Terre, 1855-1858*, 4 vol.
- Leroy-Beaulieu. — *De la colonisation chez les Peuples modernes* (Ed. 1874 et 1902).
- La Valette (R. de). — *L'agriculture à la Guadeloupe*.
- Lavollée (L.). — *Notes sur les cultures et la production de la Martinique et de la Guadeloupe* (1841).
- Le Pelletier de Saint-Remy. — *Les colonies françaises depuis l'abolition de l'esclavage* (Paris, 1858).
- Lechevalier (Jules). — *Réorganisation des colonies à esclaves*. Paris, s. d.

- Lechevalier (Jules). — *Renseignements sur les questions coloniales*. Paris, 1841.
- Légier. — *La Martinique et la Guadeloupe*. Paris, 1905.
- Margry (Papiers de Pierre) B. N. — *Nouvelles acquis. françaises*, 9256-9510.
- Margry (Pierre). — *Origines transatlantiques : Belain d'Esnameux et les Normands aux Antilles*. Paris, 1863.
- Margry (Pierre). — *Les origines des pays d'outre-mer : les seigneurs de la Martinique* (v. *Revue maritime et coloniale*, t. LVIII. Juille à septembre 1878).
- Motey (Du). — *Guillaume d'Orange et les origines des Antilles françaises*. Paris, 1908.
- Moreau de Saint-Méry. — *Lois et Constitutions des colonies françaises d'Amérique sous le Vent*.
- Mathias du Puis (F.). — *Relation de l'Etablissement d'une colonie française dans la Guadeloupe, isle d'Amérique, et mœurs des sauvages*. Caen, 1652.
- La main-d'œuvre aux colonies* (documents officiels sur le contrat de travail et louage d'ouvrage. Paris, 1895, 3 vol.).
- Malouet. — *Collection de mémoires et correspondances officielles sur l'administration des colonies*. Paris, an X, 5 vol.
- Mémoire présenté à M. de Beauharnais g. g. par le Conseil sup de la Martinique, s. l. n. d. (B. N. LK¹² 107).
- OExmelin (Alexandre-Olivier). — *Histoire des Aventuriers qui se sont signalés dans les Indes*. Paris, 1686, 2 vol.
- Petit de Viéville. — *Codes de la Martinique, Saint-Pierre*, 1667 (avec 2 suppléments en 1772 et 1786).
- Peytraud (Lucien). — *L'Esclavage aux Antilles françaises avant 1789*, d'après les documents inédits des Archives coloniales. Paris, 1897.
- Pardon. — *La Martinique*. Paris, 1875.
- *La Guadeloupe*. Paris, 1881.
- Pelleprat. — *Relation des missions des PP. de la Compagnie de Jésus dans les Isles et terres fermes de l'Amérique méridionale*. Paris, 1655.
- Ploix. — *La propriété, le travail et le travailleur à la Guadeloupe*. Paris, 1879.
- Petit. — *Droit public ou gouvernement des colonies françaises d'après les lois faites pour ces pays*. Paris, 1771, 2 vol.

- Page. — *Traité d'Economie politique et de commerce des colonies*. Paris, an IX-X, 2 vol.
- Le Port de la Pointe-à-Pitre* (Guadeloupe), par A. Lara, A. Raimond, et R. Wachter. Paris, 1913.
- Raynal. — *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce européen dans les 2 Indes*. Amsterdam, 1770, 6 vol.
- Relation de l'Isle de la Guadeloupe par les missionnaires Dominicains à leur général en 1647* (B. N. manuscrits f. frs. 24974. — V. Margry).
- Rocheport (César de). — *Histoire naturelle et morale des Isles, Antilles de l'Amérique*. Rotterdam, 1658.
- Rufz. — *Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique*, Saint-Pierre, 1850.
- Régime de la Propriété aux colonies* (Imbart de la Tour, Dorvault et Lecomte), Paris, 1900.
- Régistres paroissiaux de la Capesterre* (B. N. Cab. des titres, pièces org. vol. n° 1538, v. Margry : Raymond Breton).
- Sydney Daney. — *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815*. Fort-Royal, 1846, 6 vol.
- Schwartz. — *Réflexions sur l'esclavage des nègres*. Neufchâtel, 1781.
- Schœlcher. — *De l'Esclavage des noirs et de la législation coloniale*. Paris, 1833.
- Schœlcher. — *Des colonies françaises : Abolition immédiate de l'esclavage*. Paris, 1842.
- Schœlcher. — *Histoire de l'Esclavage pendant les deux dernières années*. Paris, 1847, 2 vol.

THÈSES

- Aubert. — *L'assimilation douanière*. Paris, 1911.
- Brunel. — *L'Etat et l'individu dans la colonisation française*. Paris, 1898.
- Hignette. — *Le Crédit dans les colonies sucrières françaises*. Paris, 1901.
- Jacotot. — *La culture du café*. Paris, 1910.

Lacascade. — *Main-d'œuvre et Immigration*. Paris, 1907.

Mingot. — *Les Banques coloniales*. Paris, 1912.

Robin. — *La question de la main-d'œuvre*. Paris, 1899.

STATISTIQUES

De la Cornillère. — *La Martinique en 1842*. Paris, 1843.

Etats de population de culture et de commerce. Paris, 1835.

Notices statistiques sur les colonies françaises (1837).

Sainte-Croix (Marquis de). — *Statistiques de la Martinique en 1822*.

Tableaux et relevés de population, de cultures, de commerce et navigation.

Annuaire de la Martinique et de la Guadeloupe.

INTRODUCTION

Les Antilles françaises se composent de deux îles principales : la Guadeloupe et la Martinique, qui font partie de ce qu'on appelle les *vieilles colonies*. Bien que françaises depuis trois siècles, elles sont un peu délaissées par la métropole pour les nouvelles possessions d'Afrique et d'Asie. Malgré l'ouverture du canal de Panama, qui les place directement sur la grande voie commerciale de l'Atlantique au Pacifique, aucune mesure en leur faveur n'a été prise. Elles ont traversé des moments très critiques depuis le milieu du siècle dernier et actuellement encore leur situation reste difficile. Cependant ces îles ont eu leurs heures de prospérité et de grandeur. D'une fertilité surprenante, elles sont entièrement agricoles. C'est à la terre qu'elles ont dû leur richesse d'autrefois et c'est aujourd'hui encore à ce sol, que trois siècles de culture n'ont pas épuisé, qu'il faut demander un regain de fortune.

C'est ainsi que nous avons été amené à penser, qu'en

essayant de retracer les phases de leur développement agricole, nous pourrions faire œuvre utile. La question de la division et de la répartition des terres a pris immédiatement pour nous une importance capitale et l'intéressant problème de la petite et de la grande propriété rurales s'est trouvé de lui-même placé au premier plan. Nous tâcherons donc d'étudier le plus consciencieusement possible le régime terrien aux Antilles ainsi que les causes qui ont pu influer sur lui et en amener les diverses transformations à différentes époques.

Notre étude se divisera naturellement en deux parties.

Dans la première, qui s'étend de l'établissement des Français aux « Isles » de la Guadeloupe et de la Martinique (1635) jusqu'à l'abolition de l'esclavage (1848), nous examinerons le développement de la grande propriété sucrière au détriment des autres cultures et des petites propriétés qui existaient dans les débuts de la colonisation.

Dans la seconde, qui va de 1848 à nos jours, nous aborderons la question de la constitution même de la petite propriété au lendemain de l'émancipation, puis de la concentration à la fois industrielle et agricole, qui est survenue vers 1860, et enfin du nouveau mouvement en faveur du morcellement et de la petite propriété, qui accompagne le développement des cultures secondaires, c'est-à-dire du café, du cacao, de la vanille, etc.

PREMIÈRE PARTIE

La propriété rurale aux Antilles de 1635-1848

TITRE PREMIER

Régime Seigneurial (1635-1674)

CHAPITRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT DES FRANÇAIS AUX ANTILLES

La colonisation française aux Antilles a eu pour berceau l'île de Saint-Christophe, aujourd'hui anglaise. Cette île a été, selon Dutertre (1), « la pépinière de toutes les autres ». Elle doit sa fondation à un gentilhomme normand, Pierre Belain, *escuyer*, sieur d'Esnambuc, que le hasard d'un combat et d'un mauvais temps a forcé de s'échouer sur ses côtes en l'année 1625. Quelques Français, sous l'autorité du huguenot Levasseur, se trouvaient déjà dans l'île, mais ce dernier céda ses droits de chef à d'Esnambuc. Celui-ci en 1626 se rendit en France. C'est

(1) Dutertre, *Histoire générale*, t. I, p. 3 et ss.

sur ses instances que la Compagnie de Saint-Christophe fut fondée le 31 octobre 1626 (1). Le même jour, d'Esnambuc reçut des associés une commission de gouverneur de l'île avec mission *de peupler et d'établir les îles adjacentes du 11° au 18° degré de la ligne équinoxiale*. De retour à Saint-Christophe, en 1627, il y trouva une expédition anglaise. Français et Anglais se partagèrent l'île (2).

D'Esnambuc avait pris comme lieutenant un sieur Urbain du Rossey, mais celui-ci abandonna Saint-Christophe en 1629. C'est alors qu'en 1631 d'Esnambuc plaça comme son lieutenant général à Basse Terre de Saint-Christophe, Charles Liénard, *escuyer*, sieur de l'Olive. Il pensa en même temps, selon Pelleprat, à envoyer une colonie française dans l'île de la Guadeloupe (3). Mais il fut prévenu par son lieutenant général.

De l'Olive, en effet, avait chargé quelques-uns de ses amis, entre autres un sieur Guillaume d'Orange, de se rendre compte de la valeur des îles voisines et de lui en faire un rapport (4), car il était résolu de faire un établissement pour son propre compte. Le sieur d'Orange, très expérimenté en ces sortes d'affaires, dit Dutertre, lui rapporta que la Guadeloupe lui semblait la plus facile et la plus commode à habiter.

(1) Dutertre, I, p. 13. Moreau de Saint-Méry, t. I, p. 11 et 20.

(2) L'acte de partage est du 13 mai 1622, v. Dut., I, p. 19.

(3) Pelleprat, *Relation des missions*, p. 4.

(4) Dutertre, t. I, p. 64 et ss.

Sur cette relation il s'embarqua pour la France à dessein d'obtenir de messieurs de la Compagnie de Saint-Christophe une commission d'établissement. Il arriva à Dieppe sur la fin de 1634. En ce même temps des modifications furent introduites dans l'organisation de la Compagnie sur les sollicitations des associés. Le 12 février 1635 (1), un nouveau contrat était signé avec le cardinal de Richelieu. La Compagnie recevait la *propriété* des îles qu'elle découvrirait du 10° au 30° degré et prenait le titre de *Compagnie des Isles d'Amérique*.

C'est de la nouvelle Compagnie que de l'Olive, qui s'était adjoint un brave gentilhomme, Jehan du Plessis, *escuyer*, sieur d'Ossoville, reçut ses pouvoirs par contrat passé le 14 février 1635 (2), pour la fondation de la *Gardeloupe*. Le 7 mars, les deux gentilshommes recevaient une commission qui leur donnait pour dix ans le commandement de l'île qu'ils « habitueraient ». Ils s'engageaient à y faire passer un certain nombre d'hommes. Mais leurs moyens étant insuffisants, le 14 avril 1635 (3), ils passaient contrat avec les marchands de Dieppe pour la *traite* à la Guadeloupe, contrat légèrement modifié le 18 juin 1635 (4). Ils s'embar-

(1) M. de Saint-Méry, t. I, p. 29.

(2) Papiers de Margry, B. N. 9.323, fol. 53.

(3) Papiers de Margry, B. N. 9.323, fol. 58 et 60.

(4) Dutertre, p. 75, t. I, parle de 550 hommes en tout et dit qu'ils levèrent à Dieppe 500 hommes. L'auteur des exploits et logement des Français à la Gardeloupe, mentionne 350 soldats. V. les mêmes pour tout ce qui suit

quaient à Dieppe le 25 mai 1635 avec 4 religieux et 350 hommes, et arrivaient à la Guadeloupe le 28 juin 1635, après avoir pris pied à la Martinique le 25 du même mois. Les Français débarquèrent dans la partie nord-ouest de l'île dans le quartier appelé aujourd'hui Sainte-Rose, exactement à la pointe et dans l'Anse dite du Vieux Fort. C'était l'endroit le plus ingrat de l'île. Les luttes contre les indigènes amenèrent l'extension de ce premier établissement, malgré les souffrances atroces que la famine et les maladies firent endurer aux premiers colons.

À la Martinique l'établissement fut moins pénible. Il fut l'œuvre de d'Esnambuc (1) lui-même. Supplanté à la Guadeloupe par son lieutenant, il s'empressa d'occuper la Martinique le 1^{er} septembre 1635. Il prit pied sur la côte ouest en un point qu'il baptisa fond Canouville, en souvenir du fief patrimonial de sa famille. Il avait amené avec lui 450 Français de Saint-Christophe, tous déjà habitués au climat et bien pourvus en vivres. La lieutenance de l'île fut confiée d'abord à un sieur Dupont, puis à Jacques Dyel, sieur Du Parquet, neveu de d'Esnambuc qui fut vraiment le père de la colonisation française à la Martinique.

Les îles qui forment aujourd'hui les dépendances de la Guadeloupe — Marie-Galante, Desirade, Saintes, Saint-Martin et Saint-Barthelémy — ne furent définitivement occupées qu'en 1648 (2).

(1) Dutertre, t. I, p. 100 et ss.

(2) Dutertre, I, p. 208 et ss. Labat, édit., 1722, VI, p. 442.

Toutes ces îles étaient peuplées par des indigènes appelés Caraïbes. Ceux-ci, originaires de la terre ferme, étaient des conquérants qui avaient remplacé les premiers habitants. D'un naturel plutôt tranquille et doux, ils facilitèrent l'établissement des Français et leur portèrent secours, notamment à la Guadeloupe, ce qui évita aux nouveaux arrivants de succomber à la famine. On se les aliéna rapidement par des mesures cruelles et arbitraires et par des guerres imprudemment entreprises contre eux. Refoulés constamment, ils furent chassés complètement des « Isles », vers 1650, et se retirèrent à la Dominique. Ils étaient surtout pêcheurs et chasseurs. Ils cultivaient peu la terre et se contentaient des fruits qu'une nature exubérante produit en quantité dans ces pays.

Ainsi le premier établissement des Français aux « Isles » a été l'œuvre d'hommes énergiques mais sous l'autorité des Compagnies privilégiées. Il s'agit maintenant d'étudier comment s'est faite la répartition des terres occupées et comment s'est constituée la propriété rurale. Et une première question se pose, à qui appartenait les terres des îles dont on venait de prendre possession ? qui avait le droit d'en disposer ?

CHAPITRE II

LES VÉRITABLES PROPRIÉTAIRES DES TERRES AUX « ISLES » LES SEIGNEURS DES « ISLES »

Les Compagnies de Saint-Christophe et des Isles d'Amérique ont été, nous l'avons vu, les véritables fondatrices et organisatrices de nos colonies d'Outre-Mer. Ces Compagnies souveraines et exclusives avaient en apparence un but religieux et par-dessus tout un but commercial. Le roi traitait avec elles comme un simple suzerain et nous verrons plus loin que leurs contrats de concession ne sont autres que des contrats de vassalité. Leurs associés reçurent le titre de Seigneur et c'est un fait curieux qu'au moment même où Richelieu luttait en France contre les derniers vestiges du système féodal, il le restaurait et l'appliquait aux Antilles.

C'est au nom des Seigneurs de la Compagnie que d'Esnambuc et de l'Olive prirent possession des « Isles ». Les contrats de concessions leur en avaient donné pleine et entière propriété. La Compagnie de Saint-Christophe

avait, il est vrai, reçu simplement « *privilège exclusif* pour l'exploitation des terres et des mines ». Mais ce qui nous intéresse, c'est la Compagnie des Isles d'Amérique de 1635 qui a été la fondatrice de la Guadeloupe et de la Martinique. Or, l'acte du 12 février 1635 sollicite déjà du roi « l'octroi de la propriété des découvertes faites, tant en faveur des associés que de leurs héritiers et ayants cause avec la permission de partager les terres entre eux ou de les distribuer à ceux qui habitueraient les colonies ». Un accord du même jour (1) avec le cardinal de Richelieu et les lettres patentes du 8 mars (2) accordèrent ce qui était sollicité. « Les Seigneurs de la Compagnie recevront « *à perpétuité la propriété des isles...* en toute justice et seigneurie. (Ils) disposeront desdites choses à eux accordées..., distribueront les terres entre eux et à ceux qui s'habitueront sur les lieux ». C'est donc en véritables Seigneurs-propriétaires que les Associés agissaient. Et ceci fut confirmé en 1642. Un nouveau contrat fut, en effet, passé par les associés le 29 janvier 1642 et l'édit du roi donné à Narbonne au mois de mars 1642 (3) le ratifia ainsi que celui du 12 février 1635 qui ne l'avait point été jusqu'à cette date.

Lorsque, le 4 septembre 1649 et le 27 septembre

(1) Papiers de Margry, 9.318, fol. 19.

(2) M. de Saint-Méry, I, p. 36.

(3) M. de Saint-Méry, I, p. 51.

1650 (1), Houel et Boisseret d'une part et Du Parquet de l'autre se rendirent acquéreurs, les uns de la Guadeloupe, l'autre de la Martinique, il n'y eut rien de changé dans la situation. Les particuliers succédèrent aux Seigneurs et comme eux en furent propriétaires et seigneurs, ne devant que foi et hommage lige au roi. Les lettres patentes ratifiant ces ventes disent textuellement : « Ils disposeront de toutes choses dans les mêmes conditions ».

Les Seigneurs propriétaires échouèrent comme la première Compagnie et, le 28 mai 1664 (2), un édit créait une Compagnie des Indes occidentales et lui remettait en toute seigneurie, *propriété* et justice, les îles d'Amérique, sauf à rembourser les Seigneurs propriétaires d'icelles, qui avaient été invités, par l'arrêt du Conseil d'Etat du 17 avril (3), à rapporter leurs concessions et titres de propriété. Les clauses de ce nouveau contrat ne diffèrent en rien de ceux de 1635 et 1642. Les terres sont octroyées en toute propriété pour en jouir à perpétuité avec toute liberté de vente et d'inféodation.

Ce régime dura jusqu'en 1674. L'Edit de décembre (4) de cette année révoqua la Compagnie des Indes occidentales et fit en même temps rentrer les « Isles » dans le domaine de la couronne dit domaine d'Occident.

(1) Contrats de vente et les lettres patentes les ratifiant : Duterre, I, p. 438. — Papiers de Margry, 9.323, fol. 192, 200 et 7.

(2) M. de Saint-Méry, I, p. 100.

(3) M. de Saint-Méry, I, p. 98.

(4) *Id.*, I, p. 283.

Ainsi, pendant les quarante premières années de la colonisation, les Seigneurs — qu'ils soient Seigneurs de la Compagnie ou Seigneurs particuliers — furent seuls propriétaires des « Isles » avec charge d'en distribuer les terres selon les conditions qu'ils jugeaient les plus à propos.

Voyons donc comment ils en firent la répartition et à qui elles furent distribuées. Cela nous amène à parler des deux éléments qui ont joué le principal rôle dans la constitution de la propriété rurale : les engagés et les concessions.

CHAPITRE III

LES ENGAGÉS AU DÉBUT DE LA COLONISATION

La question des engagés résume toute celle de la main-d'œuvre dans les débuts de la colonisation. Ils ont été les premiers propriétaires ruraux comme les premiers ouvriers agricoles.

Les Antilles en ce moment n'ont pas été seulement des colonies d'exploitation mais encore des colonies de peuplement. La commission remise à de l'Olive, comme celle donnée à d'Esnambuc, prescrivait comme condition essentielle le peuplement de la colonie nouvellement créée. C'était même une des clauses des actes d'association des seigneurs des Compagnies. Dans l'acte du 12 février 1635 la Compagnie de Saint-Christophe — qui allait prendre le nom de Compagnie des « Isles d'Amérique » — proposait « d'établir les isles qu'elle découvrirait du 10^e au 30^e degré et d'y faire passer 4.000 Français catholiques pendant l'espace de vingt années ». Le traité de de l'Olive avec la Compagnie du 14 février 1635

est encore plus expressif à ce sujet. Il s'obligeait à « faire passer dans l'une des Isles qu'il habituerait 200 hommes dans l'année et trois mois au plus tard après le présent traité. Les cinq années suivantes il devait faire passer par chacun an 100 hommes, de façon à ce qu'il y en ait 600 sans compter les commis de la Compagnie, les femmes et les enfants. Les quatre années suivantes il devait faire passer au moins 50 hommes par chacun an ». En face de l'insuffisance de ses moyens pour exécuter cette clause de son contrat, de l'Olive traita, le 14 avril 1635, avec les marchands de Dieppe par l'intermédiaire d'un sieur Salomon Falcon, leur représentant. Ces derniers s'engageaient à faire passer dans les six ans 2.500 « naturels français catholiques ». Et nous avons vu que de l'Olive débarqua à la Guadeloupe avec 350 hommes.

A la Martinique les choses n'étaient pas tout à fait semblables. D'Esnambuc, le fondateur de la Compagnie, et son neveu Jacques Dyel, Sieur Du Parquet, n'avaient pas un traité comme celui de l'Olive les obligeant au peuplement de l'île. Mais la commission de 1626 remise au premier lui imposait l'obligation de peupler toutes les îles qu'« il habituerait ». Et par la suite le peuplement va se faire de façon identique à la Martinique et à la Guadeloupe.

Tous ces gens qui, dans les débuts, furent transportés régulièrement aux frais de la Compagnie se trouvèrent dans une situation particulière. Dénués de capitaux,

n'ayant que leurs bras pour travailler et transportés gratuitement, on leur faisait passer un contrat par lequel ils s'engageaient à rester trois ans au service de la Compagnie, ce qui a valu à ces ouvriers appelés désormais *engagés*, le sobriquet de « trente-six mois ». L'usage en avait été introduit à Saint-Christophe. Leur origine nous est nettement indiquée par la commission qui porte privilège exclusif du commerce aux « Isles » pour la Compagnie de Saint-Christophe. Elle interdit, en effet, de recevoir pour ladite entreprise d'autres personnes que celles qui feraient leur soumission de demeurer trois ans avec les représentants de la Compagnie. On en reconnut les avantages. Le traité de l'Olive renferme cette clause : « Lesdits sieurs ne feront passer aucune personne qu'ils ne la fassent obliger de demeurer au moins trois années consécutives ». Et le sieur Salomon Faulcon, au nom des marchands de Dieppe, promettait « d'obliger tous les hommes qu'il fera passer en ladite isle d'y demeurer au moins trois ans consécutifs ».

L'usage en fut donc établi. Tout individu d'Europe attiré aux Isles par l'appât de la fortune et qui n'avait pas de quoi satisfaire aux dépenses du voyage, fut obligé à servir trois ans, à compter du jour de son débarquement, celui pour le compte duquel il était passé.

Pendant les trois ans d'engagement il n'était pas permis aux engagés de travailler pour eux-mêmes. Ils étaient traités comme des serviteurs esclaves, dont la servitude était limitée quant à la durée. Leur salaire, à

moins de convention contraire, était, d'après Rochefort (1), de 300 livres de tabac plus la nourriture, les vêtements et le logement. Ces 300 livres d'ailleurs ne leur étaient remis qu'à l'expiration de leur engagement, dans le but d'abord de les obliger à rester au service de ceux qui avaient fait les dépenses pour les avoir, et ensuite pour leur assurer des ressources suffisantes à ce moment pour vivre en attendant la mise en valeur et le rapport du morceau de terre qui leur était donné à leur libération. L'espérance de devenir propriétaire était en effet le but même des engagés. Il leur était concédé gratuitement, — sauf une faible redevance en nature — une certaine étendue de terre. C'était la récompense des misères endurées pendant la durée de l'engagement.

Celui-ci se faisait au départ, soit par-devant notaire ou les lieutenants des sièges d'amirauté, soit verbalement : « Il n'est pas besoin, dit Dutertre (2), d'en passer contrat et on n'est pas moins engagé sans écrit qu'avec tous les contrats des notaires de France ». Le fait d'avoir été passé aux frais d'un autre suffisait. Rochefort (3) affirme la même chose en mettant en garde ceux qui pensent qu'en ne s'obligeant pas, dès la France, par écrit, ils ne sont pas engagés en arrivant dans les « Isles ». Les

(1) Rochefort, *Hist. des Isles*, p. 319.

(2) Dutertre, II, p. 452 et ss., pour tout ce qui suit. — *Id.*, OExmelin, *Hist. des aventuriers*, p. 177 et ss.

(3) Rochefort, p. 319.

gouverneurs les obligent à servir trois ans ceux qui ont supporté les frais de leur passage.

L'engagé avait un moyen unique de se rédimier de sa servitude, en dehors de l'expiration du temps de l'engagement ; c'était de trouver des amis, qui en achetaient un autre pour servir à sa place. Dutertre nous apprend que dans ce cas les gouverneurs contraignaient les maîtres d'agréer cet échange. Il est vrai qu'ils n'y perdaient guère, car si c'était un nouveau venu il servait trois ans, quoique celui qu'il remplaçait, n'en eût plus qu'un, par exemple, à achever.

Et notons que ces engagés n'ont pas toujours été « des gens sans ressources, des domestiques sans place, des compagnons dégoûtés de ne pouvoir devenir maîtres, des paysans las de la corvée », selon les expressions de M. Leroy-Beaulieu. On rencontrait parmi eux des jeunes gens de bonne famille que le désir de faire fortune avait attirés aux « Isles ». Dutertre apprend qu'ils étaient « souvent de meilleure maison que ceux qu'ils servaient ». Ils ont réussi pour la plupart et on pourrait relever facilement dans Dutertre et Labat (1) les noms de ceux qui sont devenus *grands habitants sucriers* et qui ont même fait partie du conseil souverain.

Il y avait une catégorie particulière d'engagé : c'est celle des femmes. Elles occupaient une grande place dans l'émigration et le pouvoir royal encourageait le transport de ce qui était considéré dans les premiers

(1) Labat, I, p. 16 et 17, pap. de Margry, 9.324, fol. 252.

temps comme un article rare et recherché. Il n'y a qu'à se reporter au tableau piquant tracé par Dutertre. Elles étaient sujettes à la même loi que les hommes. Seulement, elles n'ont jamais bénéficié d'aucune concession, car elles se sont toutes mariées. C'était là, en effet, un moyen de se rédimier, qui leur était propre. Leurs maîtres ne pouvaient les retenir quand quelqu'un les demandait en mariage. Mais celui-ci était tenu de rembourser au *passer* le montant des frais qu'il avait déboursés. Elles étaient toujours sûres d'être rachetées et de trouver de bons partis, quelle que soit leur origine.

Mais la Compagnie n'eut pas le monopole des engagés. Il faut savoir, en effet, que si les contrats et commissions prévoyaient l'émigration d'individus sans ressources, pour assurer le peuplement, il y avait à côté place libre pour ceux qui voulaient aller aux « Isles » à leurs frais. Ils y trouvaient un accueil très empressé, bénéficiaient souvent de faveurs et avaient toujours droit à une concession gratuite de terrain. C'était pour la plupart des personnes de condition qui nourrissaient l'espoir d'une fortune sans borne. Lorsque l'engouement pour les « Isles » se répandit, presque toutes les familles eurent des membres aux Antilles. De l'Olive avait emmené quelques-uns de ces colons libres. Ses beaux-frères Jean et Charles Philbert et ses neveux Etienne et Louis Huguet l'accompagnaient (1). Dutertre dit lui-

(1) Du Motey, *Guillaume d'Orange et les origines des Antilles françaises*.

même qu'outre les engagés, quelques familles particulières passèrent à leurs frais à dessein de demeurer avec la colonie » (1). Ces colons libres étaient toujours accompagnés de gens avec lesquels ils passaient des contrats de trente-six mois et qui bénéficiaient du passage gratuit, sur leur demande.

Les engagés ne furent donc pas un privilège des Compagnies ou de ceux qui étaient tenus du peuplement. Tous ceux qui en passaient un autre, avaient le droit de l'obliger à les servir pendant trois ans. C'était une « loi inviolable et fondamentale des Isles ». D'ailleurs, Compagnie ou particuliers n'avaient pas seulement le droit de s'en servir, ils pouvaient vendre l'engagé. Ces ventes et reventes étaient fréquentes et Dutertre vit des « jeunes gens changer sept à huit fois de maîtres pendant leurs trois ans ».

Cependant la Compagnie fut amenée à faire une véritable traite de blancs. Elle devint le fournisseur et des hommes libres établis à leurs frais et des anciens engagés devenus propriétaires ruraux à l'expiration de leur engagement. Elle recrutait et transportait les engagés et les vendait à ceux qui en avaient besoin. Elle coopérait ainsi à l'extension des cultures en fournissant des bras qui défrichaient pour leur compte à leur libération. Elle assurait en outre la défense de ces colonies, car tous ces ouvriers, tous ces colons furent en

(1) Dutertre, I, p. 52.

même temps des soldats. Ils ont mis les « Isles » en culture les armes à la main : *ense et aratro*, telle aurait dû être leur devise.

Voilà donc ceux qui étaient appelés à se partager le sol des Antilles ; d'une part fort peu de colons libres, d'autre part une grande majorité d'engagés. « Toutes les grandes familles qui sont aujourd'hui dans l'isle, dit Dutertre, ont commencé comme cela (engagés), M. d'Es-nambuc et après lui M. de l'Olive n'y ayant amené que des engagés ». Ceux-ci furent, tout au moins pendant les dix premières années, les maîtres de la colonisation. Ils ont formé la base même de l'organisation agricole.

Il faut examiner maintenant comment s'est opérée la répartition des terres entre les appelés au partage.

CHAPITRE IV

LES CONCESSIONS PRIMITIVES

La distribution des terres aurait pu soulever la question de savoir si leur appropriation devait être à titre onéreux ou à titre gracieux. Or, jamais le système de la vente des terres n'a été pratiqué. La concession gratuite fut de tout temps en usage et semble s'être imposée encore davantage dans les débuts de la colonisation, car, ce qui attirait principalement les futurs colons, c'était l'espoir de devenir propriétaires sans bourse délier. Et le choix de ce moyen de peuplement n'a même pas été discuté. Il s'est imposé pour ainsi dire de lui-même. Les registres des actes de la Compagnie ne révèlent aucune délibération à ce sujet. Il faudra attendre jusqu'à la Révolution pour trouver, en la personne de Malouet (1), quelqu'un qui préconise le système de la vente, qu'ont toujours pra-

(1) Malouet, *Collection de mémoires et correspondances officielles*, t. I.

tiqué nos voisins et rivaux aux Antilles, les Anglais de Saint-Christophe.

La terre, propriété des Seigneurs, était donc concédée gratuitement soit aux colons libres qui désiraient s'établir aux Isles, soit aux engagés à leur libération. Ce que furent ces premières concessions, il est aisé de se l'imaginer. Les difficultés de mise en valeur, en raison de la nature des lieux et de l'opposition des indigènes, le genre des cultures des débuts, restreintes surtout à celle du tabac ou pétun, le peu de bras et de capitaux dont disposaient les premiers habitants, tout indique que les concessions n'ont pas dû et n'ont pas pu tout d'abord être très étendues. Le père Raymond Breton (1), qui a été l'un des premiers missionnaires à la Guadeloupe, assure qu'au commencement, dans cette île comme à Saint-Christophe, des « places d'une grande étendue, sçavoir du bord de la mer... jusqu'aux grandes montagnes » avaient été données. Ceci est particulièrement exact pour les religieux de l'Ordre des Frères Prêcheurs (dominicains) dont faisait partie le P. Breton, car le 26 janvier 1637 (2), de l'Olive, sur l'ordre de la Compagnie, leur avait donné dans le quartier de la Capesterre une concession allant de la Grande Rivière à la Petite Rivière et de la montagne à la mer. Cependant, si l'on peut admettre ces immenses concessions théoriques dès la fondation des établissements

(1) Raymond Breton, *Régistres paroissiaux de la Capesterre Guadeloupe*. Margry, B. N. 9.323, fol. 12.

(2) Dutertre, t. I, p. 95.

alors qu'il n'y avait que quelques colons et de nombreux engagés, cela ne pouvait durer quand le nombre de ceux-ci aurait augmenté. En fait, leurs détenteurs n'ont pu en exploiter qu'une minime partie et leur possession devait être une gêne pour les répartitions postérieures.

Aussi il s'était établi une coutume, originaire de Saint-Christophe, et qui s'était affermie sous M. de Ponicy, selon le même P. R. Breton (1) : les concessions eurent une superficie de 200 pas de large sur 1.000 de hauteur, puis plus tard sur 500 de hauteur. « Au commencement
« que les isles furent habitées, chacun faisait sa place, dit
« Dutertre. Ceux qui venaient libres avec des hommes
« allaient trouver le gouverneur, qui leur donnait gra-
« tuitement une place de bois de 200 pas de large sur
« 1.000 de hauteur ; il en donnait autant à ceux qui sor-
« taient du service. » La mesure était donc égale pour ces deux classes de colons. En 1639, les premiers contrats d'engagement vinrent à expiration à la Guadeloupe et on eut un grand nombre d'habitants libres. A la Martinique la situation était un peu différente. D'Esnambuc avait amené une centaine d'habitants de Saint-Christophe, et ceux-ci étaient venus accompagnés de leurs engagés. Ils furent libérés successivement à l'expiration de leurs engagements.

Il semble d'ailleurs que la superficie des concessions ne pouvait être bien étendue si l'on tient compte de la volonté

(1) Pap. Margry, B. N. 9,323, fol. 12, Dutertre, II, p. 452.

de la Compagnie. Le traité de de l'Olive avec elle mentionne qu'il distribuera *raisonnablement* les terres des Isles. Et l'assemblée des associés, dans sa séance du mercredi 6 octobre 1639 (1), décidait de mander à M. du Parquet qu'il fassé distribuer des terres aux Français qui iront à la Martinique en lieu commode et en *quantité raisonnable*.

Il se produisit à la longue une sorte de trafic des terres concédées. Une clause du contrat de de l'Olive notamment, prescrivait que la vente des terres concédées ne pourrait avoir lieu qu'à la condition que les premiers détenteurs rentreraient en France. Mais il arriva (2) que des jeunes gens, généralement d'anciens engagés, ne « faisaient autre chose que de faire de belles habitations qu'ils vendaient toutes plantées aux nouveaux venus ». Ceci se produisit surtout lorsque le courant d'immigration vers les Antilles s'accrut. Ils ne se fixaient pas sur leurs terres (3) et c'était chose aisée, car aussitôt qu'ils avaient vendu la leur, à la première demande on leur en donnait une autre (4), « parce qu'on ne manquait pas de terres, mais d'hommes ». C'est la seule façon par laquelle la vente est entrée au nombre des moyens de répartition du sol aux Isles.

Mais ces concessions qui étaient presque un droit pour les engagés et une faveur pour les colons libres, par qui

(1) Pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 88.

(2) Dutertre, I, déjà cité.

(3) Raymond Breton. — Pap. Margry, B. N. 9.323, fol. 72.

(4) Dutertre, I, déjà cité.

étaient-elles faites ? Le postulant s'adressait au gouverneur de la colonie, mais la délivrance de la partie concédée appartenait au commis général de la Compagnie sous le régime de la Compagnie des Isles d'Amérique et de la Compagnie des Indes. C'était conforme à la constitution même de la propriété aux « Isles ». Les seigneurs les possédaient en toute propriété et seigneurie et avaient seuls le droit d'en disposer les terres. Leur véritable représentant à ce point de vue était le Commis général de la Compagnie et c'est à lui que devait revenir le droit de délivrer des concessions. On en trouve la preuve dans divers documents. Dans sa séance du 6 octobre 1638 (1), l'assemblée des associés de la Compagnie décidait qu'il ne serait pas distribué par le commis général à la Martinique plus de dix arpents de terre aux maîtres de case, sauf à ceux qui auront un plus grand nombre d'hommes de se pourvoir devant les directeurs de la Compagnie pour qu'il leur soit donné *plus grande quantité en connaissance de cause*. Ceci indique qu'on dut limiter la compétence des commis pour éviter des abus dans l'étendue des concessions. Ce n'est qu'à titre *exceptionnel* que la concession dépasserait 10 arpents.

De même les associés, le 6 octobre 1639 (2), décidaient de mander à M. du Parquet qu'il fasse distribuer des terres par le commis de la Compagnie aux Français qui

(1) Pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 70 et ss.

(2) Déjà cité.

iraient à la Martinique. A la Guadeloupe, selon le traité de de l'Olive, la délivrance est aussi réservée au commis de la Compagnie. A la suite des assemblées du 7 mai 1636 et du 4 août 1638 (1) les commis reçurent plein pouvoir pour donner les terres et faire passer les contrats de concession. On leur remit même des formulaires de contrats afin que tous les actes soient semblables. La question a été enfin nettement tranchée sous la Compagnie des Indes par le règlement du 4 novembre 1671 qui porte que les concessions seront faites par le directeur ou agent général de la Compagnie. Pendant l'époque où les Isles restèrent sous la domination des seigneurs particuliers, ceux-ci distribuaient naturellement eux-mêmes les terres, en vertu de leur droit de pleine et entière propriété.

Ces concessions gratuites étaient toutes soumises à l'obligation de la mise en valeur dans un délai déterminé, faute de quoi la terre devait retourner au propriétaire, c'est-à-dire aux seigneurs de la Compagnie ou aux seigneurs particuliers. Le traité de de l'Olive dit expressément : « Toutes les terres qui seront deux ans sans être cultivées retourneront au profit de la Compagnie sans qu'il soit besoin d'aucun jugement et lesdits sieurs n'en pourront distribuer à ceux qui passeront qu'à cette condition ». Le délai de deux ans a été porté à trois ans en 1638 par les associés dans leur Assemblée du 4 août (2). Il resta

(1) Pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 35, 42 et 68.

(2) Margry, 9.318, fol. 68.

le délai normal. Une règle identique avait été imposée à d'Esnambuc, et en 1636 les associés lui réitérèrent cette obligation pour les concessions à la Martinique, à la suite de leur assemblée du 7 mai de cette année (1).

Cette clause de réversion ne semble pas avoir joué sous la domination des seigneurs-propriétaires, si ce n'est tout à fait à la fin, vers 1670, sous la Compagnie des Indes occidentales.

D'autre part, les concessionnaires supportaient certaines charges. Ils étaient tenus de tels droits et devoirs jugés nécessaires pour le bien des services et les besoins du public, notamment de payer des droits sur les marchandises fabriquées, de monter à leur tour la garde, de coopérer aux travaux pour la construction des forts, l'ouverture et l'entretien des chemins pour la communication des quartiers. Mais tout cela fait plutôt partie de leurs charges personnelles.

La distribution des terres ne se fit d'ailleurs pas sans un certain ordre. Elle se pratiqua par *étages*. Les premiers occupants choisirent les places les plus avantageuses, c'est-à-dire tout le long du littoral. Ensuite les autres concessions furent données à l'arrière des premières. « Quand toutes les habitations d'un quartier, qui sont au bord de la mer, dit OExmelin (2), sont prises, ceux qui en veulent plus haut en peuvent prendre tout de

(1) Margry, 9.318, fol. 35.

(2) Dutertre, II, p. 452 et ss. OExmelin, p. 177 et ss.

même que les autres. On nomme ces habitations du premier étage et quand ces quartiers sont bons, il s'en trouve jusqu'à quatre. » Chaque étage avait 1.000 pas dans les débuts, puis 500 (1) par la suite, ces mesures étant celles des concessions en hauteur.

En outre, il faut remarquer que les concessions ne partaient jamais du dernier flot. Une certaine étendue de terrain était réservée pour la défense des côtes. Elles commençaient seulement à une cinquantaine de pas plus haut. C'est l'origine de ce qu'on a appelé les 50 pas du roi, puis 50 pas géométriques, dont nous parlerons plus loin.

La concession gratuite a donc été l'unique mode de distribution des terres employé par les seigneurs-propriétaires qui avaient seuls le droit d'en disposer en faveur soit des colons libres, soit des engagés libérés. Il reste à faire connaître la condition même de ces terres et l'organisation de la propriété pendant cette période des débuts.

(1) Labat, t. IV, p. 532.

CHAPITRE V

RÉGIME DES TERRES

§ 1. — *Condition des Terres.*

En examinant la question de savoir à qui appartenait le sol et qui avait le droit d'en disposer, nous avons déjà touché à celle de la condition des terres.

La remise de la pleine propriété des « Isles » aux seigneurs s'est faite, en effet, suivant les vieux principes féodaux déjà tombés en désuétude à cette époque en France. Le roi traita avec les associés — désormais seigneurs — en suzerain autant qu'en souverain. Il leur concéda les « Isles » en toute propriété, seigneurie et justice, « sauf réserve de foi et hommage lige à chaque mutation de roi ». C'est là les termes mêmes du contrat féodal. En outre, le contrat de 1635 renouvelé en 1642 et celui de 1664, les lettres patentes ratifiant la vente de la Guadeloupe et de la Martinique en 1649 et 1650 donnaient aux seigneurs « le droit de disposer et de distribuer les terres à telles charges et conditions qu'ils jugeraient plus à propos...

même en fief avec haute, moyenne et basse justice. » . L'acte de 1664 apporte encore plus de précision : la vente et l'inféodation pourront se faire « à tels cens, rentes, droits seigneuriaux qu'ils jugeront bon ».

C'était là introduire aux Isles toute l'organisation féodale, comme cela avait été déjà fait en Acadie et à la Nouvelle-France. Le seigneur propriétaire fut ainsi un seigneur féodal. Il put, sans désertier l'hommage, concéder partie de sa terre à titre de fief ou de tenure roturière à d'autres personnes qui devenaient ainsi ses propres vassaux. Et ce qu'il y avait de caractéristique, c'est qu'il était tenu de faire ces concessions, car c'était dans ce but qu'on lui avait donné la sienne. Il se forma donc aux Isles des tenures nobles et des tenures roturières.

Ces dernières présentent, en principe, des combinaisons variées et nombreuses dont les principales sont la censive et les rentes seigneuriales. Quoique le contrat de 1664 mentionne les rentes, la combinaison adoptée généralement fut la censive.

C'était, nous le savons, une terre tenue à charge d'une prestation annuelle qui pouvait consister, d'après Guy Coquille (1), en autre chose qu'en argent ; l'acte de concession était considéré comme un contrat. La prestation était modique et c'est ce qui en faisait la particularité. Les droits de mutation seuls étaient sérieux. En

(1) G. Coquille, *Institution*, p. 131.

cas de vente, les lods et ventes étaient perçus et pour les aliénations à titre gratuit, des droits semblables étaient établis, qui consistaient généralement en une certaine part des revenus.

C'est exactement ce qui a été appliqué aux Antilles. L'assemblée des associés, du 3 septembre 1636 et du 4 août 1638 (1), résolut que les terres de Saint-Christophe et de toutes les îles seraient baillées en *censive* à condition de payer (outre les charges personnelles), une livre de coton net et sans graine de *censive* par an — d'abord par 20 pas de large — puis pour 300 toises de superficie — et le 12^e — puis le 20^e du prix de leur achat pour ceux qui acquéraient des particuliers — et en cas de donation ou d'échange, une année de revenus. En 1639 (2) l'assemblée du 6 avril donna au sieur Trezel 2.400 arpents à la Martinique pour établir une sucrerie, « lesquels lui demeureront en propriété... en payant pour *censive* une livre de coton par 600 toises et outre en cas de vendition des terres ou parties, il sera payé à la Compagnie le 20^e du prix de vente ».

D'autre part, l'acte de concession était bien un véritable contrat. Il était considéré comme tel par la Compagnie qui en avait envoyé des modèles à ses commis pour que tous soient semblables. Le contrat était nul, si le concessionnaire n'observait pas la clause de mise en valeur dans les délais prescrits.

(1) Pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 42 et 68.

(2) Pap. de Margry, 9.318, fol. 74 et ss.

Il semble cependant que ces principes féodaux n'aient pas été appliqués longtemps tout au moins. Il y eut des protestations et des résistances, notamment pour l'acquiescement des droits de lods et ventes. Les *habitants* ne faisaient des *habitations* (ou propriétés rurales) que pour les vendre et la plupart de ces habitations changeaient ainsi souvent de maîtres. Dès 1640, l'Assemblée des associés, le 7 mars (1), « pour remédier aux plaintes faites par les habitants que les droits de lods et ventes étaient payés trop souvent, attendu les changements fréquents des habitations (décida que) les droits de lods et ventes ne pourront être levés qu'une fois en six mois pour une même habitation ». Dutertre a dit (2) qu'on ne payait pas de lods et ventes. Ils durent disparaître complètement, car nulle part dans la suite nous n'avons pu relever la perception de ces droits. Ils ont pourtant existé à l'origine et après eux le cens et les autres droits et redevances seigneuriaux ont continué à être perçus. Sous les seigneurs particuliers les habitants ont été surchargés de droits seigneuriaux, surtout à la Guadeloupe avec Houel.

A côté de la tenure roturière qui fut d'usage courant, on trouve la tenure noble. L'érection en fief fut un moyen employé par les seigneurs d'abord, puis par la royauté ensuite pour attirer une certaine catégorie de colons.

(1) Pap. de Margry, B. N. 9.318, fol. 68.

(2) Dutertre, I, p. 439.

Le 3 décembre 1636 (1) l'assemblée des associés donna pouvoir aux directeurs pour concéder partie des terres des Isles « en fief ou autrement ».

C'était l'exécution des clauses mêmes des contrats de concession qui prévoyaient la distribution des terres « même en fief avec haute, moyenne et basse justice », clauses presque identiquement reproduites dans les contrats de 1635, 1642 et 1664, ainsi que dans les lettres patentes ratifiant la vente des isles à des particuliers. C'est surtout à Saint-Christophe qu'eurent lieu ces érections en fief : on disait primitivement les nobles de Saint-Christophe, les Bourgeois de la Guadeloupe et les soldats de la Martinique. Le titulaire du fief bénéficiait de certaines exemptions pour sa terre anoblie et c'est une des raisons qui ont fait rechercher ce moyen d'être parmi les privilégiés. En cas de vente le bénéficiaire devait payer le *quint* du prix de la vente et en cas d'aliénation gratuite, de succession par exemple, le seigneur avait droit de relief. Ces deux traits caractéristiques se retrouvent dans les différentes érections de terres en fiefs. Ainsi dans le contrat de vente (2) passé par M^{me} de Champigny, veuve de de Boisseret — ex co-propriétaire de la Guadeloupe — avec la Compagnie des Indes occidentales, elle se réserva le marquisat de Sainte-Marie et le fief de Marie-Galante — érigé en 1665 en marquisat au

(1) Pap. de Margry, B. N. 9.318, fol. 45.

(2) Pap. Margry, 9.323, fol. 242.

profit de de Théméricourt, fils de Boisseret. — « Ces fiefs, dit l'acte, relèveront des seigneurs des Isles où ils sont situés, qui appartiendront à ladite Compagnie, à laquelle toute mutation desdits fiefs ne *sera dû aucun droit de relief, ni autres*, sinon la bouche et les mains », c'est-à-dire foi et hommage. C'est un exemple achevé de ce que pouvait être une tenure noble aux Isles : elle doit foi et hommage. Exceptionnellement on la dispense ici du droit de relief, qui était la règle générale, et *des autres*, c'est-à-dire du droit de quint.

En effet, si nous prenons comme exemple l'érection en fief des terres appartenant au sieur de Longvilliers, neveu de de Poincy, et situées à Saint-Christophe, érection qui eut lieu le 3 août 1639 (1), il était stipulé qu'au cas de mutation de seigneur par vente du dit fief, lui ou ses successeurs devraient payer *le quint du prix de la vente*. Cette règle était générale pour toutes les Antilles. Ces deux exemples montrent de façon typique la constitution de la tenure noble aux Isles, en conformité avec le droit féodal.

Malgré tout, cette organisation ne semble pas avoir duré et sauf le titre nobiliaire donné à la terre, qui la faisait bénéficier d'exemptions fiscales, ces usages sont tombés aux Isles rapidement en désuétude, si toutefois ils s'y sont bien implantés comme dans la Nouvelle-France. La royauté se servit encore de l'érection des

(1) Pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 79 et ss.

terres en fief comme d'un moyen pour attirer les colons. Dulong, gouverneur de la Guadeloupe, le proposait dans ce but à Colbert dans sa lettre du 16 août 1669 (1). Aussi vit-on de nombreuses habitations érigées en fiefs à la Guadeloupe comme à la Martinique. Ce seront les seuls vestiges de cette période féodale.

§ 2. — *La petite propriété sous les seigneurs des Isles.*

On peut dire que l'appropriation première des terres s'est faite sous la forme de la petite propriété. C'est éminemment vrai pour la période qui va de 1635 à 1645. A partir de cette date qui marque l'introduction de la fabrication du sucre, un changement se fait sentir qui va en s'accroissant progressivement avec le développement de la culture de la canne à sucre.

Du moins pendant les dix premières années, ce qui a prédominé et qui a fait la force de ces colonies naissantes, c'est la petite propriété. Diverses causes ont milité en sa faveur.

C'est d'abord le mode même de recrutement des premiers colons. Ils comprenaient beaucoup d'engagés et fort peu d'hommes libres. Les premiers étaient dépourvus de capitaux, les seconds en avaient bien peu. Ils disposaient en outre d'une main-d'œuvre limitée aux seuls « trente-six mois » en cours d'engagement. C'était

(1) Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 21.

là des moyens insuffisants pour mettre en valeur une grande étendue de terrain. Chacun devait se contenter de ce qu'il pouvait faire lui et deux ou trois engagés. En 1639, Du Parquet répondait à la Compagnie que les habitants n'avaient pas assez de force pour établir des sucreries (1).

D'autre part les concessions octroyées étaient en principe d'une superficie assez restreinte. N'oublions pas que l'usage en fixa l'étendue de bonne heure à 200 pas de large sur 1.000, puis plus tard à 500 pas en hauteur — ce qui fait à peine une superficie de 20 à 10 hectares, le pas équivalant à peu près à un mètre. D'ailleurs, il fut répété assez souvent que la distribution des terres devait se faire *raisonnablement*. S'il y eut des exceptions, c'est qu'elles furent voulues par la Compagnie elle-même « en connaissance de cause ».

Il faut en outre tenir compte des difficultés que rencontrèrent les premiers colons. D'une part, la nature exubérante de ces pays était cause qu'ils se trouvaient arrêtés devant des forêts vierges entrecoupées de lianes et infectées de serpents à la Martinique. La tâche de l'homme était rude, surtout avec les faibles moyens que possédaient les premiers colons. Ceux qui obtinrent des concessions trop étendues ne purent, la plupart du temps, les mettre entièrement en valeur et elles furent réduites, dans la suite, par des arrêts de retranchement. D'autre part, le souci de leur défense empêchait les colons, encore

(1) Lettre de Du Parquet à la Compagnie-Dutertre, t. I, p. 109.

peu nombreux, de trop s'éloigner les uns des autres. Les Caraïbes et les Anglais par leurs incursions et leurs attaques les forçaient à se grouper.

Enfin le genre même des cultures auxquelles on se livrait, était tout en faveur de la petite propriété. Sans doute il ne faut pas confondre la grande et la petite culture avec la grande et la petite propriété. Mais, en règle générale, la petite culture s'accompagne toujours de la petite propriété. C'est ce qui s'est passé aux Isles.

Jusqu'en 1645 environ la grande culture coloniale de la canne à sucre était inconnue. Ce qui faisait alors la richesse des Isles c'était le rocou, l'indigo, le gingembre et surtout le tabac appelé alors petun. Ce sont ces planteurs de tabac qui ont défriché et défendu les Isles. Or, le tabac est cultivé avec avantage par les petits « habitants » (1).

Telles sont les causes essentielles qui ont permis le développement de la petite propriété à l'origine des Antilles. Si l'on parcourt les différents modes de classement de la propriété généralement admis, on constate que M. René Henry (2), par exemple, étend la petite propriété jusqu'à 20 hectares, à condition qu'elle soit exploitée par le propriétaire lui-même et sa famille ou avec un petit nombre de domestiques. D'autre part, les enquêtes du ministère de l'Agriculture de 1882 comptent comme petites exploitations celles qui ont moins de 40 hectares.

(1) V. Dutertre, Labat, Rochefort.

(2) René Henry, *La petite propriété rurale en France*, p. 16.

Cela cadre parfaitement avec ce que nous trouvons aux « Isles ». La superficie a varié de 10 à 20 hectares, au maximum, et l'exploitation a été faite par le propriétaire lui-même, aidé rarement de sa famille, car il n'en avait guère.

Le colon libre amenait avec lui des engagés. Mais ceux-ci, à l'expiration de leur temps, étaient seuls et sans famille. Pour cultiver le morceau de terre qu'ils recevaient, il leur fallait l'aide de quelqu'un. Dans l'impossibilité, faute de capitaux, de se procurer immédiatement des engagés, ils eurent recours à l'association sous la forme de ce qu'on a appelé le *matelotage* (1).

Ces pauvres gens à la fin de leurs trois ans *s'amatelo-taient*, c'est-à-dire se mettaient deux ou trois ensemble sur le terrain qui leur avait été concédé, abattaient du bois et faisaient une *habitation*. Chacun appelait l'autre son *matelot*. Ils prenaient à leur tour des engagés dès qu'ils en avaient les moyens. Ils possédaient tout en commun et avec égale autorité. Ils pouvaient rompre cette société à leur gré ; mais, en général, elle prenait fin au mariage de l'un d'eux. Ils se séparaient alors et se partageaient les serviteurs. L'habitation était estimée par arbitre et adjugée par la voie du sort à l'un d'eux quiⁱ payait à l'autre sa moitié. Cependant, tout à fait au début, le mariage n'était pas une cause de séparation. « Mais la

(1) Labat, t. IV, p. 592 et ss. OExmelin, p. 177 et ss. Dutertre, II, p. 452.

jalousie, dit Dutertre, et les fâcheux accidents qui sont arrivés par l'indiscrétion du matelot et l'imprudence des femmes, ont amené les gouverneurs à défendre qu'un garçon demeure dans la case de son matelot après son mariage ». Si pendant la société un des deux venait à mourir, l'autre demeurerait possesseur de tout le bien, au préjudice des héritiers qui pouvaient venir d'Europe.

Cette espèce d'association s'affaiblit assez rapidement. Elle laissa cependant des traces nombreuses qu'on retrouve jusqu'en 1660. On relève à cette date les noms de beaucoup de ces *matelots* sur le rôle des habitants de la Martinique, de la paroisse de Case-Pilote en particulier (1).

Ainsi, de l'avis même de Dutertre, de Labat et d'autres historiens des origines des « Isles », la force de la première colonisation a été la petite propriété et la petite culture. Et Labat, à un moment où la canne à sucre commençait à remplacer toutes les autres cultures, montrait la nécessité de revenir à l'organisation des débuts. Les *petits habitants* composaient alors par leur nombre presque toute la population. Certains quartiers ont gardé le souvenir de cette colonisation originaire. C'est ainsi notamment que la commune des Vieux-Habitants, à la Guadeloupe, doit son nom à ce fait que les engagés de la Compagnie, qui avaient achevé leur temps, se retiraient à cet endroit (2), appelé alors *Fonds des Habitants*,

(1) Pap. Margry, B. N. 9.327, fol. 2.

(2) Labat, II, p. 285.

et se livraient à la culture du cotonnier, du mil et des vivres.

Mais tout cela fut bouleversé et transformé par l'introduction de l'industrie sucrière et de la main-d'œuvre esclave.

TITRE II

Régime royal.

Lorsque l'Edit de décembre 1674 révoqua la Compagnie des Indes Occidentales et fit en même temps rentrer les Isles dans le Domaine de la Couronne, dit Domaine d'Occident, leur situation économique et agricole s'était déjà sensiblement modifiée.

Les petites cultures, qui naguère encore faisaient la richesse des « Isles », étaient délaissées. Depuis 1645 environ, la culture de la canne à sucre s'était développée sans cesse (1). Son extension s'était accrue surtout depuis que

(1) La canne est indigène des Antilles. La fabrication du sucre seule a été introduite. On la fait remonter à 1644 à la Guadeloupe, malgré Labat, qui fixe à 1648 ses débuts dans cette île. On appuie cette opinion sur ce fait que le premier volume des archives de la marine contient, à la date du 3 mars 1645, un ordre et une instruction au commis entretenu à la Guadeloupe pour la confection des sucres par les seigneurs de la Compagnie. Dans ce sens Ballet. Quoiqu'il en soit, des essais en 1638-39 avec les sieurs Turquet et Trézel échouèrent et la Compagnie se décida, en 1642, à entreprendre elle-même la fabrication du sucre à la Guadeloupe. Elle envoya Houel à cet effet avec pleins pouvoirs (pap. Margry, B. N. 9.318, fol. 68 et ss.).

les Hollandais, chassés du Brésil, avaient apporté vers 1650 (1) d'abord à la Guadeloupe, puis à la Martinique, des améliorations considérables dans la fabrication du sucre. Ce mouvement de transformation avait été encouragé par les Compagnies et les seigneurs qui voyaient, comme les colons, dans l'industrie sucrière un avenir prospère pour les Antilles.

En même temps la main-d'œuvre esclave (2) prenait une extension inquiétante. La Traite française s'était enfin organisée au profit du commerce métropolitain. La Compagnie de 1664 en reçut le honteux privilège officiel. Les nouveaux planteurs de canne à sucre ne demandèrent pas mieux que d'avoir des bras nombreux et peu coûteux.

L'ancienne organisation des petites propriétés rurales faisait place peu à peu à la grande exploitation industrielle et agricole avec des équipes ou *ateliers* d'esclaves. On ne demandait plus d'engagés ; les terres distribuées sans ménagement se faisaient rares.‡

(1) Labat, III, p. 129 et ss. Dutertre, I, p. 460.

(2) Il y eut de bonne heure quelques esclaves à Saint-Christophe. Ils ne coopérèrent pas à la fondation de la Martinique et de la Guadeloupe et l'on n'a aucune donnée pouvant préciser la date de leur première introduction dans ces îles. Les Compagnies pour la Traite qui se constituèrent dès 1635, ne fonctionnèrent qu'imparfaitement. La Compagnie des Indes occidentales (1664) en reçut le premier privilège officiel. Mais les esclaves noirs étaient déjà nombreux à ce moment. Le rôle des habitants de la Martinique en 1660 révèle un nombre de nègres assez élevé. V. Peytraud, Labat, Dutertre.

Le pouvoir royal intervint dans ces conditions. Il eut la prétention de favoriser la traite et d'encourager en même temps l'immigration blanche. Il prit des mesures énergiques pour faire rapporter les terres incultes et pour limiter et organiser les nouvelles concessions. Mais il eut la main gagnée par sa propre faute. Il ne fit que consolider le grand domaine industriel et agricole tel qu'il subsista jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1848.

CHAPITRE PREMIER

LA FIN DES « ENGAGÉS »

Les Antilles avaient dû leur développement aux engagés. Soldats et planteurs, ceux-ci avaient conquis, défendu, planté et cultivé les « Isles ». Or, depuis plusieurs années on n'encourageait plus le départ de ces hommes si utiles. Les particuliers et les seigneurs se montraient plutôt hostiles à leur égard. Malgré les mesures prises en leur faveur par de Tracy, lieutenant général du roi, en 1664, et par le conseil souverain en 1666, un grand nombre de ces engagés libérés de leur engagement émigraient (1). De Baas eut l'idée d'arrêter par la violence cette émigration. Mais Colbert mit heureusement un frein à une ardeur aussi compromettante et lui répondit de faire cesser un fait, dont il reconnaissait la gravité, par une bonne administration (2). Le gouverneur de la Gua-

(1) Ballet, *Histoire de la Guadeloupe*, vol. IV, p. 504 et ss. Des-sales, III, p. 107.

(2) *Idem*.

deloupe, Dulion, dans sa lettre du 16 août 1669 (1) montrait à Colbert la nécessité d'envoyer des engagés aux Isles, leur nombre ayant diminué. Il demandait de pourvoir aux moyens de confirmer et d'augmenter le nombre des meilleurs habitants qui soient dans les Isles.

L'autorité royale se résolut à agir. Mais il est à noter que la plupart du temps son but principal n'a pas été de fournir aux Isles une pépinière de « petits habitants », capables de lutter pendant le temps de leur engagement avec la main-d'œuvre esclave. Elle voulut avant tout garantir la défense des colonies, car les engagés restaient des soldats. Un peu plus tard elle eut la préoccupation d'empêcher l'envahissement des Africains et d'assurer aux colons blancs la sécurité en évitant toute disproportion numérique entre ces deux classes. Ce sont ces motifs qu'on retrouve dans les préambules des diverses décisions royales. Quoiqu'il en soit, on lui doit la prolongation d'existence d'une institution qui aurait disparu sans elle dès la fin du xvii^e siècle. De nombreuses mesures furent prises, en effet, par le gouvernement pour soutenir l'émigration métropolitaine qui déclinait.

L'arrêt du Conseil d'Etat, du 28 février 1670 (2), en réduisant la durée du contrat à dix-huit mois, crut trouver un moyen efficace pour encourager l'expatriation des

(1) Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 21.

(2) Durand-Molard, *Code de la Martinique*, t. I, p. 12, M. de Saint-Méry, p. 190.

engagés qui se ralentissait. Il réglementa en outre sévèrement la circulation des engagés à l'intérieur des Isles et interdit aux capitaines de les recevoir à leur bord, pour éviter les émigrations et les fuites. Enfin il prolongea l'engagement d'autant de mois que l'engagé avait passé de semaines hors du service.

L'année suivante, l'arrêt du Conseil d'Etat, du 22 janvier (1), prescrivait qu'il ne serait expédié aucun passeport pour les Isles d'Amérique qu'avec clause expresse que « les capitaines et maîtres de vaisseaux de cent tonneaux et au-dessus porteront 2 vaches ou 2 cavales et ceux au-dessous 2 engagés pour chaque vache ou cavale, ces bestiaux étant d'un grand encombrement sur ces petits vaisseaux ».

Mais cela n'empêcha pas le nombre des engagés de diminuer. L'Ordonnance royale du 30 septembre 1686 (2) prescrivit alors aux habitants d'avoir un nombre d'engagés blancs pareil à celui des nègres pour maintenir l'équilibre. En même temps, des mesures étaient prises pour assurer l'émigration de la métropole de gens capables de travailler.

L'Ordre du roi du 16 février 1698 (3) décida, en effet, que le nombre des engagés devait être de 3 pour un bâtiment de 60 tonneaux, 4 pour un bâtiment de 60 à

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 207.

(2) Ballet, déjà cité.

(3) M. de Saint-Méry, I, p. 581.

100 tonneaux, 6 pour un bâtiment d'un tonnage supérieur.

L'engagé connaissant un métier était compté pour deux.

L'ordonnance du 8 avril 1699 (1) fixa le minimum d'âge des engagés à 18 ans, car les capitaines amenaient des enfants de 10 à 12 ans inutiles ou à la charge de la colonie. Il enjoignit aux habitants d'avoir un engagé pour 20 nègres, outre le commandeur, et reporta à trois ans le terme des engagements (2).

Cependant en 1706, par suite de l'état de guerre, l'ordonnance du 17 novembre remplaça l'obligation de transporter les engagés par une taxe de 60 livres par tête.

L'autorité royale persistait toujours néanmoins à vouloir maintenir le courant d'émigration blanche. Dans le mémoire du 25 août 1716 (3) le Roi invitait les sieurs de la Varenne et de Ricouart, gouverneur-général et intendant, à forcer les capitaines à porter le nombre d'engagés auquel ils étaient obligés par les ordonnances, à lui rendre compte du nombre d'engagés que chaque vaisseau apporterait et à tenir la main à ce que les habitants qui n'auraient pas le nombre prescrit par les ordonnances, les prissent des capitaines des vaisseaux à leur arrivée.

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 628.

(2) M. de Saint-Méry, II, p. 711.

(3) Durand-Molard, I, p. 116.

De la Varenne et de Ricouart s'en retournèrent en France sans avoir pu mettre en vigueur les instructions royales. Les colons ne recherchaient guère les engagés et les capitaines des navires continuaient à transporter des enfants ou des gens incapables de travailler. Aussi le règlement du 16 novembre 1716 (1) renouvela la défense d'embarquer des enfants, et ordonna que les engagés ne seraient pas pris au-dessus de 40 ans, qu'ils auraient au moins 4 pieds de taille et seraient en état de travailler.

L'émigration blanche restait à peu près stérile malgré tout. La Déclaration Royale du 12 mai 1719 voulut faire passer aux Isles tous les vagabonds et gens sans aveu. Mais elle fut révoquée sous le cri d'indignation des Antilles (2).

On en vint alors aux mesures plus rigoureuses. D'après les ordonnances du 20 mai 1721 et du 15 février 1724, pour chaque engagé ordinaire non embarqué les capitaines devaient verser 60 livres et pour chaque engagé de métier qu'ils ne livraient pas aux Isles, ils étaient astreints à payer 120 livres. C'était une amende et en même temps c'était une facilité accordée aux capitaines, car le recrutement des engagés se faisait avec difficulté. C'est pour le dernier motif que le règlement du 15 novembre 1728 (3) décida que les particuliers embarqués

(1) M. de Saint-Méry, II, p. 531.

(2) Ballet, déjà cité, Durand-Molard, I, p. 139.

(3) Durand-Molard, p. 335, t. I. Le préambule rappelle les décisions précédentes : Règlement 1716 et ordonnances 1721 et 1724.

par ordre du roi (mauvais sujets, par exemple, envoyés à la Désirade) (1) ou les soldats compteraient sur le pied d'un engagé chacun.

Ce règlement de 1728, survenu à un moment où l'institution des engagés tombait définitivement, voulut encore la faire revivre. Il résuma toutes les mesures prises jusque-là en leur faveur et régla en détail la question des engagements. Nous allons y puiser les conditions de transport qu'il n'a fait d'ailleurs que rappeler et préciser.

La condition de porter les engagés était insérée dans les congés de l'Amirauté et le signalement de ceux qui devaient faire partie du voyage était mentionné sur le rôle de l'équipage. Leur reconnaissance était faite par les officiers de l'Amirauté des ports de départ et ceux-ci pouvaient s'opposer à l'émigration de ceux qui n'étaient pas en âge voulu ou de complexion assez bonne. Le rôle de l'équipage et les engagés devaient être présentés à l'arrivée aux gouverneurs, intendants ou commissaires ordonnateurs, qui remettaient aux capitaines un certificat constatant la remise desdits engagés aux habitants et que c'était les mêmes qui avaient été embarqués. A leur retour en France les capitaines en faisant leur déclaration, remettaient ces certificats aux officiers de l'Amirauté, faute de quoi ils payaient 60 livres par engagé non transporté.

(1) Ord. 15 juillet 1763, pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 1, Durand-Molard, II, p. 194.

Ces prescriptions furent précisées par le règlement de 1728. On y trouve en outre un article 12 qui permet aux capitaines, au cas où ils n'auraient pas pu avoir le nombre d'engagés prescrit dans le temps du départ pour les Isles, de payer auparavant pour chacun des engagés manquant la somme de 60 livres entre les mains du trésorier général de la marine en exercice, qui leur donnait quittance.

Malgré toutes ces mesures les engagés disparurent progressivement des Isles. En 1730 la culture de la canne à sucre a tout envahi et l'existence des engagés n'est guère qu'un mythe. C'est si vrai que Chanvalon dans son *Voyage à la Martinique*, qu'il a visitée vers cette époque, parle des nègres et des Caraïbes mais ne dit rien des engagés.

Le 15 août 1723 (1), Mesnier, ordonnateur des Isles, dans un mémoire au Roi demandait déjà leur suppression : ils étaient, disait-il, « à charge et d'aucune utilité ». Ce ne fut pourtant que le 10 septembre 1774 (2) qu'un arrêt du Conseil d'Etat prononça solennellement la cessation de la traite des blancs, à condition de transporter à la place des engagés des soldats et ouvriers ou de payer au trésorier de la marine 60 livres par place non remplie. Cet arrêt mit un terme à une institution qui d'elle-même avait cessé d'exister depuis longtemps.

(1) Mesnier, *Mémoire au sujet des engagés*, pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 26.

(2) Durand-Molard, p. 176. Petit de Viéville, p. 34.

Ainsi prirent fin, aux Antilles, ces expéditions que le roman de *Manon Lescaut* a rendues célèbres.

En somme, aucune décision de l'autorité supérieure n'a arrêté le cours des engagements. Ceux-ci ont cessé d'eux-mêmes sous l'influence de causes multiples.

L'accroissement de la main-d'œuvre esclave a été la principale raison de cette cessation. Le trafic des noirs prit sa meurtrière extension vers 1664, époque à laquelle l'édit du 28 mai, en constituant la Compagnie des Indes occidentales, lui octroyait le privilège exclusif de la traite depuis le Cap-Vert jusqu'au Cap de Bonne-Espérance. A partir de 1730 surtout la métropole fournit aux planteurs à jet continu un nombre considérable d'Africains, tout en assurant à ses commerçants de gros bénéfices. Les colons prirent goût rapidement à cette main-d'œuvre facile et relativement peu coûteuse. L'esclave était la chose du maître, qui, une fois le prix payé, pouvait en disposer à son gré. L'Edit de 1685 (1) régla bien un peu sa situation. Mais c'était au fond la consécration du droit de propriété de l'homme sur l'homme. Il invitait à être doux envers l'esclave par calcul et non par humanité. Ce dernier est resté un instrument docile entre les mains du maître. Celui-ci en tirait tout le rendement possible sans avoir à craindre de le perdre, car la traite lui fournissait sans cesse des remplaçants. La servitude des esclaves étant illimitée, les appétits de

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 59. Durand-Molard, I, p. 1.

richesse des *habitants* pouvaient ainsi être satisfaits en même temps que les négociants métropolitains trouvaient dans leurs cargaisons humaines matière à réaliser d'énormes bénéfices.

Les engagés n'offraient pas tous ces avantages. Leur sort ne différait peut-être pas beaucoup de celui des esclaves pendant leur servitude, mais celle-ci était limitée. A son expiration ils devaient recouvrer la liberté et le colon était tenu de la leur rendre. Ils se révoltèrent souvent — à la Guadeloupe notamment en 1639. — Les Planteurs leur reprochaient en outre d'être une main-d'œuvre non acclimatée. Il leur fallait, selon leurs dires, au moins un an pour s'habituer au climat et aux cultures tropicales. A peine restait-il assez de temps pour que le maître rentrât dans ses frais, puis l'engagé le quittait. Aussi l'opinion se prononça-t-elle souvent pour la prolongation de la durée des engagements. C'est l'avis que donnait l'Intendant Robert au ministre, dans sa lettre du 27 juin 1698 (1). C'est également celui du sieur de La Boulaye dans ses deux mémoires de 1717 (2) adressés au sieur de Valincourt. Mais l'Intendant Robert jugeait suffisant le délai de trois ans, tandis que de La Boulaye voulait le porter jusqu'à 7 années. Notons que chez les Anglais, nos voisins à Saint-Christophe, l'engagement durait de 5 à 8 ans et souvent avec des prolongations, de

(1) Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 22.

(2) Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 12-17.

telle sorte qu'on a vu des malheureux demeurer jusqu'à vingt-cinq ans dans les liens de la servitude. De La Boulaye trouvait même, dans la prolongation de la durée de l'engagement, l'intérêt de l'engagé, car celui-ci serait plus au courant des cultures tropicales et à sa libération disposerait de capitaux lui permettant d'entreprendre de plus grandes exploitations.

Les Planteurs eurent bientôt pour les engagés une répulsion d'autant plus grande que le gouvernement continuait à les leur imposer. Le gouverneur Dulion et l'Intendant Robert ont constaté le « dégoût qu'en (avaient) les habitants » qui « en (faisaient) moins de cas que d'un nègre ». De La Boulaye assure que leur répugnance allait jusqu'à leur refuser la nourriture et à les abandonner dans leurs maladies afin d'en être débarrassés par leur mort. L'ordonnateur Mesnier, dans ses mémoires de 1716 et 1723, confirme les mêmes faits en déclarant que « les habitants n'en veulent plus chez eux... qu'ils leur sont à charge ». Les capitaines avaient toutes les peines du monde à placer les engagés qu'ils apportaient et souvent ils furent obligés de les reconduire en France. Aussi essayaient-ils par tous les moyens de se dispenser d'en amener. C'est pour cela que l'autorité royale renouvela si souvent ses décisions à leur égard en même temps qu'elle essaya d'obliger les colons à avoir un certain nombre d'engagés proportionné à celui de leurs esclaves.

D'ailleurs en France même on ne trouvait guère d'in-

dividus qui voulaient aller aux Isles dans ces conditions. Le recrutement qui fonctionnait à Dieppe et à Saint-Malo, n'hésitait pas à employer des moyens répréhensibles en faisant « enlever des jeunes garçons à l'insu de leur famille », selon les paroles de Pelleprat (1). Mais on sut se mettre en garde contre les recruteurs. Les négociants de la Rochelle et de Nantes notamment, dans des observations présentées (2) à la suite du règlement de 1716, firent ressortir la difficulté pour eux de trouver des émigrants et sollicitèrent les premiers l'envoi des mendiants, des vagabonds et des faux-sauniers.

Le régime des engagements sombra donc de lui-même. Vers 1716-1723 c'était, en effet, un véritable régime de contrainte allant contre la volonté même des planteurs. La Royauté insista encore avec la pensée illusoire de faciliter la constitution de la propriété européenne et d'assurer des défenseurs aux Isles, mais non pas avec la volonté d'organiser le travail européen. Elle réserva la main-d'œuvre aux esclaves et protégea la traite par des encouragements et par des primes (3), puis se fit traitant elle-même pour avoir sa part de bénéfices. Elle ne sut pas voir l'hostilité des colons auxquels elle fournissait

(1) Pelleprat, p. 20.

(2) Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 14 et 15.

(3) Arrêt du Conseil d'Etat, 26 août 1670 (M. de Saint-Méry, I, 197) déchargeant de 5 0/0 les nègres de Guinée amenés aux Isles. Gratification de 10 livres accordée par le roi le 18 septembre 1671 aux armateurs par chaque nègre débarqué (Dessalles, 518, t.I), etc.

des bras à jet continu et la transformation qui s'était opérée chez eux. Ce que le planteur demandait désormais, c'était la main-d'œuvre et les esclaves le satisfaisaient à tous les points de vue. Les colons n'avaient pas besoin d'ouvriers qui pouvaient devenir à leur tour propriétaires et leur faire concurrence. Amener d'autres Européens, c'était risquer d'introduire de nouveaux propriétaires alors que les anciens voulaient à tout prix agrandir leurs domaines et que la terre se faisait rare. Seul était utile l'esclave à la fois instrument et capital vivant, soumis à la volonté du maître, sans jamais risquer de le concurrencer.

Ainsi, selon les expressions de M. Maurel (1), « l'institution des engagés finit par son succès même... Les engagés ont fini non *parce qu'ils ont échoué, mais parce qu'ils ont réussi* : la victoire fait cesser les efforts aussi bien que la défaite ».

Nous ne saurions donc conclure de là qu'une émigration européenne aux Antilles est une chose impossible. C'est là un préjugé qu'ont soigneusement entretenu les intéressés au maintien de la traite des nègres et qui survit encore aujourd'hui. Sans doute les engagés ont beaucoup souffert. Mais les mauvais traitements qu'ils endurèrent furent la cause de leurs maux. Transportés dans des conditions déplorables, soumis sans acclimatation et dès leur arrivée à un travail pénible, ils furent victimes des bruta-

(1) *Revue coloniale de mars 1847*, p. 227.

lités des maîtres (1). Leur sort n'était guère plus doux que celui des esclaves. On n'a qu'à lire les lettres de Dulion, de de Blénac (2), de l'Intendant Robert et l'Histoire des aventuriers d'Æsmelin, ancien engagé, qui pensa en mourir, pour être convaincu que le traitement qui leur était réservé n'avait souvent rien d'humain. C'était une chose connue en France, et une des causes de la difficulté que rencontrèrent les capitaines pour recruter des engagés.

Quoiqu'il en soit, n'oublions pas que ceux-ci ont défriché, planté et mis les Isles en culture au milieu d'une lutte terrible contre les Caraïbes et au prix d'efforts inouïs, malgré l'imprévoyance et la négligence coupable de la Compagnie des Isles d'Amérique. Le Conventionnel Grégoire et Schœlcher (3) ont proclamé eux-mêmes cette vérité.

Jusqu'en 1730, les engagés ont travaillé côte à côte avec les esclaves, soumis au même régime. Ils ont cessé d'arriver parce qu'on ne voulait plus d'eux. Une opposition systématique et calculée leur était faite. Ils ont succombé parce qu'on voyait en eux des concurrents appelés à venir au partage et à augmenter la division des

(1) OExmelin, déjà cité.

(2) Lettre de De Blénac sur les [engagés] du 19 novembre 1681, pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 2. Relation de la mission des RR. PP. Carmes aux Antilles, pap. Margry, B. N. 9.320. — Pelleprat, déjà cité.

(3) Schœlcher, *Esclavage des noirs*, p. 90, *Des Colonies françaises*, p. xxx.

terres, alors que le but des propriétaires ruraux était d'agrandir leurs domaines.

D'ailleurs, on pourrait citer des pays qui se trouvent dans une situation analogue à celle des Antilles, et où pourtant l'immigration européenne a parfaitement réussi : l'exemple de Puerto-Rico et de Cuba en est une preuve éclatante. Récemment encore, à Mayaguez (Puerto-Rico), 6.000 paysans corses qui s'y sont établis, ont transformé le pays en un véritable jardin (1). Tous les esprits impartiaux s'accordent pour reconnaître que le climat des Antilles n'est pas un obstacle invincible (2) pour la colonisation européenne. Schœlcher lui-même, en 1848, fut d'avis de favoriser l'émigration blanche aux Antilles (3).

Il faut donc renoncer à l'exemple des engagés pour prouver que le travail des blancs est impossible aux Isles. Ils ont disparu quand le grand domaine, cultivé par un nombre considérable d'esclaves, eut rendu inutiles et surtout gênantes les petites propriétés voisines.

(1) Congrès des anciennes colonies, 1909. Rapport Wachter.

(2) Peytrand. Rapport du Docteur Pichenin au Congrès des anciennes colonies en 1909.

(3) Schœlcher, *Esclavage des noirs*, p. 91 et ss. *Histoire de l'Esclavage pendant ses deux dernières années*, t. II, p. 393.

CHAPITRE II

LES CONCESSIONS

En annexant les Isles à son domaine d'Occident la Royauté se trouva, quant à la question des terres, en présence d'une situation que les libéralités et les abus des Compagnies et des seigneurs propriétaires avaient singulièrement compliquée. Il n'y avait presque plus de terres à distribuer, car on en avait donné sans compter. Celles qui restaient, d'ailleurs, se trouvaient dans les montagnes, éloignées par conséquent des ports et peu recherchées. Dutertre disait déjà vers 1667 (1), « qu'une place de six à huit mille livres de petun n'est pas grand chose ; encore trouve-t-on mieux son compte de l'acheter à grand prix que d'en aller défricher dans les montagnes éloignées du commerce ».

Aussi le pouvoir royal s'occupait-il de corriger les abus qui avaient été commis et prit différentes mesures

(1) Dutertre, II, p. 453 et ss.

pour distribuer plus convenablement à l'avenir les terres à concéder. Il décida, en outre, de réduire l'étendue des concessions primitives et de faire rapporter — avec liberté d'en disposer à nouveau — les terres qui n'avaient pas été mises en valeur dans un délai déterminé, selon la clause inscrite dès les débuts dans tous les contrats de concession, mais qui n'avait jamais été exécutée jusqu'à là.

Le pouvoir de concéder les terres revint au représentant du roi à partir du moment où les Isles entrèrent dans le domaine d'Occident. La première Commission d'Intendant remise par le roi à M. de Patoulet, le 25 mars 1679 (1), donna cependant à l'intendant seul le pouvoir de distribuer des terres. « ... Octroyons pouvoir... de distribuer *par provision* les terres aux habitants des Isles et à ceux qui y passeront *bien intentionnés, disposés à les cultiver* et faire valoir pour s'y habituer, jusqu'à ce qu'ils soient *pourvus par devant nous pour en demander la confirmation* ». Cela s'explique en ce que cet officier succédait à l'agent de la Compagnie qui avait donné ce pouvoir à son représentant en conséquence de sa propriété. Le règlement du 4 octobre 1674 avait confirmé ce système en portant expressément que les concessions seraient faites par le Directeur ou agent général de la Compagnie investi du pouvoir qu'elle lui avait délégué.

Cependant il semble que le lieutenant-général pour

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 318.

le Roi devait concourir au choix des concessionnaires, car celui-ci intéressait la conservation du pays, dont cet officier était responsable. Aussi le pouvoir royal, pour cette raison sans doute, ne tarda pas à attribuer à ces deux officiers en commun l'autorité pour concéder les terres. Les lettres patentes du 1^{er} juin 1680 (1), remises à Patoulet et de Blénac, leur permettaient en effet de concéder conjointement de nouvelles terres aux habitants demeurant actuellement aux Isles ou à ceux qui s'y transporteraient. Une lettre du roi à de Blénac (2) de la même date en accompagnait l'expédition et lui annonçait le pouvoir qui lui était conféré. Ces lettres patentes furent confirmées par la Déclaration (3) du 17 juillet 1743 et par le Règlement du roi du 24 mars 1763 (4).

Ces officiers pouvaient être remplacés en cas d'absence ou de mort par leurs représentants, c'est-à-dire les gouverneurs particuliers, et les commissaires de marine-ordonnateurs. En outre, en cas d'avis différent sur l'octroi de la concession, d'après l'article 6 du règlement de 1763, ils devaient suspendre d'en expédier les titres jusqu'à ce que le roi leur ait donné ses ordres sur le compte qu'ils devaient lui rendre.

Il est à remarquer que la concession était délivrée

(1) Arrêt du Conseil d'Etat touchant les concessions et lettres patentes sur icelui : M. de Saint-Méry, I, p. 335.

(2) Durand-Molard, I, p. 24.

(3) Durand-Molard, I, p. 469. Petit de Viéville, I, p. 308.

(4) Durand-Molard, II, p. 130.

seulement *par provision* (1) par les administrateurs. Les *concessionnaires étaient tenus d'en demander confirmation au roi dans l'année à peine de nullité*. Cette condition n'a pas été exigée en 1743. Elle fut cependant rappelée dans les différentes commissions des Intendants et des Gouverneurs et spécifiée dans le règlement de 1763. Cette confirmation — qu'on négligea de rappeler à chaque concession — ne fut guère sollicitée par les bénéficiaires. Ce fut un motif d'inquiétude pour les propriétaires, qui avaient acquis leurs terres des premiers concessionnaires (2).

La commission de Patoulet de 1679 exigeait en outre la qualité d'être bien intentionné et d'être disposé à faire valoir les terres, c'est-à-dire non seulement demander dans l'année confirmation de la concession au roi, mais encore être décidé à la mettre en culture dans un délai déterminé et posséder les capitaux pour ce faire.

Les concessions, en effet, ont toujours été données sous la condition de mise en valeur dans l'espace d'un certain nombre d'années, faute de quoi elles devaient faire retour au domaine de la Compagnie. Nous avons vu que les premiers contrats de concession prescrivaient que les terres non défrichées au bout de 3 ans reviendraient à la Compagnie.

(1) Arrêt du Conseil d'Etat et lettres patentes du 11 juin 1680, déjà cité.

(2) Petit, *Droit public ou Gouvernement des Colonies françaises d'après les lois faites pour ces pays*, t. II, p. 295 et ss.

Mais cette clause ne semble pas avoir joué jusqu'à la veille de la réunion des Isles au domaine royal. Le gouvernement s'en servit alors pour mettre de nouvelles terres à la disposition de ceux qui en sollicitaient.

C'est déjà dans cette pensée que l'arrêt du Conseil d'Etat, du 12 octobre 1670 (1), ordonna aux concessionnaires de rapporter par devant de Baas, gouverneur général, Péliissier, l'un des directeurs pour la Compagnie et les conseils souverains, les titres de leurs concessions afin que les terres qui y étaient comprises, fussent vues et visitées par experts nommés d'office. Sur le rapport de ceux-ci donnant la superficie, la qualité desdites terres et leur situation, et accompagné de leur avis personnel, il était accordé ce que de raison pour achever le défrichement au cas où elles étaient restées en tout ou en partie en friche. « Le roi, disait le préambule, voulait par cette mesure augmenter la colonisation et multiplier les habitants, résultats auxquels on ne pouvait pas atteindre parce que les meilleures terres comprises dans les concessions étaient demeurées en grande partie incultes. »

Cette décision ne fut pas suivie d'exécution et le 11 juin 1680 (2), dans le but de l'augmentation des colonies, le roi ordonna à Patoulet de faire un relevé exact

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 202, *Arch. col.* B. 2.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat, déjà cité. Cet arrêt et les lettres patentes annexées fixaient à six ans le délai accusé pour la mise en culture des terres concédées.

de toutes les concessions et de retrancher la moitié des terres concédées depuis plus de dix ans, et qui ne se trouvaient pas défrichées et cultivées en cannes ou autres cultures propres au commerce.

Les prescriptions royales ne furent pas davantage respectées sous la domination directe du Roi et une série de mesures prouvent qu'elles ne produisirent pas d'effets sensibles et qu'il fallut revenir souvent à la charge.

Dès 1683 l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre (1) répéta que les terres non cultivées et défrichées devaient être remises au domaine. Un autre arrêt du 26 septembre 1696 (2) vint décider que dans les six mois à partir de cette date, les habitants qui auraient encore quelque partie de leur terre en friche seraient tenus de les mettre en culture de canne à sucre, vivres et autres denrées nécessaires pour la subsistance et le commerce des colonies, faute de quoi et [l]edit temps passé les concessions seraient réunies au domaine.

Malgré les termes catégoriques employés, le préambule de l'édit de 1722 nous apprend que cet arrêt ne fut pas exécuté. Bien plus, les habitants obtinrent à plusieurs reprises jusqu'à cinq et six concessions de terre qu'ils ne mirent pas en culture. Certains se contentèrent de faire des abatis dessus, d'autres même vendirent le bois coupé. Ces abus, ajoute le préambule, causaient un

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 392.

(2) *Id.*, I, p. 557.

préjudice notable à ceux qui voulaient s'établir aux Isles et qui ne trouvaient pas de terre, quoiqu'il y eut encore la moitié de la Guadeloupe non mise en valeur.

C'est pour porter un remède à ce mal que fut faite, pour les Isles du Vent, la déclaration du 9 août 1722 (1), qui est absolument identique à celle du 6 octobre 1713 en vigueur aux Isles sous le Vent.

Cette déclaration renouvela les dispositions antérieures et ordonna d'insérer dans les concessions une clause obligeant ceux qui les avaient obtenues : 1° de former un établissement et de commencer à défricher dans la première année ; 2° de mettre dans les 6 années suivantes les $\frac{2}{3}$ des terres en valeur de la façon suivante : la première moitié dans les trois premières années et l'autre dans les trois dernières. Elle *permet* cependant de conserver un tiers en bois debout et défendit toute vente avant d'avoir défriché le tiers des terres concédées.

Cette déclaration présente des lacunes graves. La généralité de ses expressions est frappante. Elle ne précise pas quel est l'établissement à faire la première année ; un simple défriché devait-il suffire ou bien le concessionnaire devait-il planter les vivres nécessaires à sa subsistance ? Elle a en outre laissé l'étendue des concessions à la discrétion des concédants et des concessionnaires au lieu de limiter la quantité des terres à concéder et de la régler sur la faculté des demandeurs et

(1) Durand-Molard, I, p. 189. Petit de Viéville, I, p. 258.

sur la nature des établissements à former. Elle n'a même pas défendu de cumuler les concessions sur une même tête. On conçoit bien aisément comment elle a pu faciliter l'agrandissement du grand domaine sucrier. Enfin il faut signaler qu'elle permettait aux concessionnaires de conserver un tiers des terres en bois debout, mais sans leur en faire une loi de cette réserve. Le résultat c'est que les colonies manquèrent rapidement de bois, l'habitant n'ayant pensé qu'à se faire des revenus.

Cette clause de mise en valeur dans un délai déterminé avait d'ailleurs une sanction énergique. C'était la déchéance du concessionnaire et la réunion au domaine des terres non défrichées avec la liberté de la concéder à nouveau à d'autres pétitionnaires. Sous les Compagnies, les terres en friche devaient passer en principe sans jugement dans leur domaine à l'expiration du délai prescrit. Depuis la possession effective des Isles par la Royauté, les terrains non cultivés devaient être retranchés mais il fallait que la réunion au domaine fût prononcée.

L'Intendant de Patoulet, en 1680, avait reçu l'ordre de retrancher la moitié des terres concédées depuis dix ans, qui ne se trouvaient pas défrichées. Le roi lui avait attribué, à cet effet, « toutes cour, juridiction et connaissance » et ses « ordonnances étaient exécutées selon leur forme et teneur, souverainement et en dernier ressort comme jugement de Cour supérieure (1) ».

(1) Arrêt Conseil d'Etat, 11 juin 1680, déjà cité.

En 1696, l'arrêt du 26 septembre décida que, passé six mois à partir de cette date, les habitants dont les terres seraient en friche les verraient réunies au domaine, à la diligence du Procureur général au Conseil supérieur, sur les ordonnances rendues par le Gouverneur général et l'Intendant.

Mais ce n'est que la déclaration du 3 août 1722, — confirmée par celle du 17 juillet 1743 (1) étendant la même mesure à toutes les colonies — qui conféra définitivement à l'Intendant et au Gouverneur général le pouvoir de procéder à la réunion au domaine des terres qui se trouvaient en ce cas et ce, à la diligence des procureurs du roi dans la juridiction des lieux.

La déclaration du 1^{er} octobre 1747 (2) vint ordonner que ces jugements seraient exécutoires par provision.

Il est à remarquer que la terre précédemment concédée retournait simplement au domaine. Nulle part il n'était mentionné que des dommages-intérêts fussent dûs pour les établissements faits par le concessionnaire. On regardait cela « sans titre ou raison comme une suite de la réunion », selon l'expression de Petit.

Pourtant, d'après la déclaration de 1722, les mêmes prescriptions étant appliquées à ceux qui étaient propriétaires à titre gratuit ou à titre onéreux, dans ce dernier cas, s'il y avait retranchement, le prix d'acquisition était remboursé.

(1) Durand-Molard, I, p. 469. Petit de Viéville, I, p. 308.

(2) Durand-Molard, I, p. 523. Petit de Viéville, I, p. 320.

Ces terres ainsi rapportées, les administrateurs pouvaient toujours en disposer en faveur de nouveaux demandeurs et c'était là le but même visé par l'autorité royale. Les textes qui accordèrent au Gouverneur général et à l'Intendant le pouvoir de faire les premières concessions, leur octroyèrent également celui de concéder par provision les terres réunies.

A ce sujet, l'art. 3 de la déclaration de 1743 insistait particulièrement pour ne pas permettre de concéder des terres précédemment données, qu'après le jugement de réunion.

Les concessions et les retranchements en se multipliant allaient faire surgir des contestations nombreuses. On prit donc la précaution de ne confier aux administrateurs que le pouvoir de concéder une première ou une deuxième fois par provision. En outre on déterminait les autorités compétentes en cas de conflits. Patoulet, en 1680, avait reçu, pour lui seul, la connaissance de toutes les contestations au sujet des concessions. Mais les déclarations de 1722 et 1743 l'attribuèrent à l'Intendant et au Gouverneur général, à l'exclusion de tous les autres juges.

En 1759, une nouvelle déclaration du roi, du 10 décembre (1), vint les décharger d'une partie de leurs fonctions. Désormais ils ne purent plus connaître des contestations naissant des concessions, en raison de leur po-

(1) Durand-Molard, II, p. 94. Petit de Viéville, I, p. 378.

sition, étendue, limites et arrosages. Leurs occupations ne leur permettaient pas de vaquer aux discussions particulières et de les terminer aussi promptement que l'exigeait l'intérêt des habitants. Cette compétence revint alors en première instance aux juges ordinaires et en appel au Conseil supérieur. La voie de cassation devant le Conseil d'Etat restait ouverte aux parties. Les administrateurs continuèrent cependant à procéder à la réunion au domaine des terres qui devaient être réunies.

Les premières et les deuxième concessions étaient donc données par provision et sous condition de mise en valeur, par les Gouverneurs et Intendants conjointement. C'était à eux qu'il fallait s'adresser directement. Le Père Labat nous expose tout au long les formalités à remplir pour obtenir ces quelques carrés de terre (1).

Les demandeurs — nouveaux arrivés ou tous autres créoles ne pouvant ou ne voulant pas acheter de terre — présentaient aux administrateurs un placet dans lequel ils exposaient leur qualité, leur position, le nombre de leurs enfants et de leurs esclaves et toutes leurs autres facultés. Ils indiquaient le terrain demandé avec les bornes de la hauteur et de la largeur. Ils joignaient au placet un certificat du capitaine du quartier où était situé le terrain et de l'arpenteur royal, qui attestait l'exactitude du placet et assuraient que ce terrain n'avait ja-

(1) Labat, t. III, p. 43.

mais été occupé ni concédé à personne. — Sur cet exposé le Gouverneur général et l'Intendant expédiaient aux postulants les concessions dont ils réglaient la quantité à proportion du besoin et des forces de ceux qui les demandaient et avec cette clause que les concessionnaires feraient enregistrer leurs titres au greffe. Ceux-ci devaient en outre faire connaître aux plus proches voisins du terrain concédé le jour de la prise de possession avec sommation d'y être présents et de déclarer par écrit qu'ils n'avaient aucune prétention sur ledit terrain.

La plupart de ces concessionnaires faisaient arpenter leurs concessions et les procès-verbaux d'arpentage devinrent ainsi les titres constitutifs de l'étendue et des bornes des habitations. L'ordonnance royale du 1^{er} décembre 1773 (1) obligea les arpenteurs à remettre chaque année au greffe de leur juridiction une expédition des minutes des procès-verbaux d'arpentage faits par eux et les plans des concessions levés l'année précédente. Elle décida que les habitants pourraient avoir recours à ce dépôt pour s'en faire délivrer des expéditions.

En ce qui concerne l'étendue des concessions nous savons qu'elle n'a nullement été fixée par les diverses décisions qui ont réglementé la matière. L'usage primitif de distribuer des lots de 200 pas de large sur 1.000, puis plus tard de 500 de hauteur n'a sans doute pas persisté. Labat apprend que les administrateurs réglaient la quan-

(1) Durand-Molard, II, p. 162.

tité de terrain « à proportion des besoins et des forces » des postulants. C'était une simple question d'appréciation. Or, il fut admis que pour former une habitation il fallait de 100 à 300 carreaux, c'est-à-dire environ 100 à 300 hectares (le carreau étant égal à 100 pas carrés et le pas étant d'environ 1 mètre). Mais l'étendue moyenne des sucreries était de 150 à 200 hectares. C'est cette superficie que donne Labat (1) pour son habitation modèle, et celle du sieur Houel de Varenne qu'il cite comme exemple, est de cette étendue : les forces du postulant étaient estimées en nègres : on proportionnait les terres au nombre des esclaves, qui étaient devenus ainsi le signe de la richesse aux Isles.

Toutefois de nombreuses concessions dépassèrent cette quantité de terres estimée normale. De la Boulaye soutient — parce que des exemples multiples existaient — que les concessions de 500 à 2.000 carreaux sont des infractions aux lois établies qui ne permettent de distribuer que ce que le concessionnaire peut mettre personnellement en culture. De l'aveu même du Père Labat (2) on n'a tenu souvent compte ni des ressources des demandeurs ni de leurs besoins, « les terres, dit-il, sont très souvent concédées à des gens à qui il est impossible d'en défricher le tiers en cent ans ». Et bien mieux, ajoute-t-il, « il

(1) Labat, t. III, p. 395 et 449. Boyer de Peyceleau, *Les Antilles françaises*, p. 138 et ss., Dessales, S. Daney, Ballet, Pap. Margry, B. N. 9.328, fol. 20.

(2) Labat, III, p. 44 et ss.

y a des habitants qui ont des concessions en différents endroits d'une même île où depuis un très grand nombre d'années ils n'ont fait qu'un défriché de 100 à 150 pas en carré, senlement pour marquer leur possession sans se mettre en peine de continuer le travail, comme ils y sont obligés ». Ces faits sont également rapportés dans les préambules de l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre 1670 et de la déclaration de 1722. De « grandes étendues de pays » avaient été ainsi concédées et demeuraient incultes en empêchant la multiplication des habitants.

Le pouvoir royal a essayé de remédier à cette situation par ses arrêts de retranchement. On peut constater, par la répétition de ces derniers, l'inanité de ses efforts. La réunion au domaine, selon Labat, (1) « n'est le plus souvent qu'une cérémonie ou une peine qui ne tombe que sur quelque pauvre malheureux qui n'a pas assez de crédit pour s'exempter d'être victime de la loi... Ces mêmes terres sont données à d'autres qui n'en font pas un meilleur usage ou qui les vendent et en font comme un commerce continuel malgré les défenses qu'il y a contre ce trafic odieux et qui n'est pourtant que trop commun ». Les Gouverneurs, selon de la Boulaye, n'avaient de considération que pour les riches qui se faisaient concéder des terrains immenses en vue de s'agrandir et de vendre bien cher ce qui leur avait été

1) Labat, III, p. 44 et ss.

accordé gratuitement, en empêchant les petits habitants de s'établir. « Cet abus, ajoutait-il, est plus grand à la Martinique qu'en aucune des autres isles. »

En 1716, déjà les instructions remises le 25 août à MM. de la Varenne et de Ricouart, Gouverneur général et Intendant, constataient les mêmes faits et les invitaient, pour se conformer aux intentions du roi, à exécuter à la lettre l'arrêt de 1696 et à faire rapporter les terres en friche.

Enfin il faut noter que dans toutes ces concessions, soit premières, soit après réunion, les postulants avaient liberté entière de choisir l'emplacement de leurs concessions. Cependant l'autorité royale, suivant l'exemple des Seigneurs et des Compagnies, se réserva la zone du littoral qu'on a appelée les 50 pas du roi, puis les 50 pas géométriques.

Cette zone, qui, d'après l'arrêt en règlement du Conseil souverain de la Martinique, du 3 mars 1670 (1), partait de « l'endroit où les herbes et les arbrisseaux commençaient à croître », eut son point de départ définitivement fixé par un arrêt du Conseil d'Etat de 1757, et une dépêche ministérielle du 3 décembre 1757 (2) enregistrée au Conseil souverain le 8 septembre 1769. Désormais

(1) Durand-Molard, I, p. 13. Petit de Viéville, II, p. 122. M. de Saint-Méry, I, p. 191. Dessales, III, p. 134 et ss.

(2) Petit de Viéville, III, p. 203. A la même page on trouve un arrêt du conseil souverain du 5 septembre 1781 ordonnant de se conformer à ladite lettre.

les 50 pas commencèrent « du bord de la terre franche et où le jet de la mer et du flot ne montent plus ».

Les 50 pas — réservés pour l'édification des villes et bourgs et pour celle des forts et batteries nécessaires à la défense des îles (1) — étaient inaliénables et imprescriptibles. Le Roi pouvait en concéder la jouissance, mais ces concessions étaient essentiellement précaires et révocables. Les riverains avaient seulement la faculté d'obtenir par préférence aux autres des permis d'établissement, et ils ne pouvaient en aucun cas souffrir d'une permission donnée à leur préjudice. Celle-ci devait être déclarée nulle. On peut citer un exemple typique de l'application de ces principes. En 1704, le roi cassa une concession faite à la Guadeloupe par le comte d'Esnotz, gouverneur général, au sieur de la Malmaison sur les 50 pas et cela à la requête d'un sieur Graissier au-dessous de l'habitation duquel cette concession avait été donnée (2).

Cette législation des 50 pas a survécu à l'ancien régime. Elle est restée intacte jusqu'au 24 mars 1882, date à laquelle un décret a prononcé l'aliénabilité des 50 pas à l'intérieur des villes et bourgs sous certaines conditions. Elle n'offre plus pour nous qu'un intérêt relatif, les concessions précaires *extra muros*, dans un but agricole, n'étant plus en fait délivrées aujourd'hui sur cette

(1) Lettre du Gouverneur général de Baas au ministre du 8 février 1674. M. de Saint-Méry, I, p. 272.

(2) Petit de Viévigne, t. I, p. 413. Durand-Molard, I, p. 68.

zone des 50 pas. Mais cette institution fut au temps des premières concessions une entrave sérieuse à la liberté du postulant de choisir l'emplacement de sa concession.

Toutes ces mesures qui se répétèrent, restèrent donc inutiles. A partir de 1730 elles s'espacèrent, puis cessèrent d'être prises. C'est que la grande propriété et la grande culture s'étaient enfin définitivement établies aux Antilles.

CHAPITRE III

RÉGIME DES TERRES

§ 1. — *Changement dans la condition des terres.*

Le régime féodal d'après lequel avait été organisée la propriété ne s'est jamais établi profondément aux Antilles. Nous avons vu qu'il a été battu en brèche du temps même des seigneurs et des Compagnies. Il disparut tout à fait avec la réunion des Isles au domaine de la Couronne. Le souverain disposa des terres et les distribua sans exiger les droits seigneuriaux qui sont la caractéristique du contrat féodal. Il n'est plus question de droits de lodz et ventes, de censive et de rentes seigneuriales. Si certains domaines sont encore érigés en fiefs, c'est pour encourager les colons et attirer de riches planteurs. Mais toute hiérarchie féodale a disparu. Il y a un seul propriétaire des terres, c'est le Roi et c'est lui qui les distribue à qui bon lui semble par l'intermédiaire de ses représentants directs. Et rien ne l'em-

péchait d'agir ainsi. Les colonies étaient des établissements d'une nature particulière auxquels l'édit de Moulin de 1566 sur l'inaliénabilité du domaine de la Couronne n'était pas applicable. D'ailleurs, si on les considère comme faisant partie entièrement du domaine, elles devraient rentrer par leur nature dans le Petit Domaine. Or, celui-ci qui comprenait les terres vagues, en friches et autres possessions éparses, était éminemment aliénable. La question ne s'est donc pas posée et ne se pose pas de savoir si le roi avait ou non le droit de disposer des terres des Isles. Comme suzerain, il les concéda d'abord aux seigneurs. Comme souverain, il les répartit ensuite directement entre les postulants sans se réserver des droits de suzeraineté.

Le régime féodal disparut si complètement qu'en 1696 déjà les habitants n'entendaient en aucune façon se soumettre à quoi que ce soit qui pouvait le rappeler. Le Père Labat, interrogeant un jour un habitant de la paroisse de Sainte-Rose, à la Guadeloupe, pour savoir la raison pour laquelle ce quartier n'était pas cultivé, apprit que les habitants ne voulaient pas s'adresser aux héritiers de Houël, propriétaires de presque toutes les terres de la paroisse. Ceux-ci, en effet, émettaient la prétention de ne céder leurs terres qu'à titre de rentes seigneuriales avec lods et ventes et hommages. Or, ce n'était point du tout « du goût des habitants qui ne voulaient connaître d'autre seigneur que le roi, qui donnait les terres sans aucune condition de foi, hommage, vente,

lodz, en un mot sans aucuns droits seigneuriaux » (1).

La propriété rurale fut donc dégagée de toutes les entraves que les obligations de vassal auraient fait naître. C'est ainsi que la déclaration du 24 août 1726 (2), relative aux retraits lignagers, reconnaît cette transformation et déclare dans son préambule que « la plupart des fonds de l'Amérique (sont) en franc aleu ».

Mais à la vérité un genre nouveau de propriété rurale se forma aux Isles et se transmit intacte jusqu'en 1848 malgré la Révolution.

§ 2. — *Constitution originaire du grand domaine à la fois agricole et industriel.*

La constitution du grand domaine sucrier est le résultat du régime de la main-d'œuvre esclave et du développement de la grande culture de la canne à sucre.

A l'origine, chacun n'avait besoin que d'une portion de terre peu étendue parce qu'on cultivait le coton, le gingembre, l'indigo et surtout le tabac. Celui-ci était alors la principale culture des Isles et convenait très bien à la petite et à la moyenne propriété. Malheureusement, en même temps que l'on commençait à se livrer à la culture de la canne à sucre, le tabac, pourchassé jusqu'en Sorbonne, se trouva avili. En 1664 il fut frappé de droits très lourds, qui enlevèrent toute espérance de gain aux plan-

(1) Labat, II, p. 310 et ss.

(2) Durand-Molard, I, p. 272. Petit de Viévigne, I, p. 289.

teurs (1). La culture de la canne bénéficia de faveurs nombreuses et l'on accorda des exemptions de charges à ceux qui établirent des sucreries (2).

D'autre part, les esclaves vinrent apporter une main-d'œuvre qui n'existait pas aux Isles. Celle-ci s'accrut rapidement, car les colons furent insatiables et le commerce métropolitain ne chercha qu'à grossir ses bénéfices. La Traite s'épanouit pleinement de 1730 à 1789. La richesse aux Isles s'estima désormais d'après le nombre des esclaves.

Les spéculateurs qui s'expatriaient dans l'espoir de faire de grosses fortunes, trouvaient dans ces deux éléments tout ce qu'il fallait pour s'enrichir. La canne à sucre leur donnait chaque année en abondance un produit recherché et par conséquent bien payé. Une main-d'œuvre nombreuse et peu coûteuse leur permettait d'étendre leurs exploitations et d'augmenter une production de laquelle ils attendaient une fortune rapide. Ce n'aurait été vraiment pas la peine de s'aventurer au delà des mers pour y chercher simplement la paisible et médiocre existence d'un petit cultivateur. L'appât de la richesse se trouve à la base de toute la nouvelle organisation.

Mais les colons ne furent pas seulement planteurs de

(1) Labat, IV, p. 532 et ss. Raynal, *Histoire de l'établissement des Européens dans les deux Indes*, t. III, p. 336.

(2) Durand-Molard, III, p. 21, 106, 138. Ballet, déjà cité, Sydney, Daney, *Histoire de la Martinique*, p. 139, t. III.

cannes à sucre, ils furent aussi fabricants de sucre. Ils ne séparèrent pas les deux opérations agricole et industrielle : chacun avait ses champs et son moulin. Il fallait donc étendre les premiers pour que le rendement du second fût plus élevé de manière à couvrir les frais et assurer de gros bénéfices. Ainsi chaque habitation ne travaillant que ses cannes, les petits propriétaires n'eurent pas de place dans cette organisation : ils furent évacués et leurs terres réunies au domaine voisin.

En fait, c'est bien par l'absorption des petites propriétés que se forma en partie le grand domaine. Patoulet, dans une lettre au ministre du 28 février 1680 (1), disait « qu'à cause de la non-valeur du tabac, une bonne partie (des habitants) avait été bien aise de vendre leurs terres aux sucriers qui ont besoin d'un grand terrain ». Ainsi « les plus accommodés » commencèrent à acheter les terres de leurs voisins. Partout, à la Guadeloupe et à la Martinique, comme à Saint-Christophe, selon les expressions du Gouverneur de Blénac et de l'Intendant de Goimpy, dans un mémoire du 6 mars 1685, « les gros propriétaires forcent par tous les moyens les petits à abandonner leurs terres pour s'agrandir » (2).

La fabrication du sucre, d'après Labat (3) lui-même, a dépeuplé les îles : « les habitants ont passé de 10.000

(1) Pap. Margry, B. N. 9.323 fol. 452.

Id. Mémoire du 11 décembre 1687, *Arch. Col.*, C^s 11.

(2) *Arch. Col.*, F. 250, v. Peytraud.

(3) Labat, t. IV, p. 532 ; confirmé par le mémoire de Patoulet déjà cité.

à 2.000 et le terrain occupé par une sucrerie avec 4 ou 5 blancs au moins était occupé par 40 ou 50 habitants ». Nous avons vu que le pouvoir royal essaya alors d'envoyer des engagés pour parer aux inconvénients de l'accaparement des terres par un petit nombre de propriétaires. L'opposition systématique de ces derniers fit aboutir à un échec complet toutes les tentatives du gouvernement.

D'autre part, les concessions furent désormais d'une étendue plus grande. Déjà sous les seigneurs propriétaires et sous la dernière Compagnie il y avait eu de très grands abus. Il fut dorénavant établi que pour faire une sucrerie, il fallait de 100 à 300 hectares. C'était là le but et le désir de tout planteur. Il ne s'agissait plus de concession de 200 pas sur 1.000 ou 500 pas de hauteur, c'est-à-dire, de 10 à 20 hectares. On proportionna la terre, en principe, aux facultés du postulant, c'est-à-dire au nombre de ses esclaves. Les privilégiés obtinrent des concessions de 500 à 2.000 hectares sans difficulté. En vain les arrêts de retranchement essayèrent de faire disparaître ces abus. Nous avons vu précédemment qu'ils se heurtèrent à des obstacles insurmontables. En 1696, l'Intendant Robert pouvait déjà écrire dans son mémoire sur l'Etat présent de la Martinique du 21 avril (1) : « Le fondement de cette colonie ce sont les *habitations* dans lesquelles les parti-

(1) Pap. Margry, B. N. 9.323, fol. 348.

culiers travaillent à faire valoir les terres qui leur appartiennent en propre... Leur étendue est réglée sur une quantité de pas de largeur et de hauteur conformément à leur concession. Il y en a de 200 pas de large sur 1.000 de hauteur, d'autres jusqu'à 1.200 de large sur 6.000 de hauteur. Elles peuvent être comparées à de grosses fermes. Les plus riches sont ceux qui ont le plus de nègres. » Les premières étaient les vestiges de l'ancien ordre des choses. Elles tendirent à disparaître progressivement.

Ainsi la canne à sucre dont la culture et la manipulation se trouvèrent réunies dans les mêmes mains, envahit à la fin presque toutes les terres. L'autorité royale voulut pendant un moment arrêter ce courant vers la monoculture, comme il essaya en même temps de favoriser l'émigration des engagés. Les Instructions à de la Varenne et de Ricouart en 1716 (1), les invitait à déterminer les habitants à varier leurs cultures, car ces colons n'avaient qu'un désir, celui d'établir une sucrerie, aussitôt qu'ils en auraient les moyens, et l'excessive quantité de sucre pourrait causer la perte des Isles. On sait que ces administrateurs, pour avoir voulu exécuter trop à la lettre les ordres du roi en arrêtant la construction de soixante sucreries en achèvement à la Martinique, furent rembarqués de force et renvoyés en France. En face de l'opposition créole, le 21 juin 1717 et le 25 fé-

(1) Durand-Molard, I, p. 95.

vrier 1722 (1), le gouvernement prescrivit à ses représentants de ne refuser aucune permission pour l'établissement de nouvelles sucreries et admit désormais que la fabrication du sucre était nécessaire à la prospérité des Antilles. A partir de ce moment rien n'arrêta l'essor de la canne à sucre. Son extension s'explique à la fois et par l'avantage pécuniaire des planteurs et par les défrichements faits, soit spontanément, soit par crainte de retranchement. Tout est sacrifié sans merci pour l'établissement des habitations sucrières, qui exigent un vaste terrain, un grand nombre de nègres et des bâtiments considérables.

Sans doute on rencontre encore de petites exploitations se livrant à la culture du cacao et du café. Cultivé dès 1660, le cacao prit de l'extension à partir de 1684 (2), lorsque le chocolat devint à la mode. Il resta l'apanage des petits cultivateurs. « Peu d'*habitants*, dit l'Intendant Robert (3), font le cacao, car le travail des sucres occupe tous les nègres. Aussi le cacao est le partage des médiocres et petits habitants, parce qu'il faut peu de travail et de dépense. » Labat affirme, d'autre part, qu'une cacaoyère de 200 pas en carré, c'est-à-dire de 4 hectares environ est d'une bonne grandeur.

Les cacaoyères furent ruinées vers 1727 par un tremblement de terre et l'on remplaça le cacao par le café,

(1) Dessalles, t. III. Sydney, Daney, t. IV, p. 195.

(2) Labat, t. VI.

(3) Mémoire déjà cité.

introduit depuis 1723 par De Clieu à la Martinique. Une lettre ministérielle, du 24 juin 1729, essaya d'empêcher cette culture comme nuisible à celle de la canne à sucre. En 1732, cependant, une ordonnance du 27 septembre créa en France des entrepôts pour recevoir le café, mais à la condition que cette culture ne soit plus permise si elle devenait nuisible à celle de la canne à sucre. En 1736, un arrêt du Conseil d'Etat du 29 mai, accorda même la liberté à tous les négociants d'introduire le café des Isles moyennant dix livres par cent pesant (1).

Malgré cette situation privilégiée faite au café, sa culture ne porta guère ombrage à celle de la canne. S'il y eut quelques grandes cafeyères ayant des analogies étroites avec les grandes propriétés sucrières, les plantations de café qui étaient situées en général dans des lieux où la canne n'était pas susceptible d'être cultivée, soit en raison de la nature du terrain, soit en raison de l'éloignement des ports et des difficultés de communication, restaient la possession des petits propriétaires occupant très peu d'esclaves et souvent travaillant eux-mêmes leur terre avec leur famille. D'ailleurs, les nombreux cataclysmes qui s'abattent sur les Isles, mirent maintes fois à mal les cafeyères et beaucoup d'entre elles retournèrent à la grande culture. En 1775 une véritable invasion de fourmis les détruisit en grande partie à la Martinique, pour le plus grand profit de la canne à sucre.

(1) Ballet, p. 126 et ss., t. IV.

Toujours est-il que celle-ci a été définitivement, depuis 1730, la culture principale des Isles et le régime de la grande propriété qu'elle a entraîné, est devenu la base de l'organisation sociale et agricole aux Antilles. Si une petite place — tout à fait secondaire — a été faite au café, par contre les *vivrières* ont été abandonnées et les bois impitoyablement sacrifiés. Des ordonnances royales et des réglemens locaux en très grand nombre durent intervenir pour obliger les colons à planter assez de vivres pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs esclaves, surtout en temps de guerre. Un arrêt du Conseil supérieur de la Guadeloupe, du 14 janvier 1784 (1), voulut même établir dans la colonie une *classe d'habitants vivriers*, qui aurait pour unique but la culture des vivres et l'entretien des bestiaux. D'autre part, l'habitant ne pensant qu'à se faire des revenus, abattait les bois sans aucun ménagement. Une ordonnance de Nolvos et de Moissac, du 15 novembre 1667 (2), à la Guadeloupe, l'obligea à planter en haute futaie le dixième des carrés de terre qui composaient l'étendue de son habitation.

Ainsi le cacao et le café avaient remplacé le petun et l'engagé devenu petit habitant aurait pu, grâce à ces nouvelles cultures, faire la richesse des Isles en donnant à la France de nouvelles denrées. Mais il fallait avant tout produire du sucre et acheter des esclaves. Et

(1) *Arch. Col.*, F. 232, p. 421, v. dans Petit de Viéville une série d'ordonnances, p. 429, 448, 456, 478, 511, etc.

(2) Durand-Molard, II, p. 538.

la culture de la canne s'étendant chaque jour en englobant les petites habitations fit des petites concessions de vastes champs livrés au travail des esclaves, si faciles à se procurer auprès des négociants qui avaient le privilège de leur vente. Sur un domaine de 150 hectares en moyenne, plus de 200 esclaves étaient réunis pour travailler à l'enrichissement de leur maître. Le Père Labat, dont les conceptions agricoles et industrielles ont été scrupuleusement suivies jusqu'en 1848 et même après, estimait qu'une terre de 3.000 pas de hauteur sur 1.000 pas de large (soit 300 hectares environ) et valant de 350 à 400.000 francs, était suffisante pour faire une habitation de laquelle on pouvait tirer un revenu moyen de 90.000 francs pendant plus d'un siècle (1). Ce fut là le rêve de tout planteur. Tous ne le réalisèrent pas et Raynal, en 1880 (2), pouvait les diviser à la Martinique en trois classes selon l'étendue de leurs exploitations et surtout le nombre des nègres qu'ils employaient. Il y avait, en effet, une classe de ces planteurs dénuée de capitaux. A la Martinique elle était propriétaire de 36 sucreries sur 257. Au-dessous d'eux venaient ceux qui se livraient à la culture du cacao, du café, du coton et du manioc. Au-dessus les planteurs riches ou aisés se partageaient le reste des terres et possédaient les premiers 100, les seconds 150 sucreries.

(1) Labat, III, p. 395 et ss.

(2) Raynal, t. III, p. 392.

L'Institution du grand domaine sucrier forma ainsi une petite aristocratie de propriétaires terriens. Le 7 mars 1777 (1), le mémoire du roi pour servir d'Instructions au marquis de Bouillé, Gouverneur, et au sieur de Tascher, Intendant, posait comme un principe indiscutable que la population blanche était « nécessairement bornée dans un pays qui exige que les grandes possessions soient dans les mains d'un seul et où tout le travail est réservé aux esclaves ». Ce sera désormais comme un dogme qui passera à la postérité !

§ 3. — *Mesures prises en faveur de la grande propriété sucrière et qui ont contribué à sa consolidation.*

La législation vint apporter son concours à la formation et à la consolidation de ces grandes exploitations mi-agricoles et mi-industrielles.

L'esclavage avait assuré aux latifundia coloniaux des ouvriers agricoles nombreux. Déclarés meubles en principe, les esclaves pouvaient, selon la coutume de Paris appliquée aux Isles, être vendus séparément des fonds et aller aux héritiers des meubles en cas d'ouverture de succession. Le législateur en décida autrement en ce qui concerne les esclaves des habitations.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 2 mai 1679 et la lettre du

(1) Durand-Molard, t. II, p. 294.

roi à de Blénac du 30 avril 1684 approuvaient l'insaisissabilité des nègres. L'arrêt du Conseil d'Etat du 5 mai 1684 (1) interdisait la saisie des nègres de culture pour dettes, et le règlement du Conseil supérieur de la Martinique, du 7 septembre 1683 (2), fut pris en conformité de cet arrêt.

L'art. 44 de l'Edit de 1685 (3) assimilait de façon absolue les nègres aux meubles en décidant qu'ils entraient dans la communauté, n'avaient pas de suite par hypothèque, et se partageaient également entre cohéritiers. Mais les art. 47-54 venaient apporter une exception capitale à ce principe : les esclaves des habitations étaient considérés comme des immeubles par destination et l'art. 48, notamment, déclarait formellement que ceux travaillant dans les sucreries, indigoteries et habitations ne pourraient être saisis « sinon pour ce qui sera du prix de leur achat ou bien à moins que la propriété ne soit saisie réellement ».

Cependant des discussions eurent lieu sur le sens de ces articles. Le Procureur général près le Conseil supérieur de la Martinique, le sieur Hauterive, s'en référa au Conseil de la Marine en 1717. Celui-ci, dans une lettre du 20 octobre, précisa que l'édit de 1685 avait mis les nègres au rang des meubles mais que ceux qui étaient attachés à la culture d'une habitation deve-

(1) M. de Saint-Méry, I, p. 353. R. Dessalles, III, p. 243.

(2) M. de Saint-Méry, I, p. 381.

(3) M. de Saint-Méry, I, p. 444. Durand-Molard, I, p. 40.

naient immobiliers et ne pouvaient être saisis sans l'habitation.

C'était ainsi la consécration d'un principe qui était alors une vérité pour tous : les esclaves étaient nécessaires à l'exploitation d'un fonds et les en séparer, c'eût été la ruine de celui-ci.

Dans le même sens, l'article 21 de la déclaration de 1730 (1), concernant le droit de capitation aux Isles, vint interdire de saisir pour la perception de ce droit les nègres et bestiaux servant à une sucrerie. On assurait ainsi aux propriétaires et surtout aux grands propriétaires une sorte de main-d'œuvre inamovible, qu'ils pouvaient se procurer en toute facilité et contre laquelle la saisie n'avait aucune prise.

Cependant les esclaves pouvaient être saisis en même temps que les fonds auxquels ils se trouvaient attachés. Or, il s'agit de savoir, si la saisie réelle était pratiquée aux Isles. Les ordonnances et les coutumes réglant certaines formalités pour parvenir à la saisie réelle des biens fonds s'appliquaient également aux Isles. Mais là cette procédure était une cause de perturbation dangereuse et les vendeurs ne s'y déterminaient presque jamais dans l'appréhension de perdre leur dû. La mauvaise administration des commissaires ou fermiers judiciaires, la perte ou la désertion des esclaves, objet principal des habitations, les longues procédures, les

(1) Dessalles, III, p. 244.

frais immenses et la difficulté d'observer les formalités prescrites par les ordonnances et la coutume et pour la plupart ignorées, rendaient l'exercice de ce droit impossible et en fait la saisie réelle ne fonctionnait pas. Aussi les mutations de fonds, les ventes et reventes étaient-elles fréquentes et les acquéreurs, malgré les conventions avantageuses et les longs termes qui leur étaient accordés, éludaient souvent le paiement du prix dans l'assurance où ils étaient de ne pouvoir être troublés dans leur possession. Pour favoriser les établissements nouveaux le gouvernement n'y tint jamais la main. Les conseils supérieurs manifestèrent l'opinion que l'expropriation forcée ne fût pas appliquée (1). La déclaration du roi du 24 août 1726 (2) sur le déguerpissement vint consacrer cet état de chose qui devait se prolonger jusqu'en 1848.

En face de l'impossibilité d'exécution de l'expropriation forcée, le législateur se bornait à donner au vendeur une action en *déguerpissement* ou résolution de vente quand l'acquéreur se trouvait en retard du paiement total ou d'un terme du prix, le tout avec dommages-intérêts, s'il y avait lieu, à dire d'arbitres et sous réserve de la saisie réelle. Celle-ci continua donc à subsister mais ne fut pas davantage pratiquée. En fait, c'était la superposition d'une mesure qui avait l'air d'être prise en fa-

(1) Sydney, Daney, t. III, p. 112.

(2) Durand-Molard, I, p. 274. Petit de Viéville, I, p. 284.

veur des créanciers et qui ne modifiait pas beaucoup la situation. Aussi les planteurs, à peu près sûrs de n'être jamais dépossédés, firent des dettes.

Ce domaine insaisissable qui s'était formé par des achats successifs ou par de grandes concessions, les usages et la législation concoururent à en sauvegarder l'unité. La Coutume de Paris, qui était appliquée aux Isles, voulait que le partage des successions se fit entre héritiers par égales portions. Ceci trouvait d'ailleurs sa raison d'être dans le but que l'on poursuivait au début de la colonisation. Il s'agissait de peupler un pays et justement les terres offraient des héritages sans nombre : on multipliait les propriétaires des terres par une sorte de partage, qui attachait les héritiers dans le même lieu et les empêchait de sortir pour chercher à s'enrichir ailleurs. La situation changea quand les terres passèrent entre les mains d'un petit nombre de propriétaires et qu'il se forma de grands domaines, dont on avait, de part et d'autre, tout intérêt à conserver l'unité. En outre, si la terre par elle-même était partageable, il ne faut pas oublier que les manufactures ne l'étaient guère, et les mettre dans le lot des uns, c'était porter préjudice aux autres. On privait, en agissant ainsi, certains héritiers de tout mode d'exploitation, étant donnée à cette époque la conception de la propriété à la fois industrielle et agricole. La nature des sucreries et l'homogénéité de leurs parties se refusaient donc absolument à ces partages et à ces morcellements.

Alors la nécessité et l'accord des familles firent adopter un mode simple et patriarcal. La famille à laquelle se joignaient des amis, estimait les immeubles et l'un des partageants devenait seul propriétaire avec l'obligation de payer aux autres leurs parts. Plus tard les partages se firent par licitation sur le même pied, l'un des héritiers ou le survivant gardant l'établissement avec les terres et les esclaves et bestiaux jugés nécessaires. Quand il y avait plusieurs établissements, le partage se faisait par licitation entre les parties de la manière jugée la plus convenable, avec des retours pour égaliser les lots à dire d'arbitres choisis par les parties et nommés d'office par les juges des lieux.

C'est cet usage du partage en valeur que consacra la déclaration du 24 août 1726 (1) sur les licitations et partages. Elle confirma les partages passés et les autorisa à l'avenir, sauf cette restriction de l'art. 8 : « lorsque les biens pourront se partager commodément par lots égaux, les parties seront tenues de se conformer à la Coutume de Paris et aux ordonnances rendues à ce sujet », c'est-à-dire d'observer le partage égal. Le cas pouvait se présenter toutes les fois qu'il n'y avait aucune manufacture et c'était le cas des caféyères, des cacaoyères, des *petits habitants*, en un mot, dont les terres ne restaient jamais indivises.

Chanvalon (2), en 1751, réclamait la suppression com-

(1) Petit de Viéville, I, p. 286.

(2) Chanvalon, *Voyage à la Martinique*.

plète du partage égal et de la licitation au profit d'un héritier contre paiement de leurs parts aux cohéritiers. Il voyait l'intérêt de l'Etat dans la nécessité de borner le nombre des propriétaires d'habitations, les partages par égales portions affaiblissant les moyens de culture. Mais les facultés de celui qui se chargeait de l'héritage en demeurant débiteur envers ses cohéritiers se trouvaient restreintes. C'était exact. La plupart des habitants qui acquéraient ainsi l'habitation de leurs pères, étaient par là gênés et endettés pour toute leur vie. Ce sera une des causes de la dette énorme qui pèsera sur les propriétés rurales en 1848.

A côté de ces mesures qui intéressent particulièrement la grande exploitation agricole, le législateur en prit d'autres dans le but général de consolider la propriété et de rendre la sécurité aux propriétaires. Les deux plus intéressantes concernent la vente de terres en bois debout par des mineurs et le retrait lignager.

La vente des terres en bois debout appartenant à des mineurs avait été tolérée de tout temps, sous prétexte que ceux-ci n'avaient pas assez d'esclaves pour les mettre en culture. Ces ventes avaient été faites sans observer les formalités prescrites par la Coutume de Paris. La déclaration du 13 août 1722 (1) rendit ces ventes inattaquables, les propriétaires étant de bonne foi et leurs terres cultivées. On les mettait ainsi à l'abri de toute inquiétude ultérieure.

(1) Petit de Viéville, I, p. 283.

C'est dans le même but qu'intervint une autre déclaration du 24 août 1726 (1). D'après la Coutume de Paris, les lignagers pouvaient exercer l'action du retrait pendant une année à partir de l'insinuation ou publication de l'acte de vente. Or, les ventes passées aux colonies depuis 1684, date à laquelle la Coutume de Paris a été enregistrée au Conseil souverain, n'avaient jamais subi cette formalité et restaient toujours soumises à l'éventualité de l'action en retrait. Sur la sollicitation du Conseil souverain le roi déclara que les immeubles vendus aux Isles ne seraient pas sujets au retrait, qu'il dérogeait en cela pour le passé à la Coutume de Paris, pourvu toutefois qu'il n'apparut aucune mauvaise foi de la part des acquéreurs, qu'ils se fussent mis publiquement en possession des terres de telle sorte que les lignagers n'aient pu en ignorer la vente.

Jusqu'à la Révolution la grande propriété ainsi constituée et protégée a connu une prospérité très grande mais toute factice. La canne à sucre a envahi la majeure partie des terres et les sucreries se sont multipliées. Ces dernières, au nombre de 184 à la Martinique et de 106 à la Guadeloupe en 1686, s'élevaient en 1720 à 238 dans l'une et à 168 dans l'autre, et en 1778 à 257 et 388 dans chacune de ces deux îles.

Les terres mises en culture se répartissaient de la façon suivante :

(1) Durand-Molard, I, p. 272. Petit de Viéville, I, p. 289.

	Carrés en				
	Cannes	Cafés	Coton	Cacao	Vivres
Mart. 1789	19 109	6 458	1 774	1 191	9 960
Guad. 1790	22 686	8 607	8 766	0	11 042

On peut constater que la culture de la canne couvrait à peu près la moitié des terres cultivées.

Quoi qu'il en soit, la Révolution va survenir au moment où les Antilles sont encore en plein épanouissement. Sa répercussion, quoique grave, n'entraînera cependant presque aucun changement dans leur régime agricole.

TITRE III

De la Restauration à l'abolition de l'Esclavage.

La Révolution ne laissa pas de traces sérieuses dans l'organisation agricole. A la Martinique elle eut à peine le temps de produire quelques effets, car cette île fut occupée par les Anglais de 1794 à 1802 et de 1809 à 1816. A la Guadeloupe, au contraire, l'invasion anglaise ayant été repoussée grâce au génie de Victor Hugues, quelques bouleversements momentanés purent se produire.

Dès 1793 les titres même des propriétés faillirent être remis en question. Pour donner satisfaction aux affranchis, assimilés aux blancs depuis la loi du 4 avril 1793 et qui voulaient être propriétaires pour que l'égalité avec ces derniers fût parfaite, Collot, représentant de la Convention, proposa de faire rapporter les titres des anciennes concessions à l'effet de les examiner, de faire ainsi rentrer au domaine de l'Etat toutes les terres livrées autrefois à des conditions qui n'avaient pas été remplies et de les distribuer aux anciens esclaves. Cette proposition fut

rejetée par la Commission générale et extraordinaire siégeant à la Pointe-à-Pitre.

Mais de nombreux propriétaires furent déportés. Beaucoup émigrèrent. Les biens des uns et des autres furent confisqués. Cependant les habitations sous l'administration des séquestres ou bien affermées, continuèrent à être exploitées pour le compte de la colonie. Elles eurent à souffrir de l'irrégularité du travail, car l'esclavage, aboli par le décret du 4 février 1794, avait disparu à la Guadeloupe depuis que V. Hugues en avait chassé les Anglais et les nouveaux affranchis, malgré les peines sévères portées contre eux, refusaient de travailler. Les cafeyères surtout souffrirent de cette situation et beaucoup furent ruinées.

Cependant, au fond, l'ancienne organisation terrienne n'avait pas disparu et quand, après le rétablissement de l'esclavage et de la traite, le 16 juillet 1802, le chef de l'Etat ordonna à tous les colons émigrés d'aller reprendre possession de leurs biens, les terres des Antilles restèrent comme auparavant partagées entre de grands domaines à la fois industriels et agricoles.

L'occupation anglaise de 1809 à 1816 n'apporta aucune modification à cette organisation et la Restauration là-bas reprit simplement les traditions de l'ancien régime. Mais de 1815 à 1848, après la suppression de la traite, la situation des domaines ruraux devient de plus en plus critique. Le nombre de sucreries s'accroît pourtant en dépit de la menace du sucre de betterave et

de l'abolition de l'esclavage dont les mesures préparatoires sont prises successivement. Les affranchissements en même temps se multiplient et viennent priver la grande culture de nombreux bras. Mais la grande propriété est encore la base de l'organisme social et économique et reste protégée par les lois.

CHAPITRE PREMIER

ACCESSION DES ESCLAVES ET FILS D'ESCLAVES A LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE : HABITATIONS VIVRIÈRES

L'esclavage aux Antilles avant 1848 était représenté comme l'auxiliaire indispensable de l'industrie sucrière. On considérait que sa disparition devait amener la ruine des planteurs. Ceux-ci, en effet, avaient trouvé dans cette main-d'œuvre, fournie exclusivement par le commerce métropolitain, un secours aussi puissant que peu coûteux. Toujours démunis de capitaux et la plupart du temps endettés, ils ne virent donc pas sans inquiétude les menaces d'abolition depuis 1830.

La Restauration, d'ailleurs, avait déjà compliqué leur situation. Depuis le traité de Paris du 30 mai 1814, la traite était en effet interdite. L'ordonnance du 8 janvier 1817 et les lois du 15 avril 1818, du 25 août 1827 et du 8 mars 1831, intervinrent en exécution de ce traité. Les planteurs virent tarir la source de leur main-d'œuvre et l'on sait qu'ils faisaient une effroyable consommation

d'esclaves. Ils s'efforcèrent alors de conserver le troupeau de bétail humain qu'ils possédaient. Ils achetèrent les cafeyères, qui périlcitaient, pour en avoir les nègres.

La situation des Esclaves à partir de ce moment commença à s'améliorer un peu. Jusque-là ils n'étaient guère que des corps, des instruments de travail. On était simplement tenu de leur donner la nourriture et de nombreuses ordonnances intervinrent à ce sujet. Parfois, à l'exemple des Hollandais, on leur laissait une certaine quantité de terre et on leur donnait le samedi pour la cultiver. Ils se nourrissaient ainsi eux-mêmes.

Cependant, bien qu'ils furent incapables de posséder, l'article 2 du titre II de l'ordonnance du 15 octobre 1786 (1) exigea « qu'il fût distribué à chaque nègre ou négresse une petite portion de l'habitation pour être par eux cultivée à leur profit sans que les vivres recueillis dans ce jardin purent entrer en compensation de ce qui était dû à chacun pour sa nourriture ». Mais cette ordonnance ne disait rien du pécule qui pouvait résulter pour les esclaves de la vente de ces produits. Un arrêté des administrateurs de la Guadeloupe, du 2 floréal an XI (2), porte que ces jardins devaient être d'un douzième de carreau par individu, soit un hectare.

Était-ce une propriété que l'ordonnance entendait constituer à l'esclave et jusqu'à quel point le pouvait-elle ? On ne le sait.

(1) Durand-Molard, III, p. 699.

(2) Cité par Schœlcher, *Des Colonies françaises*, p. 8.

Quoiqu'il en soit, les *habitants* ont souvent fait abandon d'un terrain à leurs nègres, et ceux-ci regardaient leurs *jardins* comme leur appartenant. Il en était ainsi notamment à la Guadeloupe, où la pratique du *jardin* se généralisa. Mais, en fait, ce n'était là qu'une jouissance essentiellement précaire et toujours révocable.

Ce ne fut que la loi du 18 juillet 1845, dite loi Mackau, qui éleva l'esclave à la personnalité et à la propriété. Il se trouva désormais dans la situation d'un émancipé ayant le maître comme curateur et capable de laisser une hérédité ou une succession, le maître ne venant plus qu'à défaut de successible et de légataire. Cette loi permettait aux esclaves, grâce à l'attribution d'un bout de terre, de se constituer un pécule. Ils pouvaient se racheter aussitôt qu'ils avaient réuni la moitié de la somme nécessaire à leur rachat. Ils n'avaient qu'à se présenter devant le juge de paix et, au moyen d'un crédit de 300.000 francs qu'avait octroyé cette loi, on complétait le prix de rachat. Le propriétaire, de son côté, était tenu de signer la manumission.

Cette loi permit aux esclaves de recueillir des capitaux dont beaucoup se servirent pour se rendre acquéreurs d'un lopin de terre au moment de l'abolition.

Cependant, si les esclaves accédèrent si tardivement à la propriété, et incomplètement d'ailleurs, il y eut toute une catégorie d'individus qui furent appelés de bonne heure à devenir propriétaires ; c'est celle des affranchis.

Dans les débuts de la colonisation la classe des

affranchis s'augmenta rapidement et l'accession de la propriété lui fut facile. Elle comprenait en général tous ceux qui étaient nés des relations des premiers colons avec leurs esclaves et jusqu'en 1674 (1), nous savons que ces enfants-là naissaient libres. A partir de cette date la maxime : *Partus sequitur ventrem* fut appliquée. Dans la suite, les affranchissements résultant de liaisons illégitimes furent nombreuses, le code noir n'ayant imposé aucune restriction à la volonté des maîtres. Des mesures intervinrent postérieurement (2) pour restreindre le nombre de ces affranchissements qu'on estimait dus uniquement à ces relations coupables ou à la spéculation. Quoiqu'il en soit, ils furent toujours assez nombreux et de 1815 à 1848 leur nombre s'accrut, à cause des facilités qui étaient données et peut-être aussi, de l'intention de certains planteurs de prévenir l'abolition et ainsi de s'assurer une main-d'œuvre en attachant leurs anciens esclaves à leurs habitations.

Les affranchis subissaient certaines incapacités, bien que le code noir leur eût accordé les mêmes droits, les mêmes privilèges et immunités qu'aux personnes nées libres. Ils avaient cependant le droit de propriété et se trouvaient ainsi capables d'acquérir et de posséder une terre sauf une limitation : ils avaient été déclarés inhabiles à recevoir des blancs des dons et legs. Mais ils res-

(1) Labat, I, p. 133. Dessalles, III, p. 411.

(2) Autorisation du Gouverneur, *taxe d'affranchissement*, v. Peytraud, p. 294 et ss.

étaient libres d'acquérir pour eux-mêmes un lopin de terre.

En fait, bien peu d'entre eux sont devenus propriétaires. D'une part, en effet, les esclaves étaient divisés en deux groupes : les esclaves des habitations et les esclaves domestiques. Ces derniers surtout bénéficiaient des affranchissements, mais n'étaient pas des ouvriers agricoles. D'autre part, l'affranchi libéré conservait une certaine répulsion pour la terre et pour la houe, symbole de l'assujettissement. Phelypeaux, Gouverneur général, dans sa lettre au ministre du 1^{er} août 1712, disait qu'une fois libres ces nègres « tiennent cabaret et breelan » (1). En effet, ils se retiraient de préférence dans les villes et s'adonnaient aux petits métiers.

Cependant, un certain nombre s'est livré particulièrement aux cultures vivrières. Et il est curieux de constater que le développement de ces dernières depuis la Restauration et surtout depuis 1830 coïncide avec l'augmentation du nombre des affranchissements. L'étendue des terres consacrées aux vivres a passé de 7.697 hectares à la Martinique en 1826, et de 5.430 hectares environ à la Guadeloupe en 1809, à 11.979 hectares dans l'une et 16.386 hectares dans l'autre en 1847. Le nombre de ces *vivrières*, estimées en 1835 dans la première île à 1.648 et à 436 dans la seconde, a atteint respectivement les chiffres de 1.586 et 1218 en 1847. Les

(1) Peytraud, p. 295.

statistiques portent cette mention que dans le nombre des habitations consacrées à la culture des *Évivres* particulièrement, on a compris les plus petites propriétés, même celles qui ne se composaient que d'une cabane et d'un coin de terre sans esclaves. C'est dire qu'il y avait de petites gens pour cultiver ces lopins de terre. Mais il y avait certainement aussi des propriétaires de couleur mieux partagés.

Dans les Statistiques et Notices imprimées en 1837 sur l'ordre de l'amiral Rosamel, ministre de la marine, on estimait à la Martinique à un sixième environ les personnes de l'ancienne classe de couleur libre possédant des propriétés (la classe de couleur libre comprenait alors 29.000 individus parmi lesquels 17.000 environ affranchis depuis 1830). On évaluait à 4.436 le nombre de carrés de terre cultivés appartenant à cette fraction de population contre 26.000 carrés que possédait la classe blanche. A la Guadeloupe, quoiqu'il n'y ait pas de statistiques aussi détaillées, la situation devait être analogue. D'une façon générale, ceux qui se livraient à l'agriculture formaient la minime portion des gens de couleur. Ceux-là se contentaient d'une petite portion de terre, qui leur était cédée à loyer ou pour l'achat de laquelle ils prenaient des arrangements. Ce fut la seule concession faite à la très petite propriété dans un régime où la première place revenait toujours au grand domaine agricole et industriel.

CHAPITRE II

EXTENSION DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE ET DE LA PROPRIÉTÉ SUCRIÈRE

La grande propriété sucrière resta, jusqu'à la veille de l'abolition, la base même de la vie économique et agricole. Au lendemain de la Restauration la grande culture de la canne à sucre s'étendit plus que jamais au détriment des cultures dites « secondaires », et le législateur la protégea de son mieux.

La culture du café, qui seule avait pris une place importante après celle de la canne à sucre, fut durement éprouvée. A la Martinique ces arbustes avaient souffert de diverses maladies avant 1789 et les cafeyères avaient été fortement atteintes. A la Guadeloupe, la période révolutionnaire leur porta un coup terrible. La mauvaise administration des séquestres et l'irrégularité de travail des anciens esclaves les mirent dans un grand état de dépérissement. Quand les propriétaires rentrèrent de l'étranger, beaucoup abandonnèrent leurs habitations ou les vendirent à d'autres.

D'autre part, la Restauration ne se montra guère favorable à cette culture. Déjà, après le traité d'Amiens (1802), le café avait été frappé en France d'une taxe de 25 francs. Celle-ci fut portée à 400 francs le 5 août 1810, pour atteindre le commerce anglais. Mais, à ce moment, la France ne possédait plus de colonies. Le gouvernement de Louis XVIII, par la loi du 17 décembre 1814, le soumit à son tour à un droit d'entrée de 60 francs par quintal, plus le décime. Cette taxe amena une baisse dans les prix de la denrée. Une certaine gêne pesa sur les planteurs caféyers et se changea en crise à partir de 1820, notamment à la Guadeloupe, où une maladie détruisit les plantations de la Grande Terre.

C'est dans le même moment que la traite des nègres fut interdite. Les habitants sucriers qui allaient être privés de bras fournis par l'Afrique, se mirent à acheter les caféyères pour posséder les esclaves, qui y étaient attachés. Les propriétaires de caféyères ruinés par la Révolution, et ceux que la maladie des cafiers et les taxes fiscales menaçaient d'un sort semblable, leur vendirent leurs *habitations* avec empressement. Mais si les « sucriers » avaient besoin des nègres, ils se souciaient peu des terres : la plupart restèrent incultes et retournèrent à la friche.

D'ailleurs les petits *caféyers* qui, sans capitaux, voulurent essayer de lutter, se virent forcés de vendre peu à peu leurs esclaves pour se procurer des ressources et finirent par être contraints à abandonner le sol.

Enfin ceux qui possédaient une terre de moyenne étendue avec quelques capitaux, la transformèrent volontiers en sucrerie, soit parce que le café était avili, soit, selon Boyer de Peyreleau (1), « par la vaine gloriole de se transformer en *grands habitants* ».

La superficie des terres plantées en cafiers se trouva réduite et diminua de jour en jour. A la Guadeloupe, elle s'élevait en 1789 à 8.607 carrés, et en 1809 à 6.782 carrés. En 1835 elle ne comptait plus que 5.687 hectares, et en 1847, 4.768 hectares. Le nombre des petites habitations qui étaient cultivées ainsi, et qui atteignaient à peu près 2.000 en 1781, et 1.428 en 1816, tombait en 1818 à 973 et n'était plus que de 877 en 1847.

Les mêmes variations se produisirent à la Martinique. La culture du cafier qui, en 1789, couvrait 6.158 hectares, se vit réduite à 3.842 hectares en 1819, et tomba à 1.612 hectares en 1847. Le nombre des petites habitations dont elle faisait la richesse et qui s'élevait encore à 1.290 en 1825, n'était plus que de 628 en 1847.

La culture du cacaoyer et du cotonnier était également en voie de décroissance et en 1847 comptait fort peu.

Seule la culture de la canne, malgré quelques variations, s'était maintenue, tandis que le nombre des sucreries ne cessait d'augmenter. En 1789 il y avait 19.109 hectares plantés en cannes à la Martinique ; en 1847 il en

(1) Boyer de Peyreleau, *Les Antilles françaises*, II, p. 36, t. I, p. 314.

avait 19.785. Le nombre des sucreries s'élevait à 257 en 1778 ; il était de 498 en 1847. A la Guadeloupe la surface plantée en cannes, qui était de 22.686 hectares environ en 1789, s'élevait encore à 22.270 hectares en 1847. On comptait à cette dernière date 877 sucreries contre 399 qui existaient en 1871.

Le nombre des habitations sucrières n'avait donc pas cessé de s'accroître. La superficie des terres cultivées en cannes n'avait pas augmenté, parce que les propriétaires ne disposaient pas de plus de capitaux ni de main-d'œuvre.

L'unité, la cellule de toute cette organisation économique et agricole a été la grande propriété, qui est restée immuable au milieu de tous ces bouleversements précurseurs de l'émancipation des esclaves. C'est qu'elle a joui jusqu'au dernier moment de toutes les faveurs et qu'elle a toujours bénéficié d'une situation privilégiée, faite directement ou indirectement par le législateur.

La division de la propriété sucrière était toujours considérée comme un mal à éviter. Nous avons vu que l'ancien régime avait admis la substitution d'une sorte de licitation en faveur d'un des cohéritiers au partage égal. La déclaration du 24 août 1726 avait consacré ce système imparfait qui grevait le bénéficiaire de dettes très lourdes. La Restauration — pas plus que l'Empire — n'apporta aucune modification à cette pratique courante aux Isles. Le Code civil avait bien été promulgué aux Antilles en 1805 (le 7 novembre à la Martinique et le

9 novembre à la Guadeloupe) mais « sauf modifications exigées par les localités » (1). Les arrêtés coloniaux de promulgation « considérant que les propriétés dans les colonies se (composaient) essentiellement d'esclaves et de manufactures (estimèrent) que les partages de famille ne pouvaient pas s'effectuer de la même manière qu'en France » (2), et les principes traditionnels furent maintenus. L'indivision demeura donc la règle pour les grands domaines, ainsi transformés en quelque sorte en majorats au profit des planteurs. Ceux-ci bénéficiaient seuls de cet état de chose, car les autres exploitations étaient toujours soumises au partage égal.

Le grand domaine est resté en outre insaisissable en pratique jusqu'en 1848. L'expropriation forcée et la saisie ne furent pas appliquées aux Antilles lors de la promulgation du Code civil. La déclaration du roi du 24 août 1726, sur le déguerpissement, continua à être en vigueur. Le planteur, derrière cette barrière qui le protégeait, put encore s'endetter. On comprend que l'absence de garantie ait éloigné le crédit et augmenté l'intérêt de l'argent.

Enfin l'esclavage ayant été rétabli en 1802, dans toute sa rigueur, les règles anciennes retrouvèrent leur application. L'esclave attaché à la culture d'une habitation

(1) Extrait d'une dépêche ministérielle du 17 ventôse an XIII. Durand-Molard, t. V, p. 7.

(2) Arrêté colonial concernant la promulgation du Code civil à la Martinique, 16 brumaire an XIV, 7 novembre 1805. Durand-Molard, t. V, p. 75.

ne put en être séparé. Il n'était saisissable qu'avec le fonds lui-même. Or, en pratique cela ne se produisait presque jamais.

Ainsi, à la veille de 1848, la propriété sucrière avait gardé sa forme originaire. Elle était restée le grand domaine à la fois agricole et industriel, exploité par des centaines d'esclaves. Indivisible et insaisissable en fait, elle formait une sorte de majorat attaché à la personne du planteur, un bien de famille protégé contre les démembrements.

DEUXIÈME PARTIE

La propriété après l'abolition de l'esclavage.

« Changer la condition de l'ouvrier dans une société où l'esclavage est établi, a dit M. J. Lechevalier, c'est en même temps changer la base de la propriété, c'est changer la situation du maître et toutes les autres circonstances de la culture et du travail (1). »

Le décret d'abolition du 7 avril 1848 opéra cette brusque transformation aux Antilles. La terre et l'homme furent émancipés d'un seul coup. La disparition de l'ancienne propriété où l'esclave et sa glèbe étaient liés improductivement l'un à l'autre, devait bouleverser l'organisation agricole, économique et sociale aux Antilles.

Nous étudierons successivement la crise de la propriété rurale au lendemain de l'abolition et le mouvement de concentration industrielle et agricole, qui s'est produit à partir de 1860 avec le développement des usines centrales. Nous verrons enfin quelle est la situation de la propriété rurale depuis les crises sucrières de 1884.

(1) J. Lechevalier, *Réorganisation des colonies à esclaves*.

CHAPITRE PREMIER

LE MORCELLEMENT ET LA PETITE PROPRIÉTÉ AU LENDEMAIN DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

En supprimant une main-d'œuvre gratuite et en imposant le paiement d'un salaire aux ouvriers, l'abolition n'intervint certainement pas en faveur des colons propriétaires. Leur situation financière, en effet, n'était, en général, guère brillante à la veille de 1848. Leurs terres étaient grevées de charges très lourdes. Lavollée (1) estime celles-ci à 140.000.000 environ, vers 1840, pour les deux îles. Ils étaient pour la plupart fortement endettés en raison du partage en valeur que nous avons décrit plus haut, en raison aussi de la difficulté qu'ils éprouvaient à réaliser leurs revenus, la monnaie ayant été toujours rare aux Isles, enfin en raison de leur amour du luxe et de l'absence de garantie donnée aux créanciers qui leur comptaient pour le moindre prêt des intérêts très élevés. La Révolution n'avait pas été sans

(1) Lavollée : Notes sur les cultures et la production de la Martinique et de la Guadeloupe (1841).

aggraver cette situation en obligeant le planteur à dépenser des sommes dont il ne disposait pas pour réparer les ruines qu'elle avait accumulées.

Une quantité énorme de terrain restait en friches. En 1847, à la Guadeloupe, sur 178.000 hectares, 119.742 étaient incultes et à la Martinique sur 98.746 hectares, 64.784 étaient dans la même situation. Le manque de capitaux et le manque de main-d'œuvre en étaient la cause. Il n'y avait pas de capital accumulé, à la Guadeloupe surtout. Le décret d'abolition qui enleva aux colons leur main-d'œuvre, ne leur fournit pourtant pas le moyen de se procurer quelques ressources. L'abolition arriva pure et simple aux Antilles, sans indemnité préalable. Celle-ci, reconnue légitime par la commission du 4 mars 1848, ne fut accordée que par la loi du 30 avril 1849 et ce n'est que le décret du 24 novembre 1849 qui vint en régler le mode de répartition.

Un grand nombre de propriétaires se trouvèrent ruinés et vendirent leurs terres. D'autres réduisirent la surface de leur domaine en se débarrassant des terres en friches qu'ils ne pouvaient plus cultiver. La vente de ces dernières fut faite en général par parcelle à d'anciens esclaves, dans l'espoir de les garder sur l'habitation et d'avoir leurs services quand leur lopin de terre n'exigerait pas leur présence. La quantité de *vivrières*, qui se constituèrent à cette époque, fut très élevée.

	Nombre d'hab. rur. plantées en vivres		
	1847	1849	1859
Mart.	1 586	2 033	4 102
Guad.	1 216	2 170	3 567

Les nouveaux libérés avaient pour la plupart les quelques ressources que leur avait laissées la culture du coin de terre dont ils jouissaient sur l'habitation du maître. Nous avons vu que la loi de 1845 avait régularisé cette institution en organisant le pécule pour faciliter les émancipations. Au moment de l'abolition, ceux qui possédaient un pécule destiné à leur rachat s'en servirent pour acquérir une parcelle de terrain. Ils bénéficièrent souvent d'ailleurs de facilités dans le paiement du prix d'achat.

Tel a été le point de départ de la petite propriété telle qu'elle est sortie de l'émancipation des esclaves. Le mouvement se continua de façon assez accentuée pendant de nombreuses années.

Au lendemain de l'abolition, en effet, les colons furent dans l'obligation de payer leurs ouvriers. Mais la rareté des capitaux fit chercher un moyen de retenir les travailleurs que l'absence de tout salaire éloignait. C'est ainsi qu'on eut recours à l'association, à la Guadeloupe surtout. En règle générale, le propriétaire accorda pour la part du travail un tiers du produit brut, quelquefois

davantage, et principalement dans le cas de métayage individuel, le produit tout entier d'une fraction du domaine avec jouissance gratuite d'une case et d'un jardin. Perrinon, commissaire du gouvernement à la Martinique, prêcha l'association.

Ceux dont le travail était salarié, avaient presque toujours, gratuitement, une case et un jardin qu'ils cultivaient et dont ils vendaient les produits. Tous bénéficiaient de certains avantages, vestiges de ce qui existait du temps de l'esclavage.

C'est ainsi qu'il n'y a pas de communaux aux Antilles, mais qu'il a toujours existé quelque chose d'analogue. C'est la tolérance de libre pâture sur toute terre non cultivée laissée par l'habitant à tous ses employés. Aussi il n'y a guère de cultivateurs qui n'aient profité de cette coutume pour augmenter leurs salaires en élevant des volailles, des porcs, des vaches et des juments sur l'espace de communal qu'est la grande propriété.

On conçoit qu'avec la vie facile de ces pays, les anciens esclaves arrivèrent, en travaillant consciencieusement, à recueillir assez aisément la somme nécessaire pour acquérir un ou deux carrés de terre. Le prix de l'hectare ne variait guère alors de 250 à 500 francs, bien plus d'ailleurs suivant la situation que suivant la fertilité du terrain.

Les nouveaux acquéreurs bénéficièrent en outre de facilités pour le versement du prix d'achat : le paiement par annuités fut la règle presque générale. Parfois il y

eut des conventions passées entre les parties, d'après lesquelles les acquéreurs faisaient les plantations et, la récolte faite, une portion déterminée du produit restait à valoir au vendeur jusqu'à extinction du prix dû. D'autres fois le prix du sol était estimé en journées de travail et l'acquéreur donnait au vendeur un nombre de journées équivalent à la valeur du sol. Au fond tous ces compromis étaient faits dans l'intention d'attacher l'ouvrier à l'habitation d'une parcelle de laquelle il était devenu propriétaire.

Enfin le Code civil s'appliqua intégralement à partir de 1848. Il n'y eut plus de grand domaine indivisible et insaisissable. L'expropriation forcée fut introduite et de nombreuses propriétés furent vendues par les créanciers de leurs propriétaires.

Les anciens esclaves profitèrent largement de toutes ces circonstances. Leur transformation en propriétaires prit des proportions telles qu'elle inquiéta les derniers grands habitants qui avaient survécu à la crise et ceux-ci réclamèrent l'immigration. M. de Percin faisant en 1853 (1), au gouverneur de la Martinique, le résumé des revendications des colons de l'île, disait «... les bras manquent au travail régulier... C'est que les noirs tentent de s'y soustraire ». Il cite l'exemple de 27 de ses ouvriers qui ont acheté des portions de terre et il

(1) Conseil général Martinique, séance du 24 janvier 1853 et sess. ordinaire 1884, p. 202 des procès-verbaux.

continue : « il en a été de même sur d'autres points... Il faut craindre que les cultivateurs parvenant un jour à se créer une position précaire, à la vérité, mais suffisante en raison de leurs besoins modérés, n'abandonnent complètement les travaux des grandes propriétés. La situation actuelle n'aurait rien de bien effrayant en elle-même, si elle ne devait pas s'empirer ; mais les tendances des noirs doivent naturellement inspirer des craintes pour l'avenir. »

La même année, le rapporteur à la commission d'immigration au Conseil général de la Guadeloupe s'exprimait (1) en termes analogues : « Les cultivateurs créoles, dit-il, s'éloignent tous les jours de ce qu'on est convenu d'appeler la grande culture pour se faire petits planteurs ». En 1872, il tenait à nouveau le même langage : « Le travailleur laborieux et économe arrive vite, disait-il, à se créer un pécule. Il songe alors à devenir propriétaire et c'est ainsi que depuis assez longtemps déjà la propriété se morcelle à la Guadeloupe ».

C'est donc bien aux époques de crise, selon les termes de Michelet (2) et quoi qu'en ait pu dire de Foville (3), que la terre tombe des mains du riche dans celles de

(1) *Les Colonies françaises*, p. 172 et ss. Compagnie générale de la Guadeloupe, sess. ordinaire 1871 et 1872.

(2) Michelet, *Le Peuple*, ch. 1^{er}.

(3) De Foville, *Le Morcellement*, p. 40.

l'indigent. Chaque fois qu'un événement grave aux Antilles a atteint la grande propriété sucrière, la petite propriété s'est accrue à ses dépens. Il en sera ainsi notamment après les crises sucrières de 1884 et de 1892, comme au lendemain de l'abolition de l'esclavage.

CHAPITRE III

MESURES PRISES EN FAVEUR DES GRANDS PROPRIÉTAIRES

§ 1. — *Le Crédit agricole ; les Banques coloniales.*

Si le grand domaine sucrier a particulièrement souffert de l'abolition et s'est vu bien souvent entamé par les ventes volontaires ou forcées, il n'a pourtant pas disparu. Après comme avant 1848 le « grand habitant » resta à la fois producteur de cannes et fabricant de sucre. L'union des deux opérations agricole et industrielle se maintint et l'on sait que c'était une des raisons d'être de *l'habitation sucrière*. La nécessité de celle-ci semblait encore s'imposer, car la canne à sucre demeurait la culture presque exclusive des Antilles. Aussi la grande propriété bénéficia immédiatement après l'émancipation de toutes les mesures qui furent prises à l'égard des colonies à esclaves.

En 1848 les colons manquèrent surtout de capitaux et si l'abolition leur porta un coup si rude, c'est qu'ils se trouvèrent la plupart du temps dans l'impossibilité de

payer leurs journaliers. On leur reconnut bien un droit à l'indemnité, mais celle-ci ne fut accordée qu'en 1849. A ce moment, pour relever le crédit disparu, on créa les banques coloniales. La loi du 30 avril 1849, qui octroyait l'indemnité posa en effet les fondements des Banques coloniales.

Avant 1848 les planteurs des Antilles avaient recours, pour les avances qui leur étaient souvent nécessaires, à des commissionnaires. Ceux-ci se trouvaient dans les ports et en particulier à Saint-Pierre de la Martinique. A l'origine, simples intermédiaires recevant et vendant les denrées des colons puis employant le prix de vente en achats divers, selon la volonté de ces derniers, ils furent par la suite amenés à leur faire des avances en prenant hypothèque sur leurs biens et en demandant des fonds, si cela était nécessaire, aux gros négociants du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille. Ils devinrent des intermédiaires entre les créoles et les capitaux métropolitains (1).

La maison française exigeait, quant à elle, une triple garantie :

1° La responsabilité personnelle du commissionnaire colonial ;

2° Une hypothèque prise par ce dernier sur la propriété de l'emprunteur ;

(1) Hignette, « Le crédit dans les Colonies sucrières françaises », *Thèse*, p. 22 et ss.

3° Un privilège — reconnu par la Cour de cassation — sur les produits de la récolte que le planteur prenait l'engagement d'envoyer en consignment dans ses magasins pour être vendus par son intermédiaire.

Les capitalistes métropolitains s'assuraient avec l'intérêt et la commission sur la vente des produits un bénéfice qui montait généralement à 18 0/0.

Cette organisation était si solide qu'une banque créée pour 20 ans à la Guadeloupe par la Restauration dut liquider en 1831.

En 1848, les capitalistes qui se souciaient fort peu de faire des avances dont le remboursement leur paraissait des plus problématiques, refusèrent tout prêt et se montrèrent exigeants pour le recouvrement des sommes qui leur étaient dues.

C'est alors que le gouvernement, pour venir en aide aux colons, tout en leur accordant une indemnité pour la perte de leurs esclaves, réorganisa en leur faveur le crédit qui avait sombré et frappa en même temps cette dîme formidable, « véritable providence de 18 0/0 », prélevée par les commissionnaires. Ce fut l'objet de la loi du 30 avril 1849, d'où sortirent les banques coloniales.

Cette loi attribua aux colons dépossédés une double indemnité en numéraire et en rentes à 5 0/0 de 6.000.000 chacune. Son article VII prescrivit de prélever sur la seule rente de 6 millions — et non sur les 6 millions en numéraire — le huitième de la fraction de rente attribuée aux diverses colonies pour servir à l'établissement d'une

banque de prêts et d'escompte dans chacune d'elles. Tout colon indemnitaire dont l'indemnité globale dépassa mille francs, reçut des actions de la banque jusqu'à concurrence de la retenue subie pour sa part dans l'indemnité globale.

Il fut pourvu à l'organisation de ces banques par la loi du 11 juillet 1851. Elles eurent deux caractères particuliers : d'abord d'être composées d'actionnaires d'office, associés entre eux de par la loi ; ensuite d'être dépourvues de capital en espèces.

Ces banques — autonomes pour chaque colonie — reçurent avec les privilèges des prêts sur nantissement et de commercialisation de toutes les opérations bancaires, celui d'émission de billets, garantis par les titres qu'elle avait dans ses caisses, et surtout celui des prêts sur récoltes.

A la vérité, on ne pouvait obliger une banque d'émission, chargée d'opérations multiples, de consentir à l'agriculture des avances à long terme comportant l'immobilisation de capitaux. On décida donc qu'elles prêteraient au planteur pour lui permettre de mener à bien les opérations de sa récolte. En contre-partie celui-ci ne pouvait fournir qu'un gage éventuel : le produit de sa récolte future. On organisa donc, sous le nom de cession de récoltes pendantes, un prêt sur récolte future. Le planteur pouvait y recourir pendant les 4 mois qui précédaient l'enlèvement de la récolte : c'était un crédit à 120 jours.

Ainsi *l'habitant* obtint un double secours :

D'abord une indemnité moitié en numéraire, moitié en rente, moins un huitième correspondant au nombre des esclaves, dont la valeur avait été estimée à 470 fr. 20 à la Guadeloupe et à 430 fr. 47 à la Martinique.

Ensuite la création d'une banque dont il fit, il est vrai, les frais d'établissement, mais qui devait lui ouvrir un crédit, fermé pour lui ailleurs.

L'indemnité passa de suite dans les caisses des commissionnaires créanciers des planteurs pour des sommes élevées. Mais l'organisation du crédit agricole par l'intermédiaire des banques parut immédiatement d'une réelle utilité. Cependant les agriculteurs créoles restèrent encore pendant longtemps liés aux commissionnaires auxquels ils devaient des sommes arriérées et que leur indemnité n'avait pas suffi à désintéresser. Les choses se pratiquèrent alors de la façon suivante : les négociants prenaient l'argent en banque au moyen d'effets de banque et le repassaient aux planteurs majoré de 2 0/0. Ceux-ci se procuraient ainsi de l'argent à 3 0/0, le taux de l'intérêt, au début, étant de 6 0/0. Ils y gagnaient encore, car ils ne payaient plus comme par le passé le taux énorme de 18 0/0.

Le plus favorisé de tous fut le *grand habitant*. Possesseur de nombreux esclaves, il toucha une indemnité plus élevée qui lui servit à entretenir des travailleurs salariés, quand il ne la versa pas à ses créanciers. Le *petit habitant*, possesseur d'un nombre d'esclaves restreint, n'obtint, lui, qu'une indemnité insignifiante.

Le décret du 13 février 1852, suivi de celui du 27 mars qui était un simple règlement d'application du premier, autorisa l'immigration en général sans distinction entre les travailleurs européens, africains ou asiatiques. Les art. 1-7 du Décret du 27 mars s'appliquaient particulièrement aux émigrants d'Europe. Le but poursuivi n'était pas de satisfaire par le nombre aux exigences de l'exploitation du sol, mais d'améliorer la main-d'œuvre en propageant les méthodes perfectionnées d'agriculture. Préconisée avant 1848 par Schœlcher lui-même, elle ne réussit pas. Les propriétaires n'y tenaient guère à cause des salaires élevés qu'exigeait cette main-d'œuvre.

Le Décret du 27 mars 1857 vint alors s'occuper exclusivement des travailleurs recrutés hors d'Europe et pouvant accroître les disponibilités de la main-d'œuvre aux Antilles. Les planteurs eurent recours aux travailleurs venant de l'Afrique, de la Chine et de l'Inde principalement. L'immigration indienne a introduit une très grande quantité d'individus, surtout après la convention franco-anglaise du 1^{er} juillet 1861. Elle fonctionna jusqu'en 1884 à la Martinique et jusqu'en 1889 à la Guadeloupe. Le nombre de ces immigrants s'éleva de 1853 à 1884-89 dans la première île à 25.509 ouvriers et dans la seconde à 42.395 (1).

La colonie et les colons partageaient les frais. En ce qui concerne l'immigration indienne, l'« habitant » était tenu de rembourser au Trésor local la somme de

(1) Légier, *La Martinique et la Guadeloupe*, p. 18 et ss.

D'autre part, le premier bénéficia principalement de la création des établissements de crédit. Il y contribua directement, car tous ceux qui n'avaient pas une indemnité globale de plus de 1.000 francs, furent écartés. En outre, le prêt sur cession de récolte intéressait au premier chef les planteurs de cannes à sucre. Or, à ce moment, la culture de cette plante était exclusivement entre leurs mains. Instituer un crédit abondant et relativement à bon marché, c'était leur rendre un service signalé.

D'ailleurs, le gouvernement s'était décidé à protéger la grande culture et la grande propriété. Après avoir rétabli et consolidé le crédit des propriétaires sucriers, il se préoccupa de leur assurer une main-d'œuvre pour combler les vides causés dans leurs *ateliers* par l'émancipation. Il organisa l'immigration aux vieilles colonies.

§ 2. — *L'immigration réglementée.*

Nous avons vu qu'en 1848 un grand nombre d'esclaves abandonnèrent les habitations auxquelles ils étaient attachés. Ceux qui revinrent, peu à peu se retirèrent et devinrent pour la plupart acquéreurs d'un lopin de terre. Nous connaissons les réclamations et les doléances des colons en face de cette nouvelle crise qui, à tort ou à raison, les menaçait. Quoiqu'il en soit, c'est sur leurs sollicitations que le gouvernement organisa l'immigration (1).

(1) Pour tous les textes qui se rapportent à l'immigration, v. *La main d'œuvre aux colonies* (Documents officiels, 1895).

373 francs par travailleur. Ce dernier supportait le complément des frais d'introduction et la totalité de la dépense de rapatriement et du personnel du service de l'immigration. Le salaire annuel était fixé à 160 francs pour les hommes et 100 francs pour les femmes, indépendamment de la nourriture, des vêtements, du logement et des soins médicaux.

L'immigration a fonctionné, on peut le dire, pour le seul profit du grand propriétaire. C'est lui qui l'a réclamée avec insistance, pour combler les vides laissés par l'abolition. Ils ont remplacé leurs *ateliers* d'esclaves par des *ateliers* d'immigrants. Ils les ont cru nécessaires parce que l'opinion générale ne concevait la culture de la canne que sous la forme de grandes exploitations avec un personnel considérable. Sans doute, ils n'eurent aucun privilège d'inscription sur la liste des demandes, ni par suite de distribution. Dans les arrêtés qui fixent la répartition des travailleurs étrangers, on peut lire que « dans chaque convoi 25 individus seront mis à part pour être distribués un par un, ... le reste serait divisé en lots de 10 à 5 personnes, tirées au sort entre les propriétaires. » En pratique, le *grand habitant* prenait presque tous ceux qui arrivaient, parce qu'il disposait de plus de terres et de plus de capitaux que le petit agriculteur qui avait bien peu de ressources. En règle générale, on ne rencontrait guère d'immigrants que sur les *grandes habitations sucrières*.

L'immigration, d'ailleurs, fut accompagnée de mesures

très sévères, réglementant le travail et ayant pour but de faire refluer vers les anciennes habitations les travailleurs qui les avaient quittées.

§ 3. — *Réglementation du travail.*

Une proportion notable des esclaves libérés avaient afflué dans les villes, où ils se livraient à des commerces interlopes. Près de la moitié des affranchis était dans ce cas et il y en avait eu 73.000 à la Martinique et 88.000 à la Guadeloupe. Dans un but d'ordre et d'intérêt publics le gouvernement se résolut à agir. Ce fut l'origine de la réglementation du travail.

Le décret du 13 février 1852, dont le titre premier avait trait à l'immigration, visait, dans ses trois autres titres, les engagements de travail et les dispositions de police et de sûreté particulières. Des arrêtés locaux appliquèrent les principes exceptionnels du décret : l'arrêté Gueydon, du 10 septembre 1855 (1), à la Martinique, et l'arrêté Husson, du 2 décembre 1857 (2), à la Guadeloupe. Le régime qui en résulta, plus rigoureux encore à la Guadeloupe qu'à la Martinique, fut un régime de compression. Le but des arrêtés, comme celui du décret, fut de refouler la population des anciens travailleurs vers

(1) *Bull. off. Martinique*, 1855, n° 1978, p. 401.

(2) *Bull. off. Guadeloupe*, 1857, n° 813, p. 706.

les *habitations*. C'était ce qu'on appelait par euphémisme l'immigration à l'intérieur.

La contrainte au travail se manifesta sous trois formes : l'engagement ou servitude à temps, le livret, plaçant le travailleur sous la surveillance de la haute police ; enfin la répression du vagabondage.

Les travailleurs furent classés en deux catégories : ceux qui étaient engagés, et ceux qui se louaient à la journée ou à la tâche et qui étaient astreints au port du livret.

Les premiers avaient, avec l'employeur, un contrat à long terme d'une année au moins, contrat civil mais capable d'entraîner une sanction pénale. Leurs occupations étaient minutieusement réglementées, et sévèrement sanctionnées.

Les autres — même les enfants de 10 à 12 ans — étaient tenus au port du livret, contenant tous les renseignements concernant l'intéressé et portant les visas mensuels des employeurs. Il était obligatoire sous peine d'amende.

En outre, on avait organisé un système de passeport à l'intérieur. Ce passeport était un extrait du registre matricule du recensement délivré par le maire contre justification du paiement de l'impôt, visé annuellement et mentionnant si le titulaire était ou non assujetti au livret. A la Guadeloupe, il était compliqué d'un système de déclaration préalable à tout déplacement même dans l'étendue d'une commune. Avec le passeport à l'intérieur

on arrivait à appliquer la contrainte par corps au recouvrement de l'impôt personnel. Le visa du maire n'était, en effet, accordé que contre justification du paiement de l'impôt.

Enfin, le vagabondage était réglementé très sévèrement : Pour n'être pas vagabond, il ne suffisait pas d'avoir un domicile certain, il fallait justifier, en outre, d'un emploi de temps habituel conforme aux règlements.

Les amendes, qui étaient très nombreuses, pouvaient être converties en journées de travail. On envoyait aux ateliers de discipline ceux qui ne s'en acquittaient pas.

Ce régime de contrainte et les nombreuses condamnations qui s'en suivirent, ramenèrent un certain nombre de bras à l'agriculture, et principalement aux grandes habitations. Il tomba cependant de lui-même, dès que l'immigration fonctionna régulièrement, c'est-à-dire dès 1861.

Mais il paralysa énormément le développement de la petite propriété. On obtint un peu de travail en empêchant la constitution de la famille et de la petite propriété, en produisant des déplacements considérables de population.

L'indépendance du petit propriétaire ne devenait qu'illusoire. Un père de famille n'avait le droit de garder chez lui que le nombre de bras strictement indispensable et il devait engager ailleurs ceux que l'on jugeait excéder ses besoins de culture. En outre, quiconque ne travaillait pas habituellement pour autrui devait pouvoir

justifier à toute réquisition de *l'exercice habituel* d'une profession ou métier ou la jouissance d'un revenu suffisant. Or, la profession indépendante n'était réputée exercée habituellement qu'autant qu'elle comprenait un nombre de journées de travail suffisant à l'entretien de l'intéressé et de sa famille. Le maire de la commune ayant seul qualité pour déclarer suffisant ce nombre de journées ou ce chiffre de revenus, pouvait, suivant les cas, refuser ou accorder une dispense de travail habituel. Le petit propriétaire, qui n'avait pas obtenu cette dispense du maire de sa commune, était donc tenu de justifier pour l'emploi du surplus de ses journées ou pour la provenance de ses autres ressources, soit de l'exercice d'une autre profession indépendante, soit d'un travail habituel pour autrui. Les seules victimes de ces mesures arbitraires étaient donc les affranchis, qui, par le travail, les économies et les privations avaient réussi à s'émanciper complètement en acquérant un coin de terre.

D'autre part, les règlements tenant les nouveaux affranchis dans une seconde servitude légale, leur enlevait toutes les facilités pour accéder à la propriété.

L'immigration qu'on a accusée d'être une entrave au développement de la petite propriété rurale, a eu du moins pour effet de tuer cette servitude, en permettant aux gros propriétaires d'avoir les bras qu'ils sollicitaient. La réglementation du travail tomba simplement en désuétude devant les progrès de l'immigration, sans qu'on ait eu besoin de la rapporter.

Ainsi l'organisation de la propriété rurale a subi un bouleversement sensible du fait de l'abolition de l'esclavage. Elle a été un moment ébranlée jusque dans ses fondements. Les secours accordés lui permirent de résister d'abord, et de se rétablir ensuite. La grande propriété fut atteinte surtout à la Guadeloupe où les capitaux étaient plus rares. Les *petits habitants* qui s'occupaient de la culture des *denrées secondaires*, du café en particulier, ne souffrirent pas moins de la disparition des quelques bras qu'ils employaient. Mais une nouvelle génération de petits agriculteurs se forma. Elle détint d'abord la majeure partie des *vivrières*, puis devint grande productrice de denrées secondaires. Son extension continua malgré le fonctionnement de l'immigration. Bien plus, celle-ci lui apporta de nouveaux éléments dans la personne des engagés libérés et non rapatriés qui s'étaient établis aux Antilles.

Mais déjà un nouveau danger menaçait l'agriculture coloniale. On essayait de substituer l'usine au moulin à sucre et une sorte de concentration à la fois industrielle et agricole commençait à se produire au profit de l'usiner.

CHAPITRE III

LES USINES CENTRALES ET LA CONCENTRATION DES TERRES A LEUR PROFIT

Au moment de la Révolution on avait déjà discuté la nécessité de séparer aux colonies l'industrie d'avec l'agriculture. Le pasteur protestant Schwartz (1), dans ses *Réflexions sur l'Esclavage*, en 1784, voyait nettement les avantages d'une culture, séparée de la manufacture, par une main-d'œuvre libre. Il était partisan des fabriques centrales où les colons auraient apporté leurs cannes. Beaucoup d'autres libelles de l'époque traitèrent cette question.

En 1838 (2) la maison Derosne et Cail reprit l'idée des usines centrales. Un ingénieur métropolitain, M. Paul Daubrée (3), vers 1841, défendit également le

(1) Schwartz, p. 22 et 63.

(2) V. J. F. Cail et C^{ie}, *Mesures pour changer la situation de nos colonies des Antilles*.

(3) V. P. Daubrée, *Question coloniale au point de vue industriel*.

principe de la séparation agricole et manufacturière et préconisa la création d'usines centrales. En ce moment, la concurrence du sucre de betterave se faisait déjà sentir. Pour lutter il fallait transformer l'outillage industriel qui n'avait pas changé depuis le Père Lebat. Or, les planteurs étaient dépourvus de capitaux. On leur disait de se grouper et de porter leurs cannes à une manufacture qu'une société industrielle créerait et qui serait tout à fait indépendante des habitations. Le tremblement de terre de 1843 qui renversa de nombreuses sucreries à la Guadeloupe, permit de mettre ces idées à exécution et de construire les premières grandes usines. En 1845, à la Guadeloupe, on avait déjà rebâti six fabriques à outillage perfectionné broyant les cannes de plus de trente habitations. A la Martinique, en 1845, la maison Derosne et Cail construisait dans la baie de Fort-de-France une manufacture à laquelle tous les planteurs voisins apportèrent leurs cannes. Il semblait donc que la division du travail, culture d'une part, fabrication centralisée de l'autre, devait apporter un remède définitif dans un avenir prochain et changer toute la situation économique aux Antilles.

Malheureusement, les événements de 1848 vinrent modifier les choses. Les planteurs ne purent assurer à ces usines la quantité de cannes nécessaire. Le morcellement intense qui avait suivi l'abolition avait fait naître une multitude de petits habitants et de petites propriétés. Mais celles-ci en 1860 étaient encore trop peu de chose

et faute de capitaux elles ne pouvaient être d'un secours utile aux usines. Alors les sociétés industrielles louèrent leurs usines, les vendirent aux planteurs ou devinrent planteurs elles-mêmes. Mais comme leurs bénéfices étaient assez élevés, à partir de 1865 de nombreuses usines furent créées à la Guadeloupe et à la Martinique.

Une concentration agricole accompagna cette concentration industrielle... Ou bien les capitalistes achetaient des habitations et installaient une usine, ou bien l'ancien habitant sucrier, qui perfectionnait son établissement, acquérait les terres de ses voisins (1). Ces acquisitions se trouvaient facilitées, car les domaines grevés encore de lourdes charges, étaient mis en vente par les créanciers impayés. Les usiniers devinrent propriétaires de ces terres hypothéquées et vendues à bas prix.

D'autre part, les petites fabriques disparurent peu à peu. Les habitants furent réduits à être tributaires des usines ou des grosses sucreries. Les manufactures s'assurèrent par traité la production de ces propriétaires et en firent de véritables associés. Elles n'hésitèrent pas souvent à leur faire des avances de fonds pour la préparation de leurs récoltes. Elles arrivèrent ainsi à se trouver créancières d'habitations qu'elles firent vendre parfois et dont elles se portèrent acquéreurs pour des prix souvent dérisoires.

(1) Exemples : première hypothèse : usine Darboussier à la Guadeloupe, deuxième hypothèse, usine de Lareinty à la Martinique et usine du Marquisat à la Guadeloupe.

C'est ainsi que de 1862 à 1884 une concentration méthodique des terres se produisit grâce aux usines. Les manufactures — au nombre d'une vingtaine dans chacune des deux îles — se constituèrent ce qu'on a appelé des « centres agricoles ».

L'union des deux opérations agricole et industrielle s'est faite à nouveau et définitivement. Les grandes exploitations agricoles, qui ne dépassaient guère 300 hectares autrefois, atteignent maintenant 600 à 2.000 hectares. Les divisions de ces immenses domaines correspondent à peu près pour leur contenance aux anciennes habitations qui les ont formés par leur réunion. Autour de ce noyau central gravitent de nombreuses « habitations » qui ne fabriquent plus le sucre et les sucreries particulières ont complètement disparu dans les dernières années du xix^e siècle.

D'ailleurs, tout concourait au développement des grandes exploitations. L'immigration fournissait des bras nombreux. Les Banques et le Crédit foncier colonial avançaient les capitaux nécessaires.

L'immigration indienne a, en effet, fonctionné régulièrement de 1864 à 1889. Elle s'est faite la pourvoyeuse de bras des exploitations coloniales. Comme autrefois les esclaves, les immigrants étaient attachés aux habitations et assuraient la marche des cultures. L'Usine Sainte-Marthe, à Saint-François de la Guadeloupe, avait un personnel agricole presque exclusivement indien, et beaucoup d'autres étaient dans ce même cas. On ne

peut guère citer d'exemples de *petits habitants* employant des engagés. C'est l'usiner qui a bénéficié en majeure partie de cette main-d'œuvre docile.

Les établissements de crédit furent, de leur côté, la providence de ces nouveaux *latifundia*. Les habitants sucriers,— surtout à la Guadeloupe,— ont largement profité de l'aide que leur apportaient les Banques. Les « usiniers » plus que les autres ont eu recours à leur crédit.

Les prêts sur récoltes leur ont permis de s'assurer une quantité de cannes suffisante sans avance de capitaux. Ils s'élevaient vers 1889, à la Guadeloupe, à 9.249.250 frs. A la Martinique, ils n'atteignaient pas 3.000.000 pendant la même période, mais les opérations de commerce étaient, par contre, plus élevées et nous savons que les planteurs en bénéficiaient.

Ceux qui ne fabriquaient plus de sucre pouvaient recourir à la Banque. Mais ces fournisseurs des usines avaient tendance à s'adresser à l'usiner avec lequel ils avaient passé traité.

Toutefois, les Banques faisant des avances à 120 jours seulement, assuraient des capitaux pour l'entretien des récoltes mais non pour la transformation de l'outillage manufacturier qui exigeait un crédit à plus long terme. C'était chose impossible pour ces établissements qui, bien que leur but fût essentiellement agricole, restaient des banques de circulation et d'émission.

Aussi les colons que les premiers emprunts avaient

mis en goût, réclamèrent-ils un établissement analogue au Crédit foncier de France ou d'Algérie.

C'est ainsi que le Crédit Foncier Colonial, succédant au Crédit Colonial fondé en 1860, fut créé par le décret du 31 août 1863. Il avait pour but de prêter soit à des propriétaires individuellement, soit à des réunions de propriétaires, les sommes nécessaires à la construction des sucreries ou au renouvellement et à l'amélioration de l'outillage de celles déjà existantes. Les prêts pouvaient être faits soit à court terme pour moins de 5 ans, soit à long terme, de 5 à 30 ans. Les propriétaires devaient donner une première hypothèque ou tous autres gages mobiliers ou immobiliers agréés par la société, et justifier de récoltes annuelles suffisantes pour alimenter l'usine à construire ou à perfectionner. La société s'engageait à faire 10.000.000 de prêts à la Martinique et à la Guadeloupe. Elle créait comme compensation des obligations au porteur jusqu'à concurrence de l'émission des prêts, et pour en faciliter le placement, elle obtenait des colonies une garantie de 2 1/2 0/0 du montant des obligations émises. Celle-ci devait couvrir les pertes éprouvées dans le cours d'un exercice sur le paiement des annuités dues par les emprunteurs ou sur le remboursement des prêts après liquidation du gage.

Telle a été l'organisation du Crédit foncier colonial, qui a concouru avec les Banques coloniales à la formation des grands centres à la fois industriels et agricoles.

Les planteurs qui ne s'étaient pas encore ralliés au système de l'usine, recoururent avec empressement au

Crédit foncier pour améliorer leur outillage industriel ou créer des usines nouvelles. Malheureusement, ils succombèrent sous le poids des charges écrasantes que faisaient peser sur eux tous ces emprunts. Ils se trouvèrent dans l'impossibilité de payer les annuités et la garantie dut fonctionner. Le Crédit foncier fut réduit à exproprier et dès 1873, le décret du 31 mars lui permettant l'exploitation des habitations expropriées, consacrait sa nouvelle situation de propriétaire agricole et manufacturier aux Colonies.

Aussi la propriété rurale s'est industrialisée à nouveau et les centres agricoles se sont développés rapidement.

La folie du sucre a enrichi « l'habitant » et a fait vivre pour ainsi dire le pays tout entier. Il se forma une aristocratie de gros industriels entourée d'une clientèle de planteurs vouée à une dépossession prochaine. Mais un germe de mort subsistait dans le régime même de monoculture industrielle qui s'était liée à la grande propriété. Aussi avec les crises sucrières, qui se répétèrent à partir de 1884, de nouveaux bouleversements se produisirent dans l'organisation agricole et économique des Antilles.

CHAPITRE IV

LA GRANDE PROPRIÉTÉ ACTUELLE

La période qui commence en 1884 a été fertile en événements graves qui ont mis les grandes habitations dans une situation critique. Elles s'étaient adonnées presque exclusivement à la culture de la canne à sucre. Or, à plusieurs reprises la surproduction a fait baisser les cours du sucre. Des crises se produisirent en 1882-84, 92-94 et en 1905. En 1884, il existait encore quelques sucreries mais en général les planteurs apportaient leurs cannes aux usines. Celles-ci les achetaient suivant leur pourcentage en sucre. Les prix d'achat de la canne s'effondrèrent en même temps que les cours du sucre et, étant donné le système d'exploitation coûteux qu'on observait, dans bien des cas les frais de culture et le loyer de la terre ne furent plus couverts.

Pour le « sucrier » comme pour le fournisseur, une des trois solutions suivantes durent s'imposer :

Ou bien l'abandon des terres cultivées ;

Ou bien la liquidation générale, c'est-à-dire la vente à vil prix des terres ;

Ou bien la transformation des cultures.

Si parfois de vastes étendues de terrains — en général éloignées des centres usiniers — furent abandonnées, la liquidation fut du moins la solution la plus répandue. Souvent, d'ailleurs, cette liquidation était forcée.

Ces anciens domaines en effet étaient toujours restés grevés de dettes élevées. Les propriétaires avaient contracté à la fois des emprunts auprès des Banques pour l'entretien de leurs récoltes, et auprès du Crédit foncier colonial pour l'amélioration de leur outillage industriel. Ils se trouvèrent dans l'impossibilité de rembourser les avances faites par les Banques et celles-ci refusèrent de nouveaux prêts. Leur découvert devenant trop élevé, elles durent faire vendre les terres pour rentrer dans leurs créances. Le Crédit Foncier, de son côté, se heurta aux difficultés de paiement des annuités. Il fit jouer la garantie coloniale mais dut arriver à l'expropriation. Ceci eut pour conséquence de le transformer en « propriétaire-usinier ».

Les habitations mises en vente trouvaient rarement, en effet, des acquéreurs parce que les voisins n'étaient pas non plus dans l'opulence. Si elles étaient situées dans le centre agricole d'une usine, celle-ci en faisait l'acquisition pour arrondir son domaine agricole. Mais souvent il ne se présentait pas d'acquéreur et l'on morcellait la propriété entre un nombre considérable de petits propriétaires.

C'est ainsi que le Crédit foncier après avoir eu recours à la garantie des colonies, ayant fait vendre des terres, personne ne se présenta pour les acheter, et comme l'art. 25 des statuts lui laissait en ce cas le droit de se porter adjudicataire, dans le but d'assurer le recouvrement de sa créance, elle s'adjugea les biens expropriés pour ne pas perdre cette créance et dans le but de les revendre à la première occasion favorable. Le nouvel article 25 du décret du 31 mars 1873, lui permit « l'acquisition à l'amiable ou l'affermage de tous immeubles ou usines nécessaires à l'exploitation *fructueuse* des propriétés adjudgées à la société ». Elle fut transformée ainsi en « usinier » propriétaire des terres et en 1892 elle se trouva *détenteur* d'importants centres sucriers à la Guadeloupe. Or, depuis le 19 janvier de cette même année elle est en liquidation judiciaire et ne fait plus aucun prêt. Le décret du 17 novembre 1907 lui a accordé une prorogation de quinze ans, mais elle demeure en liquidation judiciaire sous le régime du concordat (juin 1892), et le contrôle des obligataires.

A la Martinique, les biens expropriés ne lui sont pas restés entre les mains. Dès 1882 (1), ils furent rachetés peu à peu et revendus après morcellement. En 1899, grâce à un emprunt, la situation a été liquidée.

(1) La colonie s'est portée souvent acquéreur des habitations qu'elle a morcelées ensuite. V. Conseil général, sess. ext. mars 1882 et avril 1883; ses. ord., décembre 1884 (hab. la Dominante).

A la Guadeloupe, malgré une transaction intervenue, en 1907, entre la société et l'île, le Crédit foncier est toujours en possession de trois usines. Il en a acquis l'entière gestion avec obligation de revendre tôt ou tard. Il est propriétaire temporaire sous condition de revente selon les termes des statuts. Reste à savoir s'il en a l'intention...

Si les débiteurs des établissements furent ainsi exécutés, les « habitants » fournisseurs des usines qui avaient eu recours à celles-ci pour avoir des avances eurent un sort analogue. Ils se trouvèrent rapidement débiteurs d'une somme souvent supérieure à la valeur de leurs habitations et l'usine dut faire vendre celles-ci. En règle générale, l'usinier s'en porta acquéreur pour des prix parfois dérisoires : les planteurs se transformèrent en *géreurs* de leurs anciennes *habitations*.

Ainsi fut complètement évincé le propriétaire de sucrerie. Désormais subsiste seule la grande exploitation terrienne annexée à l'usine. Le centre industriel et agricole forme une unité étroite. Sans doute les crises ouvrières ont atteint quelques-unes de ces manufactures. On a vu liquider à la Martinique les usines Saint-Jacques et Dillon. A la Guadeloupe, les usines Duquerry et Zevallos ont fermé leurs portes en laissant leurs terres tomber en friches. D'autres ont été vendues et les terres morcelées (usine Bologne à Basse-Terre) (Guadeloupe). Enfin certaines ont disparu et les centres industriels ont été englobés par une usine plus puissante (Clugny et Bel

levue réunis à Beauport à la Guadeloupe). Mais leur nombre reste encore respectable : il y en a dix-sept à la Guadeloupe et dix-huit à la Martinique. Leurs centres agricoles s'étend sur des milliers d'hectares. A la Martinique, celui de l'usine de Lareinty est d'une contenance de 3.000 hectares d'un seul tenant et celui de l'usine du Galion a plusieurs milliers d'hectares (1).

A la Guadeloupe (2) le centre agricole de l'usine Beauport, auquel est annexé ceux de Clugny et de Bellevue, atteint presque 5.000 hectares, et celui de l'usine Duval comprend treize habitations, formant un total de 1.750 hectares.

Parmi les habitations détenues par le Crédit foncier colonial, celles qui constituent le centre du Marquisat (Capesterre, Guadeloupe) sont au nombre de six qui se décomposent de la façon suivante.

Marquisat	228	h.
Moulin à l'Eau.	336	h.
Source-Pérou	560	h.
(2 en une seule)		
Grande-Rivière	240	h.
Bois-Riant	500	h.
Changy	346	h.

Elles forment un total de 2.210 hectares, dont 472 hect. 80 ares seulement sont cultivés. Elles avaient été déjà réunies de 1875 à 1891 par le précédent propriétaire.

(1) Légier, déjà cité.

(2) *Idem.*

Celui-ci succomba sous le poids des emprunts au moment de l'établissement de l'usine actuelle en 1891 et cette dernière passa, vers cette époque, entre les mains du Crédit foncier.

Celui-ci possède encore à Sainte-Rose (Guadeloupe) l'usine de la Bonne-Mère qui a un centre agricole comprenant 17 habitations dont l'étendue varie de 58 (Merlande) à 400 hectares (Galbas) et dont la superficie totale atteint 2.519 hect. 09 ares (1.684 hect. 01 are seulement sont cultivés).

A la vérité, ces grands établissements industriels propriétaires de grands domaines ont bénéficié de nombreux avantages :

Alors que les prêts consentis par la Banque et le C. F. C. amenèrent à leur ruine tous les « sucriers », les usines ont pu en général résister aux crises. Bien plus, les prêts leur ont toujours été consentis sans compter. Non seulement en pratique on en vint au crédit à huit mois en renouvelant les billets, mais on accepta de renouveler les avances d'une récolte sur l'autre, ce qui ne constituait plus un gage certain et amenait dans le portefeuille des effets complètement irrecevables qu'on dut faire passer aux valeurs en souffrance. On a vu récemment encore la Banque de la Guadeloupe mettre le séquestre sur une usine (Sainte-Marthe) à la suite de prêts inconsidérés qu'elle lui avait faits. A l'heure des crises les Banques ont soutenu efficacement ces grandes manufactures en leur continuant des avances que n'ob-

tenaient plus les planteurs. Ainsi, pour l'exercice 1893-94 les prêts sur récoltes atteignirent 8.563.425 francs à la Guadeloupe et 5.049.414 fr. 80 à la Martinique en 1894-95.

Depuis le commencement du siècle ces prêts ont beaucoup diminué, à la Guadeloupe surtout. Cependant on constate une légère augmentation depuis deux ans. Ils ont été de 4.004.050 francs pendant l'exercice 1913-14, à la Martinique. Les comptes ouverts à la Banque ont passé de 92 en 1912-13 à 102 en 1913-14. Ces emprunteurs comprennent 8 usines centrales, 66 habitants livrant leurs cannes aux usines, 26 bouilleurs de crû et 2 propriétaires de cacaoyères. Les prêts sur récoltes à la Guadeloupe pour l'exercice 1914-1915 se chiffrent à 4.716.400 francs contre 3.575.595 pour le précédent.

	1898-99	1911-12		
Guad.	5 394 873,73	3 171 435	{ 1914 } -15	4 716 400
Mart	3 187 272,46	2 861 583 87	{ 1913 } -14	4 004 050

Les Banques ont ainsi assuré aux planteurs usiniers un secours inespéré au moment où le crédit de ces derniers semblait ébranlé. Ceux-ci furent en outre les bénéficiaires d'une situation qui devint une charge pour tous les autres habitants.

Après la crise de 1894-95, les Banques eurent des jours

difficiles à traverser. Les producteurs se trouvèrent dans l'impossibilité de rembourser leurs avances. D'autre part, la balance des Banques devint débitrice au Comptoir National, leur correspondant. Le change augmenta dans des proportions considérables.

La Banque de la Martinique dut interrompre ses opérations du 1^{er} septembre 1897 jusqu'à la récolte et le change atteignit alors 48 à 49 0/0.

A la Guadeloupe, il s'éleva aussi brusquement et resta assez longtemps aux environs de 30 0/0. Mais tandis qu'au 30 juin 1899 la banque de la Martinique avait rétabli ses affaires et que le taux du change était revenu à 1 0/0 depuis le 4 avril 1900, celle de la Guadeloupe ne rétablit les siennes qu'en 1904. C'est grâce au change que les Banques ont reconstitué leur capital. Mais leurs clients de l'industrie sucrière en bénéficièrent.

Ceux-ci, en effet, leur remettaient toutes leurs traites documentaires à l'entier du change moins une commission de 2 0/0 prélevée par elles. Ils se voyaient ainsi à l'abri de la baisse du sucre et procuraient en même temps à la Banque l'occasion de renouveler son encaisse compromise. Tous les fabricants de sucre ont bénéficié de cette situation. Or, il n'y avait de producteurs que les usiniers—grands propriétaires. L'aide accordée à l'industrie sucrière a donc profité aussi aux centres agricoles qui en dépendaient.

Aujourd'hui presque toute la partie nord de la Martinique, la partie de la Guadeloupe qui s'appelle Grande

Terre, les trois communes de Sainte-Rose, Baie-Mahaut et Capesterre, et l'île de Marie-Galante sont partagées entre trente-cinq centres agricoles et industriels, qui forment la base même de l'organisation économique et agricole de ces pays.

CHAPITRE V

LA PETITE PROPRIÉTÉ ACTUELLE

Malgré la double concentration industrielle et agricole qui s'est opérée depuis 1860 au profit des usines, il est intéressant de constater que la petite propriété n'a pas disparu.

On a dit que celle-ci avait été arrêtée dans son développement par l'immigration, que cette institution avait été établie parce que le noir propriétaire s'émancipait trop vite (1). En fait, cette assertion ne semble pas rigoureusement exacte. L'immigration a fait tomber la réglementation du travail, qui menaçait la petite propriété, et l'on peut constater l'extension de cette dernière dans les diverses statistiques agricoles de cette période. Lorsqu'a éclaté la première crise sucrière, les cultures vivrières qui occupent en majeure partie les petits cultivateurs, étaient à la Guadeloupe d'une étendue de 11.097 hec-

(1) Cons. général de la Martinique. Séance du 17 décembre 1884.

tares répartis entre 6.145 habitations rurales et groupaient 21.691 cultivateurs.

A la Martinique cette même culture couvrait 15.525 hectares en 1884 et 18.731 hectares en 1888, divisés en 8.526 habitations rurales.

Or, en 1860 la superficie des terres cultivées en vivres était évaluée dans l'une à 6.270 hectares et dans l'autre à 11.368 et le nombre des habitations rurales à 4.342 et 4.098.

Notons encore que ce développement s'est fait sentir même dans les cultures secondaires, notamment dans celle du café qui a occupé 4.970 hectares pour 750 habitations à la Guadeloupe en 1884 et 515 hectares pour 112 habitations en 1888 à la Martinique, alors qu'en 1860 il y avait de part et d'autre 1.591 hectares pour 323 habitations et 415 pour 299.

Mais l'immigration a certainement empêché ce développement de prendre toute son extension. Elle a établi une concurrence entre deux groupes de travailleurs. Les grands centres s'assurèrent une main-d'œuvre étrangère, les indigènes étant appelés au travail par surcroît. Il ne restait de libre pour ceux-ci que les habitations où les coolies n'avaient pas été introduits, tout au moins en nombre suffisant. Cela fut peut-être plus sensible à la Martinique qui a une densité de population plus élevée que la Guadeloupe et où le régime de la grande propriété est encore plus développé.

La suppression de l'immigration en 1884 et 1889

appela donc au travail des habitations plus de créoles et leur procura ainsi les moyens d'augmenter leurs revenus par un salaire supplémentaire. La petite propriété gagna à ce changement.

L'immigration, d'ailleurs, a contribué indirectement à l'accroissement de celle-ci. Beaucoup d'Indiens, à l'expiration de leur engagement, au lieu de se faire rapatrier, restèrent dans la colonie comme ouvriers et se rendirent souvent acquéreurs de terres. Ils entrèrent ainsi dans la classe des petits cultivateurs (1).

D'autre part, l'organisation du travail, telle qu'elle s'est précisée surtout depuis 1884-89, a largement concouru à la constitution et au maintien des petites propriétés rurales.

Les propriétaires appellent à leur service des travailleurs soit à la journée, soit à la tâche. Ce dernier mode s'est répandu, car il permet l'emploi de ceux qui ont un coin de terre à cultiver. Le tâcheron peut, sa tâche terminée, aller s'occuper de son champ. En outre, il lui est loisible de prendre plus d'une tâche pour augmenter son salaire.

Gens à la tâche et gens à la journée lorsqu'ils sont « casés », c'est-à-dire logés sur l'habitation, peuvent

(1) M. Dorvault, dans son rapport sur la main-d'œuvre aux colonies à l'occasion de l'Exposition de 1900, estimait à un millier le nombre d'immigrants libérés qui étaient devenus petits propriétaires et petits industriels à la Guadeloupe. *Les Colonies françaises*, p. 181, note.

d'ailleurs recevoir un champ pour y faire la culture vivrière.

Enfin le régime du colonage s'est répandu dans les deux îles, mais particulièrement à la Guadeloupe. Il s'est surtout développé depuis l'immigration indienne.

Le colonage est en général employé sur les propriétés sucrières et même dans les centres agricoles des usines. Le colon reçoit une partie de la *propriété* à charge par lui de faire tous les travaux de cultures. Le propriétaire se réserve pourtant le labourage, la fourniture de la moitié des engrais et le transport des cannes. En retour, le colon touche la moitié du prix de vente des cannes. Généralement le colon est autorisé à planter des haricots, du maïs, des patates quand les cannes sont petites. Ces plantations, dont le bénéfice revient à lui seul, lui assurent un avantage très appréciable.

Le colonage s'est en outre répandu pour les cultures secondaires. Le colon met en culture la terre qui lui est confiée, selon les indications du propriétaire. Il plante en même temps des vivres dont les produits lui reviennent en totalité. Au bout de quatre ou cinq ans le propriétaire reprend sa terre sans indemnité. Parfois, cependant, ce dernier se réserve la moitié des vivres récoltés. Dans ce cas, lorsque la terre lui fait retour, il paye le colon à raison de tant par pied de café ou de cacao.

Quelques gros propriétaires, le Crédit foncier notamment, donnent en location les terres qu'ils ne peuvent travailler eux-mêmes et qui se trouvent éloignées du

centre industriel. Cette location se fait à des prix insignifiants, à condition que ces terres soient plantées en cannes et celles-ci vendues à leurs usines.

Les petits propriétaires profitent de toute cette organisation. Ils peuvent accéder à la propriété ou arrondir leur coin de terre avec l'aide du supplément de revenus fourni par le colonage, le travail à la tâche et la location.

Dans les centres industriels ils jouissent, en outre, de certains autres avantages. C'est ainsi qu'ils peuvent se faire embaucher pour la coupe des cannes ou pour le travail même de la manufacture. Lorsqu'ils se trouvent à proximité des cafeyères, ils coopèrent à la cueillette du café.

C'est ainsi qu'une multitude de travailleurs se sont transformés en propriétaires ou bien ont étendu leur petit domaine. Mais s'ils ont pu arriver à ce résultat après avoir réuni les quelques capitaux qui leur étaient nécessaires, il faut dire aussi que les circonstances les ont favorisés.

En effet, de même qu'après l'abolition de l'esclavage le morcellement a permis aux anciens esclaves de devenir cultivateurs indépendants, de même après les crises qui ont bouleversé les « Isles » à partir de 1884 un nouveau fractionnement des terres s'est produit et les ventes volontaires ou forcées ont mis à la disposition des travailleurs des étendues considérables de terrain. Lorsque les acheteurs ne se présentaient pas, on morcelait l'habitation et on la vendait ainsi par parcelles. Parfois même

l'acquéreur morcelait lui-même et revendait par fractions. C'est ainsi que certains quartiers se sont peuplés de petits habitants et sont aujourd'hui florissants. Tel est, par exemple, le cas de l'ancienne habitation des Fonds-Cacao à la Capesterre, Guadeloupe.

Les Conseils généraux — et celui de la Martinique surtout — dans la lutte qu'ils ont menée pour la suppression de l'immigration, ont toujours eu pour but indirect de provoquer le morcellement des habitations, qui se trouveraient dans la nécessité de faire appel aux travailleurs indigènes, et de favoriser ainsi l'accession des petits cultivateurs à la propriété. Un conseiller général de la Martinique, M. Lacroix, disait en 1884 : « Ce que nous voulons, c'est le morcellement dans une mesure raisonnable... Nous serons fort aise d'avoir près des parcelles du pauvre la grande propriété du riche » (1). En fait, le Conseil général a morcelé, chaque fois qu'il a pu, les habitations rentrées dans le domaine de la colonie, notamment celles provenant du jeu de la clause de garantie imposée par le Crédit foncier colonial et dont les propriétaires avaient été expropriés par ce dernier (2). Au 31 décembre 1900 la colonie s'était rendue ainsi acquéreur de 31 habitations dont 16 ont été morcelées. Celles-ci avaient une contenance totale de 1.427 hect.

(1) Conseil général Martinique, sess. ord. 1884. Procès-verbaux, p. 202.

(2) Conseil général Martinique, sess. ext., mars 1882, 11 avril 1883.

85 ares 40 centiares, — non compris les bois qui ont été réservés. Le nombre des lots était de 692 et leur contenance variait de 1 à 5 hectares.

Dans la suite, les propriétés rurales, dont la colonie resta adjudicataire, furent également morcelées, conformément aux résolutions du Conseil général.

Le payement de ces ventes a eu lieu sans intérêts et en dix termes annuels pour celles antérieures au 1^{er} janvier 1899 et en vingt termes pour les autres (1).

N'oublions pas enfin que le Code civil, « cette machine à hacher le sol », selon l'expression de M. Deschanel (2), est entré complètement en vigueur aux Antilles depuis 1848. Les successions et partages ont provoqué de nombreux morcellements. Les centres usiniers, presque tous entre les mains de Sociétés, échappent seuls à la règle commune.

Cette petite propriété ainsi constituée qui s'est surtout multipliée à la Guadeloupe proprement dite et dans le sud de la Martinique, a donc créé toute une classe de « petits habitants ». Elle n'a pas été livrée à la seule culture des vivres. Aussitôt qu'elle a une superficie un peu étendue, elle est cultivée en canne, cafiers, vanilliers, caooyers et parfois en tabac. Et nous savons qu'elle a essayé de s'agrandir par des acquisitions nouvelles, toutes les fois qu'elle l'a pu.

Mais entre elle et la grande propriété il s'est formée

(1) *Annuaire de la Martinique*, année 1901, p. 62.

(2) Discours 10 juillet 1897 : *La question sociale*.

une catégorie qui correspond à notre moyenne propriété.

Elle a ses origines lointaines dans la période qui a suivi l'abolition. Nous avons vu que les habitants qui n'avaient pas été forcés de vendre, cédèrent sous certaines conditions une partie de leurs terres à leurs anciens esclaves pour tâcher de les garder à leur service. D'autres se débarrassèrent des terres en friches, assez considérables en général. De ces anciennes habitations, il resta donc un noyau d'une étendue beaucoup moindre. Parfois même, en cas de vente le principal acquéreur n'étant pas de force à prendre le domaine tout entier, s'en faisait adjuger une bonne partie et le reste était morcelé ensuite. C'est ainsi qu'on vit de grandes propriétés de 150 hectares, vendues après morcellement à un acquéreur d'une soixantaine d'hectares et tout le reste partagé entre une multitude de petits cultivateurs. Ce sont ces habitations réduites qui devinrent les premières les fournisseurs des usines, et qui transformèrent leurs cultures à l'époque des crises sucrières. Elles constituent la masse des producteurs de denrées secondaires. Leur étendue varie de 20 à 60 hectares environ (1). Elles sont très développées à la Martinique où elles occupent une grande partie des terres du Sud.

(1) Parfois les morcellements opérés par la colonie comprennent des lots de plus de 20 hectares. Ainsi en 1909 l'habitation Pointe-Savane, à la Martinique, d'une contenance de 124 hectares, 20 ares, 98 centiares, a été lotie en 26 portions, ce qui donne environ 48 hectares par lot (Rapport annuel sur la situation générale de la Martinique en 1909. *J. Off. de la R. F.* annexe 14 août 1910 p. 1221).

Ceux de ces moyens propriétaires qui s'adonnent encore à la culture de la canne ou bien sont des fournisseurs des usines ou bien des distillateurs. Ceux-ci broient eux-mêmes leurs cannes et fabriquent du rhum.

CHAPITRE VI

MOUVEMENT EN FAVEUR DE L'EXTENSION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

§ 1. — *Le régime douanier.*

On trouve donc aujourd'hui aux Antilles une population rurale de petits cultivateurs assez développée s'adonnant surtout à la culture des vivres et des denrées secondaires. L'institution en elle-même semble excellente, car elle permettra de faire sortir ces pays du régime de la monoculture. Mais si ces colonies depuis quelques années ont l'air de vouloir encourager ce mouvement, la métropole jusqu'à ces derniers temps n'a fait que le paralyser. Le régime douanier et les tarifs qui y ont été appliqués n'ont guère favorisé que la grande culture et, par là, que la grande propriété.

Le système dit du pacte colonial ou de l'exclusif qui a existé dans les débuts de la colonisation, ne disparut qu'en 1866, après une courte éclipse pendant la Révolution. Il est issu de nombreux actes du pouvoir royal et

l'Ordonnance sur la marine de 1681 en a coordonné les principales règles. Il se résume dans l'aphorisme de M. Charles Depincé. « Tout de la métropole, tout à la métropole, tout par la marine métropolitaine. »

En vertu de cette doctrine, les planteurs se mirent à produire du sucre pour alimenter le commerce et assurer un frêt de retour aux navires qui apportaient des marchandises et des esclaves.

Des droits d'entrée frappèrent les produits à leur arrivée en France : le sucre brut dut payer 4 et 3 0/0 et le café, en 1736, fut soumis à un droit de 10 livres par cent pesant. Celui ci, à la Restauration, eut à supporter une taxe de 60 francs par quintal métrique. En même temps le sucre bénéficia de véritables mesures de protection. La loi des finances du 28 avril 1816 frappa les sucres étrangers d'une surtaxe de 33 0/0 et des lois postérieures en 1818, 1820, 1822 vinrent l'aggraver. Enfin les lois du 18 juillet 1837 et du 13 juin 1851 taxèrent les sucres indigènes puis dégreverent provisoirement les sucres coloniaux. Cette mesure fut prorogée par le décret du 27 mars 1852 et la loi du 28 janvier 1856.

L'Empire libéral accorda aux colonies l'autonomie douanière par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866. Mais leurs denrées restèrent soumises à des droits d'entrée dans la métropole. Seul le sucre, vers 1884, sous la forme de déchets et de primes bénéficia de dégrèvements.

En 1892, un vaste mouvement d'assimilation mené

par l'industrie et le commerce français aboutit à la loi douanière du 11 juillet. Celle-ci plaça les Antilles dans la catégorie des colonies dites « assimilées », mais d'une assimilation tout à fait particulière. Au point de vue importation, il y avait bien union complète avec la métropole, et c'était le tarif métropolitain qui s'appliquait. Au point de vue exportation, il n'en était pas de même : les denrées coloniales *autres que le sucre* et ses dérivés, n'étaient admises qu'à une détaxe de 50 0/0, à la condition d'être importées directement et de justifier de leur origine.

Ainsi le sucre colonial, qui avait bénéficié en 1897 de la détaxe de distance, depuis la loi du 28 janvier 1903 (en exécution de la convention de Bruxelles du 5 mars 1902) ne payait qu'un droit de consommation de 25 francs les 100 kilos net (raffiné) comme les sucres métropolitains, après avoir été taxé, sous la loi du 11 janvier 1882, à 60 francs, toujours comme les sucres métropolitains. Les primes et déchets furent supprimés.

Les denrées coloniales continuèrent à être frappées d'un droit d'entrée. La loi du 24 février 1900 créa un tarif général et un tarif minimum à l'importation en France des denrées coloniales, et la loi du 17 juillet suivant la modifia pour abaisser les droits sur les cafés. Il en résulta que le cacao dut payer 52 francs de droit d'entrée, le café 58 francs, la vanille 208 francs les 100 kilos.

On peut donc constater que, de tout temps, la canne

à sucre a joui d'une situation particulière. Les denrées secondaires, considérées comme produits de luxe, ont été toujours taxées fortement. Le régime de l'assimilation n'a presque rien modifié à ce sujet. Le tarif de 1892 a faiblement contribué à introduire la diversité des cultures tant désirable en faisant disparaître les taxes fiscales, qui ne font que restreindre la consommation de ces produits et contribuent à les transformer en produits de luxe. Les planteurs de café, de cacao ou de vanille, n'ont pas été encouragés de ce côté. La petite et la moyenne propriétés qui s'occupent de ces cultures, ont donc été moins favorisées que la grande.

Nous n'insistons même pas sur le côté économique ruineux de ce régime, et qui a rejailli sur les petits planteurs. En fermant, ou à peu près, le marché des Antilles au commerce des pays voisins, qui leur fournissent la base de leur alimentation, il a contribué à faire renchérir les objets de première nécessité, juste au moment où les crises sucrières entraînaient la baisse des salaires. Ce fut une diminution certaine de l'épargne pour les petits habitants et pour ceux qui pouvaient le devenir et une gêne, sinon un retard, dans l'extension de la petite propriété. Elle a logiquement abouti à l'appauvrissement général.

Aussi cette loi fut-elle vivement critiquée dès le lendemain de sa promulgation. En 1904 et 1909, les congrès coloniaux et les chambres de commerce furent d'avis qu'une modification devait y être introduite. C'est en

1913 seulement, c'est-à-dire vingt ans après, que ces colonies obtinrent satisfaction.

La loi du 5 août 1913 a prescrit, en effet, le dégrèvement total des denrées secondaires à leur entrée en France, à la condition que leur importation se fasse directement, et que leur provenance soit justifiée par des certificats d'origine. Cette loi est entrée en application le 1^{er} janvier 1914. Désormais, les producteurs voient le champ libre devant eux. Ils ne seront plus arrêtés par une taxe fiscale qui, sous le couvert d'un impôt de consommation, maintenait ces produits dans la catégorie des articles de luxe.

La consommation de ceux-ci s'étendra, parce qu'ils coûteront moins cher. Le cultivateur sera ainsi amené à augmenter sa production et pourra soutenir la concurrence des autres cafés, par exemple, dont les prix de revient sont moindres.

D'autre part, il bénéficiera entièrement de la hausse des prix, qui, jusque-là, étaient pour eux limités par les droits d'entrée. On ne peut donc que bien augurer du nouveau régime.

§ 2. — *Les syndicats et le Crédit agricole mutuel.*

Aux Antilles, on s'est préoccupé de bonne heure de la question de la petite propriété. C'est dans le but d'en favoriser la constitution et le développement que les Conseils généraux, et en particulier celui de la Martinique, se sont élevés contre l'immigration et s'élèvent encore

contre les velléités de reprise de cette institution. Ce mouvement s'est accentué grâce à l'énergie des cultivateurs et au concours des pouvoirs locaux.

Les *petits habitants*, dénués en général de ressources, sentirent la nécessité de se grouper et d'organiser des syndicats et des caisses de crédit, conformément aux lois du 21 mars 1884 et du 5 novembre 1894 en vigueur dans la métropole.

A la Martinique, la loi de 1884 fut promulguée par un arrêté local du 21 mars de la même année, mais ce ne fut qu'en 1900 que le premier syndicat agricole se constitua. Il s'est formé au Lorrain le 18 octobre sous ce titre : « Syndicat agricole du Lorrain ». Il se composait de 1.081 travailleurs et son encaisse s'élevait à 4.483 fr. 10. Mais cette association, qui fut d'abord prospère, a beaucoup décliné en raison de la misère créée par le chômage. En 1911, elle ne comprenait que 621 membres.

Six autres syndicats se sont formés postérieurement.

1^o Syndicat agricole de la Trinité, créé le 29 janvier 1907 (83 membres ; encaisse : 70 francs).

2^o Syndicat agricole du Robert, créé le 24 février 1905 (170 membres ; encaisse : 156 francs).

3^o Syndicat agricole du Lamentin, créé le 24 février 1907.

4^o Syndicat agricole de Sainte-Marie, créé le 1^{er} avril 1907 (132 membres).

5^o Syndicat agricole du Français, créé le 7 août 1907 ;

6° Syndicat agricole du Vauclin, créé le 3 décembre 1907 (56 membres; encaisse : 74 fr. 55).

En 1908, le Conseil général inscrivit au budget local une subvention de 6.000 francs, destinée à être versée à ces différents syndicats pour couvrir leurs frais d'installation. Malheureusement, l'administration ne fit pas la stricte répartition du crédit voté, et trois de ces syndicats cessèrent de fonctionner.

Depuis, quatre autres ont été fondés.

1° Syndicat agricole de la Trinité, créé le 2 septembre 1910.

2° Syndicat des ouvriers travailleurs agricoles ou similaires du Robert, créé le 4 octobre 1910.

3° Syndicat des petits planteurs du canton de la Trinité, créé le 23 avril 1911.

4° Syndicat agricole du canton de la Trinité, créé le 23 avril 1911.

Il y a donc au total 8 syndicats agricoles.

La Mutualité agricole ne s'est pas développée dans les mêmes proportions à la Martinique, elle y est encore inconnue (1). Bien que la loi du 5 novembre 1894 y ait été promulguée par un arrêté local du 8 mai 1907, aucune

(1) Rapports sur la situation générale de la Martinique en 1910 et 1911. *Journal Officiel*, annexe 1911, p. 1435, 1912, p. 1689.

On trouve une société de mutualité agricole Martiniquaise ayant son siège social à Saint-Pierre, créée par arrêté du 30 novembre 1901 dans le but d'améliorer et de développer la production agricole; mais elle n'a pas survécu à la destruction de Saint-Pierre. *Annuaire Martinique*, 1902, p. 235.

société de crédit agricole mutuel n'a pu encore être instituée.

Cependant le Conseil général à plusieurs reprises a essayé d'en provoquer l'organisation en votant des crédits à cet effet.

C'est dans ce but qu'en 1908 il a inscrit au budget la somme de 6.000 francs, en autorisant la commission coloniale à porter cette prévision à 10.000 francs si, en raison du nombre et des besoins des syndicats, ce crédit agricole était reconnu insuffisant. De cette subvention il était fait deux parts. Chacun des syndicats devait d'abord être mandaté de la somme de 150 francs pour couvrir les frais d'installation, sur un certificat du maire constatant que l'association était réellement formée de petits propriétaires mettant en culture une surface de moins de 5 hectares et qu'elle se composait au minimum de 50 personnes. Le surplus de crédit disponible devait ensuite être réparti entre eux à la fin de l'année au prorata du nombre des membres de chaque association. L'administration ne fit pas la répartition de ce disponible et nous avons vu que trois syndicats cessèrent de fonctionner.

Ce crédit voté par le Conseil général était uniquement et exclusivement destiné à encourager le développement de la petite culture par l'organe des syndicats agricoles. Il en a été de même en 1911. Le Conseil général inscrivit au budget de cette année une somme de 30.000 fr., sous la rubrique : « Prévision mise à la disposition de l'administration pour servir de garantie à des associa-

tions syndicales de petits propriétaires ruraux en vue de faciliter l'extension et l'amélioration de leur culture ». Le Conseil général, estimant à juste titre que la petite propriété ne peut se développer tant qu'on n'a pas organisé le crédit à bon marché, avait élaboré tout un système qui devait servir de palliatif aux statuts des banques qui ne font que des prêts sur récoltes pendantes.

Les petits propriétaires, décidait-il, formeront en se groupant des associations jouissant de la personnalité civile après dépôt de leurs statuts et constitution d'un bureau et d'un conseil d'administration. Leurs membres pourront émettre des billets à l'ordre du président de l'association qui les endossera en leur donnant ainsi la garantie de l'association. Ces billets seront escomptés à la banque comme tous les effets à deux signatures. Les règles statutaires de cet établissement seront ainsi respectées, et le petit cultivateur pourra réaliser des prêts qu'il remboursera à la récolte. Jusque-là les billets pourront être renouvelés. Les 30.000 francs garantiront éventuellement les avances de fonds consenties par la banque locale. Mais cette garantie ne jouera qu'au cas de défaillance du petit propriétaire et de l'association. Elle restera plutôt une garantie morale.

Cette conception montre la bonne volonté du Conseil général et son sincère désir de favoriser la petite propriété et la petite culture. Malheureusement, elle est dangereuse et insuffisante.

Elle est dangereuse parce que l'on ne sait jamais

quelles conséquences entraînera la garantie, surtout quand celle-ci est « plutôt morale ». L'exemple du Crédit foncier colonial doit inspirer à ce sujet la plus grande circonspection.

Elle est insuffisante parce que la Banque locale est un établissement d'émission qui ne peut consentir de prêts à long terme. Il lui est possible à la rigueur de faire des avances remboursables sur la récolte suivante, bien que la pratique du renouvellement des billets ne soit pas régulier et offre toujours des risques dangereux pour une banque d'émission. Mais elle ne pourra pas faire pour trois à cinq ans les avances qui sont nécessaires à la constitution d'une petite habitation de cultures secondaires, à l'attente et à la réalisation de la première récolte.

En fait, cette organisation ne semble pas avoir fonctionné. Elle ne paraît pas avoir eu d'autre résultat que de provoquer la création de quelques-uns de ces syndicats (1). Le crédit agricole lui-même reste encore à organiser. Aussi le Conseil général, changeant de tactique, au lieu de voter des crédits pour les syndicats agricoles ou pour assurer une garantie à la Banque locale, a, le 24 décembre 1913, inscrit au budget local la somme de 10.000 francs pour une caisse unique, qui fonctionnerait comme une caisse régionale (2). Il a observé ainsi plus strictement les lois appliquées dans la métropole.

(1) Rapports déjà cités, *Presse coloniale*, 12 janvier 1914, « Mutualité agricole ».

(2) Cons. général Mart. sess. ord. 1913.

*
* *

A la Guadeloupe, une dizaine de syndicats agricoles ont été créés, notamment au Gosier, à Sainte-Rose et à Gourbeyre. Il fut alors tout de suite question d'organiser le crédit agricole.

Dès 1903 on parla d'une banque agricole et le Conseil général, en 1906, vota un projet d'emprunt prévoyant 1.380.000 francs pour le crédit agricole et l'outillage des usines. Ce projet n'aboutit pas. On en vint à l'organisation du crédit agricole mutuel (1).

La première caisse locale de crédit agricole mutuel fut fondée au Baillif, le 25 février 1910. Une caisse de crédit créée à Gourbeyre reçut même une modeste subvention de la part du Conseil général. Dans le courant de 1911 huit caisses existaient déjà et leurs représentants se réunissaient en congrès à Basse-Terre pour demander la promulgation de la loi du 31 mars 1899 sur les Caisses régionales et une avance de 50.000 francs payable en 5 annuités. Cette somme fut votée par le Conseil général, l'administration ayant pris d'elle-même l'initiative de l'inscrire au budget.

En 1912, dans son discours d'ouverture de la session ordinaire du Conseil général, le gouverneur revenant sur un projet de décret pour l'établissement d'une caisse

(1) Conseil général, séance 27 janvier 1914, pour tout ce qui suit.

régionale et qui devait être préparé par une commission instituée par lui le 27 janvier 1908, le gouverneur constatait l'existence de nombreuses caisses agricoles parmi lesquelles celle de Marie-Galante, notamment, comptait déjà 241 adhérents et un capital de 5.100 francs.

Au Congrès agricole qui se tint à la Pointe-à-Pitre en 1913 sous la présidence de M. le gouverneur Merwart, il y eut vingt et une caisses de crédit mutuel agricole, représentées et organisées conformément à la loi du 5 novembre 1894. Elles comptaient 800 membres ayant souscrit 18.040 francs, sur lesquels 4.840 francs étaient versés.

En février 1914 il y avait 24 caisses locales, groupant 974 membres qui avaient souscrit 22.400 francs de parts sur lesquelles 8.451 francs étaient versés en dépôt, soit à la caisse d'Epargne, soit à la Banque de la Guadeloupe en compte courant.

Malheureusement, le Conseil général dans sa séance du 27 janvier 1914 a supprimé la subvention qu'il allouait depuis trois ans aux caisses locales (1). Il escomptait sur une avance possible des banques coloniales à l'occasion du renouvellement de leur privilège. A la Martinique, le Conseil général avait ce même espoir et le rapporteur de sa commission financière, M. Saint-Cyr, l'exprimait clairement le 24 décembre 1913 (2), tout en réclamant une

(1) Cons. général, séance 27 janvier 1914, déjà cité.

(2) Déjà cité.

subvention de 10.000 francs pour le fonctionnement d'une caisse régionale.

§ 3. — *Les concessions forestières.*

L'administration locale est intervenue directement aux Antilles en faveur de l'extension de la petite propriété. Ces colonies possèdent un domaine forestier d'une certaine étendue sur lequel de nombreuses concessions ont été distribuées.

La législation, qui régit cette matière à la Martinique, remonte à bien des années.

Il résulte d'un rapport présenté le 9 novembre 1876 (1) au Conseil général que de nombreuses concessions avaient été faites pour être employées aux cultures secondaires, mais qu'elles avaient abouti à des déceptions, les terrains ayant été abandonnés après avoir été déboisés dans le seul but de transformer le bois en charbon. En présence de nouvelles demandes, le rapporteur sollicitait qu'à l'avenir ces concessions ne fussent accordées que dans la proportion de 5 à 6 hectares et à la condition d'être entourées de garanties par l'administration.

C'est dans ce but que fut promulgué l'arrêté local du 18 avril 1877 (2) portant règlement sur les concessions de terre du domaine colonial.

(1) Conseil général, sess. ord., P. V. p. 153.

(2) *Bulletin officiel Martinique*, 1877, p. 288.

Cet arrêté décida que les concessions de terres autorisées par délibération du Conseil général, en vertu de l'art. 1 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, ne pourraient pas comprendre des lots individuels supérieurs à 6 hectares. Ces concessions, qui devaient porter exclusivement sur des terres déboisées, seraient données à titre gratuit et pour une période de dix ans.

Le concessionnaire était tenu d'affecter les 5/6 au moins à la culture des produits secondaires, et l'administration avait la faculté de faire visiter les terres concédées par des agents de son choix. Sur le rapport de ces derniers le retrait pouvait en être ordonné et cela sans aucune indemnité, sauf un délai moral pour enlever les constructions et plantations.

L'arrêté décida en outre que le concessionnaire maintenu en jouissance aurait, à l'expiration de la période des dix ans, la faculté, par préférence à tous autres, de prendre en location les terres qu'il aurait mises en culture. Les conditions et les prix de cet affermage devaient être réglés à l'amiable entre l'administration des domaines et de l'intéressé.

Pour obtenir une concession l'intéressé serait tenu de produire :

1° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire ;

2° Une attestation de ce dernier établissant qu'il possédait les facultés nécessaires pour exploiter fructueusement la concession ;

3° Un plan et un procès-verbal dressé par un arpenteur ou un agent des ponts et chaussées et dûment enregistré, faisant connaître l'étendue, la situation et les abornements de la terre à concéder.

Cet arrêté présente la très grave lacune de laisser aux intéressés le soin de choisir leur concession et de n'avoir pas ordonné des travaux préparatoires de lotissement et de délimitation. Bien plus, son article 4 dit que les concessions seront faites aux risques et périls des concessionnaires en cas d'éviction et sous toute réserve des droits des tiers.

Depuis 1877 il n'a rien été innové en ce qui concerne les concessions des terres domaniales. D'autre part cet arrêté n'a pas reçu de nombreuses applications et comme il y a danger pour la colonie de laisser déboiser les terres de l'intérieur, on peut dire qu'en fait, il n'est pas accordé de concessions (1).

D'ailleurs, la Martinique offre une très faible étendue de terres appartenant au domaine et susceptibles d'être concédées. Sur ses 98.000 hectares de superficie, 64.000 sont cultivés. Il reste donc une trentaine de mille d'hectares incultes qui comprennent les montagnes et les terres en friche appartenant aux particuliers.

A la Guadeloupe la situation n'est pas la même. Sur ses 178.000 hectares de superficie, à peine y a-t-il le

(1) Rapport annuel pour 1909. *Journal Officiel de la R. F.*, annexe 1910, p. 1221.

quart en culture. On évalue à 46.000 hectares la superficie des terres non susceptibles d'être mises en culture, et à 56.000 hectares celle des terres cultivées. Il reste donc environ 80.000 hectares incultes parmi lesquels 20.000 appartenant au domaine. La colonie peut donc continuer à distribuer des concessions (1).

L'article 1^{er} du S. C. du 4 juillet 1866 décidait que le Conseil général statuerait sur les aliénations et échanges des propriétés mobilières et immobilières de la colonie non affectées à un service public (2).

En vertu de ce sénatus-consulte un règlement du 19 décembre 1893 laissa donc au Conseil général le soin d'autoriser les concessions forestières. Mais il abandonna au requérant la faculté de prendre un terrain à son choix sans contrôle ni délimitation. De graves inconvénients pouvaient en résulter — et en résultèrent en effet pour les quelques concessions qui furent données, l'administration ayant concédé des terres qui ne lui appartenaient pas.

En 1898, un règlement voté par le Conseil général dans sa séance du 24 décembre vint alors préciser et fixer les conditions de la délivrance des concessions forestières.

Il soumit d'abord les terres à concéder à l'opération préalable de la délimitation et du lotissement, par les soins de l'administration.

(1) *Annuaire 1915*. — Rapport annuel pour 1912. *Journal Officiel de la R. F.*, annexes 1915, p. 629.

(2) Rapport annuel pour 1908. *J. Off. R. F.*, annexes 1909, p. 1387.

Des lots de 1 à 2 hectares pouvaient ensuite être distribués à titre gratuit et définitif à tout individu non propriétaire.

Les concessionnaires devaient sous peine de déchéance mettre en culture les $\frac{3}{4}$ du terrain au bout d'un an et payer tous les frais de délimitation, lotissement et mise en possession. Le 24 décembre 1904 le Conseil général a mis ces derniers frais à la charge de la colonie.

Cependant il n'y eut aucune délimitation ni concession jusqu'en 1909 faute de crédit, malgré l'invitation faite par le Conseil général à l'administration, le 30 octobre 1907, à prélever sur les ressources générales les sommes nécessaires à cet emploi.

Mais en 1909, dans sa séance du 23 décembre, le Conseil général vota un crédit de 8.000 francs et profita pour modifier quelque peu les conditions d'attribution des concessions.

Désormais toute personne *propriétaire ou non* pourrait prétendre à un lot de 1 à 2 hectares, et *tous les frais* de délivrance seraient supportés par la caisse locale. Il répéta à nouveau que toute délimitation ne devait être effectuée qu'après s'être bien assuré du droit de propriété de la colonie sur les terres à délimiter.

Le 28 décembre 1912, le Conseil général a accordé la gratuité, à partir de 1914, à toutes les concessions forestières de plus de 2 hectares.

Le postulant doit présenter à l'appui de sa demande, dont la signature est légalisée par le maire, un extrait

en double du plan de lotissement concernant le lot à concéder, extrait délivré sans frais par l'agent-voyer de la commune ; — un bulletin d'immatriculation délivré sans frais par le maire ; — et un extrait du casier judiciaire. Un avis du 11 janvier a porté ces conditions à la connaissance du public.

Lorsque celles-ci ont été remplies, l'acte de concession est dressé, signé, approuvé en Conseil privé, enregistré et transcrit. La mise en possession est ensuite effectuée gratuitement par un agent du service des travaux publics.

Il existe donc trois opérations distinctes :

1° Les travaux préparatoires de délimitation et de lotissement ;

2° Le choix du postulant, la présentation de sa demande et l'admission de celle-ci ;

3° La mise en possession.

La première est la plus délicate, car le cadastre n'existe pas et qu'il est très difficile de remonter à l'origine des propriétés, la transcription hypothécaire ne datant que de 1830. Des difficultés souvent naissent du côté des propriétaires voisins qui essaient d'entraver les opérations de délimitation pour éviter une servitude légale de passage sur leurs terres.

Depuis 1907, pour empêcher les déboisements inconsidérés, les maires ont été invités à faire connaître si l'exploitation n'offre aucun danger pour les habitations de l'étage inférieur.

Chaque année le chef du service des domaines fait

procéder à des délimitations et lotissements dans la limite des crédits votés par le Conseil général.

En 1913, les terrains délimités et lotis pouvaient se résumer dans le tableau suivant (1) :

Trois-Rivières	Sections Schœlcher	délimités 93 lots sup.	116 hectares
		concédés 69 » »	86 »
		Reste... 24 » »	30 »
Lamentin	Trou-à-cochons	délimités 42 lots sup.	65 hectares
		concédés 33 » »	54 »
		Reste... 9 » »	11 »
	Beaupin	délimités 43 lots sup.	41 hectares
		concédés 19 » »	17 »
		Reste... 24 » »	24 »
	Bois-Banane	26 lots superf.	50 hectares
Sainte-Rose	Santeuil et Latour	délimités 26 lots sup.	45 hectares
		concédés 1 » »	2 »
		Reste... 25 » »	43 »
	Sofaïa	délimités 29 lots sup.	39 hectares
		concédés 20 » »	26 »
		Reste... 9 » »	13 »
	Duportail	délimités 21 lots sup.	32 hectares
		concédés 3 » »	5 »
		Reste... 18 » »	27 »
Deshaies	Grand'Anse	délimités 42 lots sup.	64 hectares
		concédés 26 » »	32 »
		Reste... 16 » »	32 »
	Bêtes-Rouges	délimités 12 lots sup.	18 hectares
Pointe-Noire	Bellevue	concédés 11 » »	16 »
		Reste... 1 » »	2 »
		délimités 42 lots sup.	104 hectares

(1) Rapport annuel pour 1912. *J. Off. R.F.*, annexe 1915, p. 629.

L'extension de la petite propriété, depuis ces cinq dernières années surtout, se traduit par une augmentation sensible des exportations des principales denrées secondaires.

	1895 Mart.	1900 Guad.
Café	3 602	555 000
Cacao.....	354 165	373 948
Vanille.....	«	5 936

	1906		1912		1913	1914
	Mart.	Guad.	Mart.	Guad.	Mart.	Mart.
Café	13 267	773 821	12 469	1 108 843	9 587	13 809
Cacao.....	462 897	675 322	501 946	924 678	524 606	448 981
Vanille.....	623	7 653	1 987	25 148	3 259	1 887

Pendant cette même période l'exportation du sucre a varié de la façon suivante :

	1906	1912	1914
Mart.	42 237 609	39 458 876	39 034 805
Guad.	43 217 611	38 914 843	

Les denrées secondaires sont produites presque en totalité à la Guadeloupe dans l'arrondissement de Basse-Terre. A la Martinique, les habitations cacaoyères et caféyères et un certain contingent de propriétés vivrières

sont groupées surtout dans le sud. Les caféyères sont nombreuses surtout dans la région de la montagne du Vauchin où elles ne dépassent guère 3 hectares de superficie (1).

(1) Note de M. Thierry, inspecteur d'agriculture à la Martinique, sur le greffage et la maladie vermiculaire du caféier.

CONCLUSION

I

Si l'on excepte les premières années de la colonisation, à quelque époque de l'histoire économique et agricole des Antilles que l'on se reporte, on constate à sa base la grande propriété sucrière. L'union de l'agriculture et de l'industrie s'est faite entre les mains du « grand habitant » et cette organisation s'est transmise jusqu'à nous, on dirait presque intégralement, si l'usine ne s'était pas subsistée à l'ancien propriétaire terrien et n'avait établi à son profit un nouveau genre de *latifundia* plus étendus encore que leurs prédécesseurs.

La petite et la moyenne propriété, qui se sont constituées depuis l'abolition de l'esclavage, subsistent et ont pris une place importante depuis quelques années. Mais leur rôle est accessoire. Le fondement économique des « Isles », c'est la culture de la canne. Ceux qui s'y livrent et qui en profitent, acquièrent de suite le premier

rang. L'existence de ces pays paraît liée à la leur. En dehors d'eux il n'y aurait pas de salut.

Pourtant, si l'on regarde à quels résultats ce régime a conduit les Antilles, on peut douter de son efficacité. Il a livré ces pays à la culture industrielle unique et en a fait un immense champ de cannes et une énorme usine. Il a écarté méthodiquement toutes les autres cultures, même celle des vivres. Aussi, quand les calamités ont fondu sur ces Iles, elles les ont trouvées vaincues d'avance. Les crises sucrières, résultant des bas prix du sucre, ont frappé durement les Antilles, parce qu'elles n'avaient que ce seul moyen pour vivre. Depuis lors, un mouvement vers les cultures secondaires s'est accru petit à petit et nous nous demandons, au terme de cette modeste étude, si ce n'est pas la voie dans laquelle on doit résolument s'engager. La petite propriété n'est-elle pas l'avenir de nos Antilles ?

Tous les pays se préoccupent aujourd'hui de faciliter l'accession à la propriété du travailleur agricole, de protéger et de consolider cette propriété paysanne. Les colonies des Antilles — françaises depuis plus de deux siècles — ne doivent pas être mises à l'écart dans ce mouvement qui s'est produit dans la métropole elle-même. Il s'est formé là-bas une population locale appropriée au climat et qui se soucie peu de jouer toujours le rôle de main-d'œuvre. Elle veut devenir à son tour propriétaire. C'est la phase dernière de la colonisation, celle qui donnera le maximum de puissance économique.

La petite propriété offre, même aux « Isles », la supériorité de l'association étroite du paysan avec sa terre, du faire-valoir direct. Elle développe le sentiment de respect pour les biens et pour la personne d'autrui. Son extension est une cause de paix sociale.

Mais au point de vue colonial et en ce qui concerne les Antilles, elle présente surtout un triple avantage.

D'abord c'est elle seule qui fera sortir ces « Iles » du régime de la monoculture qui les tue. Sans remonter aux premiers temps de la colonisation où elle a fait la richesse des premiers colons, un passé plus récent est là pour l'établir. La grande propriété est là-bas essentiellement sucrière. Jamais aucune transformation de cultures ne se fera chez elle. Lorsque l'abolition lui porta un si rude coup, lorsque les crises sucrières mirent ses jours en danger, ce sont les parcelles qui s'en détachèrent qui constituèrent les biens de tous ces *petits habitants*. Quand elle subsista, elle resta sucrière, et c'est grâce à elle que se perpétua la monoculture. Le petit cultivateur, lui, pourra, s'il est planteur de canne, transformer ses cultures, car il n'a pas un matériel industriel qui le retient. Il cherchera la culture la plus avantageuse pour lui selon les terrains ; ainsi cette variété de cultures indispensable à la sécurité d'un pays essentiellement agricole sera assurée grâce à elle.

En second lieu, le développement de la petite propriété est un moyen de résoudre la question de la main-d'œuvre sur les grands domaines, car aujourd'hui il ne peut plus

être question d'immigration. Celle-ci n'a été qu'une mesure transitoire, un « mal nécessaire » qui a maintenu après l'abolition la grande culture qui seule était alors pratiquée. Mais ce n'est là, selon Lord Elgin, Gouverneur de la Jamaïque, « qu'un moyen de ne pas admettre les perfectionnements commandés par l'expérience ». Les bras sont en quantité suffisante, le tout est de les payer (1). Si le grand propriétaire n'est pas en état de le faire, qu'il vende et morcelle son domaine, mais qu'il ne réclame pas l'introduction d'une masse de bras aux dépens du reste de la population.

Un seul secours de l'extérieur nous semble possible et il viendrait de la métropole. Il consisterait à favoriser une immigration sélectionnée d'Européens. Il y a encore sur les hauteurs et aux pieds des montagnes, notamment à la Guadeloupe, assez de terres incultes sur lesquelles ceux-ci pourraient s'acclimater aisément. A Mayaguez (Porto-Rico) 6.000 paysans corses sont établis et ont

(1) La population est très dense.

A la Martinique on compte 190.000 habitants pour une superficie de 988 kilomètres carrés, soit une densité d'un peu plus de 185 au kilomètre carré.

A la Guadeloupe, il y a 213.436 habitants pour une superficie totale de 1.970 kilomètres carrés, soit une densité d'un peu plus de 107 au kilomètre carré.

Les rapports annuels de 1911 et 1912 évaluent à 100.000 personnes environ la population agricole à la Guadeloupe, parmi lesquels 11 585 Indiens. V. contre l'immigration : Rapport de la mission Jullidière sur les conséquences de l'ouverture du canal de Panama pour les Antilles (Rapport Douvry). *J. Off. R. F.*, annexe 1913, p. 101.

transformé, nous a-t-on dit, le pays en un véritable jardin. Rien n'empêche que pareille chose ne se réalise aux Antilles françaises. Mais ce ne serait là qu'une immigration tout à fait limitée et dans le but de favoriser la petite propriété elle-même, ces immigrants, doués de la ténacité et de la patience des paysans de France, contribueraient au perfectionnement des modes de culture et à l'introduction de cultures nouvelles.

Enfin, par la petite propriété seule on peut arriver à la séparation souhaitable de l'industrie et de l'agriculture sucrières. Sans doute de tout temps cette union a eu lieu. On a vu qu'elle a abouti à river les Antilles à la monoculture. De 1844 à 1860 des tentatives de séparation, sous l'énergique impulsion de M. Paul Daubrée et de la Maison Derosne et Cail, se sont produites. Toutefois les usines centrales qui en sont sorties, ont dû redevenir agricoles, parce que, à ce moment, la petite propriété n'était pas assez développée pour leur assurer une clientèle suffisante. Mais aujourd'hui comme en 1848 cette séparation s'impose en même temps qu'une nouvelle concentration industrielle.

La concentration agricole n'a guère donné de résultats satisfaisants. Comme ce qui arrive en général en cette matière, elle n'a pas entraîné une réduction sensible des frais. Les centres agricoles d'usine produisent la plupart du temps à un taux plus élevé que le simple planteur. Un connaisseur de ces questions, M. de Massias de Bonne, à la Guadeloupe, établit dans le journal local la *Vérité*

(février 1902), que le prix de revient de la tonne de cannes sur les propriétés travaillées au salaire pour le compte de l'usine, s'élève à vingt-cinq francs.

D'autre part, M. Légier, dans son voyage d'Etude à la Guadeloupe et à la Martinique, a calculé que de 1898 à 1903 la moyenne des prix de revient a varié de 15 à 20 francs. Or, les cannes achetées aux petits habitants leur étaient payées à raison de 11 francs la tonne. Ils produisaient donc à un coût inférieur pour pouvoir vendre à un tel prix et continuer à le faire pendant plusieurs années. Quant à l'usine, elle gagne sur sa production industrielle ce qu'elle perd sur sa production agricole. Cette compensation ne peut que réduire ses bénéfices, c'est-à-dire diminuer les capitaux qu'elle pourrait consacrer à l'amélioration de son outillage.

D'autre part, le grand domaine qui est désirable lorsqu'on peut substituer la grande culture à la petite, — et ce n'est pas le cas, — pourrait offrir l'avantage d'employer des méthodes perfectionnées de culture et des machines agricoles. Or, jusqu'à ce jour ce n'est pas d'une exactitude rigoureuse pour les Antilles. D'ailleurs, on peut user des mêmes procédés sur la petite propriété bien organisée.

Comme dans la métropole, la fabrication du sucre doit rester une opération exclusivement industrielle. A peine si les usines à betterave possèdent parfois quelques champs d'une étendue notoirement insuffisante pour alimenter leur fabrication. L'usine coloniale deviendrait uniquement manufacturière. Elle assurerait aux cultiva-

teurs l'enlèvement de leur récolte selon des prix fixés bien plutôt d'après leurs bénéfices probables que d'après les cours du sucre. A elles à s'arranger pour cela en perfectionnant leur outillage pour obtenir un rendement en sucre supérieur, et en réduisant les frais d'exploitation, notamment par une concentration plus accentuée.

Elles liquideraient alors leurs domaines agricoles en les morcelant. Elles appelleraient ainsi à coopérer à la fabrication sucrière de nombreux petits habitants qui, grâce au faire-valoir direct, produiraient à un coût inférieur, dont les cannes seraient payées par elles à des prix plus rémunérateurs et qu'elles encourageraient tout comme le fabricant métropolitain encourage le cultivateur de betterave.

Cette liquidation, qui peut très bien se présenter, notamment pour un de ces grands propriétaires, le Crédit foncier colonial, détenteur de terres à titre temporaire, permettrait d'établir définitivement la petite propriété rurale aux Antilles.

Il n'y aurait là rien de dangereux pour l'industrie sucrière. Le compte rendu de l'exercice 1914-1915 de la Banque de la Guadeloupe, présentée à l'assemblée générale des actionnaires le 2 juillet dernier, nous le prouve.

Certaines usines à sucre, affirme M. Parbelle, directeur de cet établissement, dans son rapport, n'ont pas réalisé les bénéfices sur lesquels elles avaient compté. Par contre, il n'en est pas de même des petits planteurs. Ils ont touché pour cette campagne presque le double de la pré-

cédente, soit près de 4 millions au lieu de 2. « C'est là, dit-il, pour eux un excellent encouragement et l'on peut compter que leurs plantations vont continuer à s'étendre. Il est possible que l'an prochain ils réalisent le chiffre de 200 millions de kilos, soit plus du tiers de la production totale de l'île. »

On peut donc avoir confiance dans le résultat futur, lorsque la petite propriété sera régulièrement organisée et protégée.

Mais auparavant il faut en préparer la voie et encourager le mouvement qui se produit en ce moment. Il est nécessaire d'assurer aux « petits habitants » ou à ceux qui le deviendront, des ressources suffisantes pour l'entretien et la création de leur petit domaine. Pour arriver à ce but, il nous semble nécessaire de promulguer aux Antilles, en les y adaptant, l'arsenal des lois métropolitaines, qui ont organisé le crédit agricole et l'insaisissabilité de la petite propriété.

II

Sous l'influence des idées mutualistes la loi du 5 novembre 1894 autorisa les membres des syndicats d'agriculteurs à se constituer en sociétés de crédit agricole. Cette loi est jusqu'à présent la seule qui ait été promulguée aux Antilles en cette matière. Or, si on prévoyait

la création de caisses agricoles aux Antilles, il convenait en même temps, sous peine de les voir végéter, de leur assurer les ressources nécessaires. Dans la métropole en effet on y a remédié.

Le 31 octobre 1896 une Convention passée avec la Banque de France prévoyait que celle-ci avancerait à l'Etat sans intérêt et pour toute la durée du privilège une somme de 40 millions. En 1897, la loi du 17 novembre dans son article 5 décidait que la Banque verserait en outre chaque année et par semestre jusqu'en 1920 une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans que cette redevance puisse jamais être inférieure à 2 millions. Les sommes obtenues à ce titre de 1894 à 1910 ont dépassé 63 millions. La loi du 31 mars 1899 vint régler l'emploi de ces ressources.

L'avance et la redevance sont mises à la disposition du gouvernement pour être distribuées à titre d'avances sans intérêts aux caisses régionales de crédit agricole qui escomptent les effets souscrits par les sociétaires des caisses locales et endossés par elles.

La loi du 25 décembre 1906, à côté du crédit personnel à court terme organisé par les lois précédentes au profit du petit cultivateur, a établi le crédit collectif à long terme, en autorisant les caisses de crédit agricole à consentir des prêts aux sociétés de coopératives agricoles.

Mais la loi fondamentale, celle qui favorise vraiment

les petites exploitations, est la loi du 19 mars 1910. Elle a permis à ces caisses de consentir des prêts individuels à long terme pour un délai maximum de 15 ans, avec faculté pour le débiteur de se libérer aussitôt qu'il le voudra ou par amortissements successifs. Elle a institué un crédit personnel fondé sur une sûreté hypothécaire : la simple signature ne suffit plus comme sous l'empire des lois précédentes. Exceptionnellement, le prêt à long terme peut être consenti sur une sûreté personnelle. C'est le cas d'un fermier laborieux, honnête et capable qui ne pourrait pas offrir un gage hypothécaire. Encore lui demande-t-on un contrat d'assurance en cas de décès destiné à garantir à la caisse le paiement des annuités.

A côté de ces lois il y a encore toutes celles qui favorisent la constitution de jardins ouvriers.

Loi 12 avril 1906.

Loi 10 avril 1908.

Loi 26 février 1912 simplifiant la précédente.

Loi 11 février 1914.

Plusieurs autres sont venues procurer un secours à l'agriculture et au crédit agricole. Telles sont :

La L. du 20 juillet 1893, autorisant les Caisses d'Epargne à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts aux sociétés de crédit agricole.

La L. du 14 janvier 1908, étendant aux sociétés d'assurances mutuelles des risques agricoles les avantages dont bénéficiaient seuls les syndicats agricoles.

Enfin la L. du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles.

Nous demandons que ces lois soient appliquées aux Antilles, en y apportant quelques modifications pour les y adapter. Elles permettraient aux Caisses de crédit mutuel, qui se sont constituées malgré tout, de réunir des ressources suffisantes pour mieux secourir les petits habitants. Les Conseils généraux ont, il est vrai, essayé de leur allouer de modestes subventions. Mais ce sont là des moyens de fortune. Il faut une organisation légale à l'image de celle de la métropole, organisation dans laquelle les Banques coloniales paraissent appelées à jouer un rôle important. Elles semblent devoir tenir pour les caisses coloniales le rôle de la Banque de France pour les caisses métropolitaines.

Banques privilégiées d'émission et de prêts, leur concours est tout indiqué pour faire des avances à la colonie, avances qui seront distribuées sans intérêts aux caisses régionales et réparties ensuite entre les caisses locales.

Justement le renouvellement du privilège des Banques coloniales, plusieurs fois prorogé depuis 1911, offre une circonstance exceptionnellement favorable. Le projet de loi déposé par le gouvernement en juin 1913 et la contre-proposition déposée par les députés coloniaux en novembre de la même année, sont entrés dans les mêmes idées. Tous deux sont d'avis de faire des Banques la base de l'organisation du crédit agricole dans ces colonies.

Avec la proposition de loi (art. 2), nous voudrions que les Banques mettent à la disposition de leur colo-

nie respective une avance fixée une fois pour toutes et versée sans retard.

Avec le projet du gouvernement nous exigerions en outre (art. 19) que chaque année il soit versé, « par semestre, une redevance proportionnelle au montant des billets constituant la partie de la circulation totale excédant l'ensemble des encaisses en numéraire ».

Ainsi serait observé un double principe nettement établi et appliqué à la Banque de France et à la Banque d'Algérie.

D'ailleurs, ces sommes ne seraient pas versées directement par les banques aux caisses régionales, mais remises au gouvernement local qui en serait responsable vis-à-vis des banques et qui les remettrait aux caisses régionales après avis d'une commission de répartition.

Une seule caisse régionale par la colonie serait suffisante. Plusieurs seraient nuisibles, en ce sens qu'elles susciteraient une concurrence inutile. Il faut éviter en cette matière les abus qui se sont produits en France et surtout en Algérie.

En outre, les caisses régionales uniques étant plus éloignées des emprunteurs, les influences locales se trouveront atténuées. La question même des avances milite en outre contre leur multiplicité, car ces avances seront limitées et ne produiront guère d'effets en étant disséminées. Il en résulterait d'ailleurs un accroissement des frais généraux et une augmentation du loyer de l'argent

par suite d'une confiance moindre de la banque qui rées-compte le papier (1).

En attendant ces secours encore lointains et pour préparer cette réorganisation, des ressources pourraient être accordées par les administrations locales : subvention du budget local, utilisation des dépôts des caisses d'épargne.

Ainsi les Antilles seraient pourvues d'une organisation qui leur manque jusqu'à ce jour. Elles possèdent à l'heure actuelle dans la personne des Banques les seuls établissements privilégiés de crédit agricole. Or, ceux-ci ne consentent que des prêts sur cession de récoltes pendantes, c'est-à-dire qu'elle ne fait pas d'avances pour faciliter la création d'habitations rurales. Ces prêts-là leur sont interdits, car ce sont des prêts à long terme. Or, ces établissements sont des banques d'émission et de circulation qui se trouvent dans l'impossibilité d'immobiliser leurs capitaux dans leur état actuel.

Désormais le petit cultivateur aurait un prêteur capable de lui venir en aide pour la constitution et pour l'entretien de sa petite propriété sans avoir recours directement aux Banques. Celles-ci pourraient continuer de prêter sur les récoltes, soit aux petits propriétaires qui préféreraient ce mode d'avance, soit à tous ceux qui resteraient en dehors de la catégorie des petits propriétaires telle que la définirait la loi.

(1) Considérations développées par les services techniques du Ministère de l'agriculture. V. *Presse coloniale*, n° 9 février 1914.

Les Banques auront d'ailleurs intérêt à voir se propager le crédit mutuel agricole, car elles ne peuvent prospérer que si l'agriculture est florissante. Au reste, les caisses régionales seront forcément amenées à leur récompter leur papier.

III

Mais il ne suffit pas de créer et de développer la petite propriété, il faut encore éviter qu'elle ne disparaisse soit par concentration, soit par dispersion. C'est dans ce but que nous voudrions voir appliquer aux Antilles la loi du 12 juillet 1909 et le décret du 26 mars 1910 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. La législation du « homestead » garantit en effet la petite propriété contre ses principaux éléments de destruction : la dette hypothécaire, la saisie immobilière et la licitation. Le chef de famille en constituant par déclaration ou par testament un bien insaisissable évite le partage entre ses héritiers et assure le maintien de l'indivision.

Le bien de famille insaisissable rattacherait davantage le petit propriétaire à sa terre. Celui-ci certain, de trouver dans les Caisses agricoles un secours que lui refuseraient les établissements de Crédit exigeant des sûretés réelles, serait à l'abri de toute poursuite arbitraire. Les caisses agricoles se contentant de sûretés personnelles auraient une garantie d'autant plus grande de la solvabilité de

l'emprunteur, qu'il s'agirait d'un bien de famille, car la conservation même entre les mains du cultivateur de l'instrument de travail est le meilleur gage du remboursement.

Aussi, le 11 mars 1915, les députés des vieilles colonies ont déposé une proposition de loi demandant l'application de la loi du 12 juillet 1909 et du décret du 26 mars 1910. Cette proposition n'a pas encore été discutée.

La petite propriété s'organisera donc aux Antilles comme dans la métropole. Elle sera supérieure à la grande lorsque le petit propriétaire ne sera plus isolé, lorsqu'il pourra acheter facilement ce qui lui est nécessaire, produire et vendre dans les meilleures conditions économiques, et avoir aisément les capitaux qui lui sont indispensables.

Sans avoir la prétention d'influencer le cours des marchés par leur production bien minime à côté de celle de leurs puissants rivaux, ces îles pourront s'organiser de telle façon qu'elles ne seront plus menacées perpétuellement de ruine et qu'elles supporteront la baisse des prix, lorsque celle-ci se produira.

L'ouverture du canal de Panama donne à ces pays une importance capitale en les plaçant sur la nouvelle route commerciale de l'Atlantique au Pacifique. Leurs ports peuvent devenir de vastes entrepôts commerciaux et des centres de trafic importants. Des navires nombreux iront alors chez eux se ravitailler à la fois en char-

bon et en vivres frais. Mais tout ce mouvement ne fera que s'accroître si, derrière les ports, l'hinterland est riche et l'agriculture prospère, car il faudra aussi pouvoir attirer tous ces navires et leur fournir souvent un frêt de retour.

Pour alimenter leur propre commerce et leur assurer une place sérieuse dans le trafic général, il faut que les « Isles » produisent en abondance : ce qui les enrichira, ce n'est pas la production unique de la canne à sucre, mais la variété et la diversité des cultures. Et le moyen pour arriver à ce résultat, c'est, selon nous, l'extension de la petite propriété, comme dans tous les pays civilisés modernes.

Vu : le Président,
PAUL LESEUR.

Vu le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La propriété rurale de 1635-1848.

TITRE PREMIER

Régime seigneurial.

Ch. I ^{er} . — Etablissement des Français.	3
Ch. II. — Les véritables propriétaires des terres : les Seigneurs.	8
Ch. III. — Les engagés au début de la colonisation . . .	12
Ch. IV. — Les concessions primitives	20
Ch. V. — Régime des terres.	28
§ 1. — Condition des terres	28
§ 2. — La petite propriété sous les Seigneurs des Isles	34

TITRE II

Régime royal 40

Ch. I ^{er} . — La fin des Engagés	43
Ch. II. — Les concessions	57
Bernissant.	13

Ch. III. — Régime des terres	74
§ 1. — Changement dans la condition des terres.	74
§ 2. — Constitution originaire du grand domaine à la fois agricole et industriel	76
§ 3. — Les mesures prises en faveur de la grande propriété et qui ont contribué à sa consolidation.	85

TITRE III

De la restauration à l'abolition de l'esclavage.

Ch. I ^{er} . — Accession des esclaves et des fils d'esclaves à la propriété : habitations vivrières	97
Ch. II. — Extension de la culture de la canne à sucre et de la propriété sucrière	103

DEUXIÈME PARTIE

La propriété rurale après l'abolition de l'esclavage. 109

Ch. I ^{er} . — Le morcellement et la petite propriété au lende- main de l'abolition	111
Ch. II. — Des mesures prises en faveur de la grande pro- priété sucrière :	118
§ 1. — Les banques coloniales et le crédit agri- cole	118
§ 2. — L'immigration	123
§ 3. — La réglementation du travail	126
Ch. III. — Les usines centrales et la concentration des terres en leur profit	131
Ch. IV. — La grande propriété actuelle	138
Ch. V. — La petite propriété actuelle	147
Ch. VI. — Mouvement en faveur de la petite propriété	156

§ 1. — Le régime douanier,	156
§ 2. — Les syndicats et le crédit mutuel agricole.	160
§ 3. — Les concessions forestières	168
CONCLUSION ²	177

FIN DE LA TABLE

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSTIÈRE.
